Le Monde

TÉLÉVISION RADIO MULTIMÉDIA
■ Les points forts de la rentrée télé
■ Récits de voyages sur la Toile



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16675 – 7,50 F - 1,13 EURO — DIMANCHE 6 - LUNDI 7 SEPTEMBRE 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Bill Clinton : « I am sorry »

Attaqué par l'un de ses plus sûrs alliés démocrates au Sénat, le président Clinton a été contraint, lors de sa visite à Dublin, de présenter de nouvelles excuses au sujet de l'affaire Monica Lewinsky. p. 3

■ Ruée sur la ZAC Rive-Gauche

Les terrains de ce nouveau quartier du 13e arrondissement de Paris s'arrachent : les Américains s'y pressent pour investir. p. 13

■ Concurrence au Sénat

Christian Poncelet (RPR) rend publique, dans *Le Monde*, sa candidature à la présidence du Sénat face à celle du centriste sortant René Monory. p. 6

■ Une nuit sans Johnny



Le premier concert de Johnny Hallyday au Stade de France a été annulé pour cause de pluie. Déception et colère de 70 000 spectateurs. p. 18 et la chronique de Pierre Georges p. 22

■ Qui est Kabila ?

Portrait du président congolais, énigmatique et secret, dont le pays s'enfonce dans le marasme économique. p. 10

■ L'eau de la Lune

La sonde américaine Lunar Prospector confirme la présence d'une grande quantité d'eau (3 milliards de tonnes) à chacun des deux pôles lunaires. p. 15

■ Smart branchée

Ultracompacte, urbaine et branchée, la petite voiture qui affiche un anticonformisme délibérément élitiste débarque en France en octobre. p. 16

■ Un nouveau médiateur

« Au risque de déplaire », première chronique du nouveau médiateur du *Monde*, Robert Solé. p. 11

■ L'ultime combat de Salvador Allende

Il y a vingt-cinq ans, le général Pinochet lançait ses troupes à l'assaut du palais présidentiel chilien et Allende s'immolait de façon exemplaire. p. 12

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 480 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

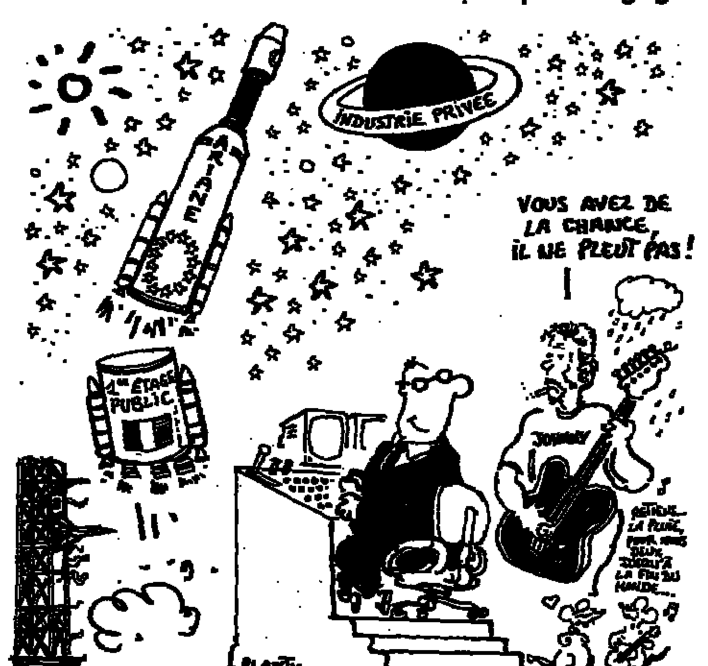
M 0146 - 906 - 7,50 F

Ariane : le décollage industriel d'une fusée

● L'Etat réduit sa participation dans Arianespace au profit de capitaux industriels privés ● Ce désengagement permettra à la fusée européenne de renforcer ses positions dans la compétition internationale ● Les Américains cherchent à casser les prix pour regagner des parts de marché

VINGT ANS après le démarrage du programme Ariane, les pouvoirs publics s'apprêtent à passer le *relais* aux industriels au sein d'Arianespace, la société qui commercialise la fusée européenne. L'Etat, initiateur de ce projet, possède actuellement près de 50 % de son capital, par l'intermédiaire du Centre national d'études spatiales (CNES) et de sociétés publiques comme Snecma, SEP et surtout Aerospatiale, qui doit bientôt être adossée au groupe privé Lagardère. Face à ce puissant pôle, le reste du capital est réparti entre une quarantaine d'actionnaires issus de douze pays européens différents.

En se déclarant prêts à céder une partie de la participation du CNES, dont la part tomberait de 32,2 % à 20 %, les pouvoirs publics ouvrent la voie à une transformation radicale d'Arianespace. Celle-ci effectue aujourd'hui 60 % des lancements de satellites civils dans le monde. Elle espère renforcer



cette suprématie avec Ariane-5, dont le troisième vol aura lieu mi-octobre.

Mais il lui faut compter avec l'agressivité commerciale de ses concurrents, notamment américains, engagés dans une guerre des prix sévère. A terme, il n'est pas exclu que les firmes européennes qui construisent la fusée, prenant exemple sur Airbus, apportent leurs actifs à la société.

Dans l'immédiat, c'est la nouvelle répartition du capital d'Arianespace qu'il va falloir négocier. Aerospatiale a bon espoir d'en devenir l'actionnaire de référence, ayant déjà été l'architecte industriel d'Ariane. Mais d'autres partenaires italiens et allemands, soulignant la dimension européenne du programme, sans laquelle la fusée n'aurait jamais pu voir le jour, réclament aussi une place de choix dans le nouveau dispositif.

Lire page 13 et notre éditorial page 11

La crise russe : pénuries alimentaires, explosion des prix et chômage

LE MÉCONTENTEMENT populaire s'accroît en Russie sous l'effet de la crise financière, qui provoque des pénuries alimentaires et énergétiques, une hausse des prix et des licenciements massifs dans le secteur tertiaire. Le président Boris Eltsine et l'opposition, dominée par les communistes, se retrouveront, lundi 7 septembre, autour d'une « table ronde », pour tenter de trouver un accord qui permettrait l'investiture, par la Douma, du premier ministre désigné, Viktor Tchernomyrdine. Le chef de l'Etat a officiellement approuvé la majeure partie du texte prévoyant un partage des pouvoirs au profit du Parlement. Pour faciliter un compromis avec les communistes, M. Tchernomyrdine a évoqué les mesures draconiennes qu'il propose pour sortir le pays de la crise.

Lire page 2

La cocaïne noire indécelable, dernière trouvaille des trafiquants colombiens

BOGOTA
de notre correspondante

La dernière invention des trafiquants colombiens met en émoi les services de lutte contre les stupéfiants du monde entier ; par procédé chimique, la cocaïne est camouflée en poudre ou liquide noirs. Elle perd son odeur. Les chiens ne la détectent pas. Elle passe ainsi incognito tous les tests ordinaires des aéroports. La « cocaïne noire » est ensuite traitée à nouveau, avant d'être revendue, pour lui faire retrouver sa couleur blanche. La police colombienne, qui a dévoilé aux médias l'existence de la « nouvelle poudre noire », a laissé entendre que ce procédé avait pu être utilisé depuis de longues années.

En Europe, la « cocaïne noire » n'a fait son apparition qu'en février 1998. Sept affaires seulement ont été recensées par Interpol au cours des six derniers mois. La première saisie (15 kg) a été effectuée à Mayence, en Allemagne. D'autres ont suivi en Colombie, mais aussi aux Pays-Bas, en Albanie, en Lituanie et au Togo. La plus importante (193 kg) a eu lieu à Bogota en mai. Tous ces chargements voyageaient sous le couvert d'une même société d'import-export colombienne... qui n'existe pas. Les documents d'exportation décrivent de la limaille de fer, des pigments rouges ou noirs ou des cartouches d'encre pour photocopieuses.

Selon des analyses de la police colombienne effectuées sur un des chargements, la « poudre noire » contenait 40 % de cocaïne pure, du chlorure ferrique et du thiocyanate de cobalt. Pour récupérer la drogue, les distributeurs passent la poudre dans des solvants – acétone ou éther – afin de faire remonter les particules blanches à la surface.

En France, à Lyon, les laboratoires de l'Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (Octris) examinent actuellement un échantillon provenant de Colombie. En Allemagne, d'autres laboratoires planchent sur un nouveau test permettant de détecter la drogue ainsi traitée. Plusieurs chargements suspects d'« encre noire » avaient été remarqués par les douanes européennes en 1997 sans qu'il soit possible d'élucider le mystère. « *On connaissait l'héroïne rose ou bleue*, plaisante Gilles Leclair, directeur de l'Octris, *mais la cocaïne noire, non...* »

Le choix des « planques » n'attise pas moins l'inventivité : cocaïne dissimulée dans du café, du poivre ou du whisky, dans des graines, des semelles de chaussures, des réservoirs de voitures à double fond ou même dans des vagins de juments. Des rumeurs, persistantes mais jamais vérifiées, font état de drogue dissimulée dans du plasma sanguin. Et longtemps la police colombienne a cherché, en vain, sur son territoire, une « usine à sous-marins » après l'arraisonnement, en 1994, d'un de ces engins, apparemment de fabrication locale, utilisé par un des grands cartels colombiens pour un trafic à grande échelle.

Le moyen le plus commun pour passer de la drogue reste cependant presque archaïque. Quotidiennement, des hommes et des femmes – appelés « mules » ou « mulets » par les polices de tous les pays – sont arrêtés dans les aéroports européens. Ils ont dans l'estomac plusieurs boulettes de cocaïne avalées, le temps du voyage, au risque de leur vie, pour quelques milliers de francs.

Anne Proenza

Policiers ou gendarmes

IL N'EST PAS FACILE de modifier la carte des circonscriptions de police et des zones de gendarmerie, même avec la volonté affichée de l'adapter aux caractéristiques actuelles de la délinquance. Les ministères de l'intérieur et de la défense, qui ont établi le volume de transferts d'effectifs sur la base d'un rapport remis au premier ministre par le député Roland Carraz et le sénateur Jean-Jacques Hyest, doivent faire face à deux types de réactions : l'inquiétude d'élus qui craignent de perdre leur commissariat et la grogne des syndicats de police. Ces transferts doivent concerner 3 000 policiers et 1 200 gendarmes et ont vocation à améliorer la situation dans les 26 départements jugés les plus « sensibles ».

Lire page 8

L'ordinateur s'installe dans les foyers français

ÉSOTÉRIQUE, ruineux, chronophage, voire superflu ou inutile, l'ordinateur a essuyé toutes les critiques. Au point d'en faire l'un des objets les plus contestés de cette fin de siècle. Les Français sont longtemps restés insensibles aux sirènes de l'informatique familiale. Les inventeurs du Minitel voyaient mal comment un écran et un clavier venus d'outre-Atlantique pouvaient surpasser le génie national. Pourtant, depuis quelques mois, un véritable renversement de situation se produit. L'indifférence des Français se transforme en boulimie.

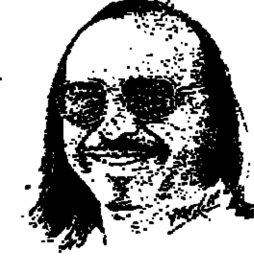
Le point de rupture remonte à la rentrée scolaire 1997. Le lot de machines en promotion à moins de 5 000 francs s'était alors vendu en un éclair. Les parents révélaient leur crainte de voir leur progéniture pénalisée par l'absence d'un tel outil éducatif à la maison. Les fêtes de Noël suivantes confirmèrent la tendance. Néanmoins, les achats de fin d'année privilégient des modèles plus coûteux que lors de la rentrée scolaire. Signe que le désir de se faire plaisir peut l'emporter sur l'angoisse parentale. Le grand public a ainsi démontré en 1997 qu'il était prêt à franchir le pas de l'informatique familiale. Les ventes d'ordinateurs ont progressé de 30 % en 1997 et le taux d'équipement des foyers français a atteint les 18,5 % à la fin de l'année, selon l'institut de GfK (*Le Monde* du 30 janvier). Pour la fin 1998, les experts tablent sur un taux de 23 % à 24 % ; il pourrait bien être dépassé. La France n'aurait plus alors qu'environ une année de retard sur l'Allemagne et l'Angleterre. Les Etats-Unis restent encore loin devant, avec un taux d'équipement en ordinateurs familiaux, fin 1997, de 43 %, selon Dataquest, et de 45 % selon Computer Intelligence. La barre des 50 % devrait y être atteinte aux environs de l'an 2000.

En Europe comme aux Etats-Unis, la baisse du prix des machines joue un rôle déterminant dans la croissance des achats du grand public. Outre-Atlantique, les modèles à moins de 1 000 dollars (environ 5 800 francs) lancés en 1997 ont provoqué une nette accélération des ventes.

Michel Alberganti

Lire la suite page 11

L'Exposition des Canaques



DIDIER DAENINCKX

SON DERNIER LIVRE, *Cannibale*, retrace la triste histoire des Canaques de l'Exposition coloniale de 1931, amenés à Paris pour « faire vrai ». Didier Daeninckx décrit l'humiliante aventure de ces hommes, présentés avec une pancarte où l'on lisait « *Anthropophages* ». A leur retour, ils avaient confié leur amertume à leur famille. L'un d'eux était le grand-père du footballeur Christian Karembeu, qui se souvient que son aïeul « *avait la haine* ».

Lire page 19

هكذا من الأصل

RUSSIE *Alors que les effets de la tourmente financière se font lourdement sentir sur la vie quotidienne des Russes, le président Boris Eltsine et l'opposition parlementaire dominée par les communistes se sont mis d'accord pour reporter au lundi 7 septembre le vote d'investiture du premier ministre par intérim, Viktor Tchernomyrdine.* ● **GUENNADI ZIOUGANOV**, *le chef de file des communistes, a réaffirmé son opposition à cette candidature. Par ailleurs, Boris Eltsine a accepté la majeure partie de l'accord sur le partage des pouvoirs, au profit du Parlement.* ● **UN SPÉCIALISTE** *des « conseils monétaires », Steven Hanke, estime que les mesures économiques proposées par Viktor Tchernomyrdine – émission monétaire suivie de la mise en place d'un conseil monétaire – sont contradictoires et incohérentes. L'objectif immédiat du premier ministre désigné est de rétablir la stabilité du rouble.*

La déroute financière bouleverse la vie quotidienne des Russes

Pénuries alimentaires, baisse des réserves d'énergie, hausse des prix et licenciements massifs dans le tertiaire : l'impact de la crise sur l'économie réelle attise le mécontentement populaire, sur fond d'incertitudes politiques

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

La Russie, avec ses 148 millions d'habitants, dépend largement, pour son approvisionnement en nourriture, des produits importés. Ceux-ci, dans les centres urbains, représenteraient 70 % des marchandises. Importer des cuisses de poulets américains était devenu, *au fil des « réformes »*, plus simple et plus profitable que d'en produire sur place. Avec la chute du rouble et le gel des transactions bancaires, les importations ont marqué un temps d'arrêt. A Moscou, de nombreux supermarchés ne sont plus réapprovisionnés. Les premiers étals vides sont apparus, ravivant le spectre des pénuries de l'époque soviétique. De nombreux Russes, soucieux de se débarrasser d'une monnaie qui perd chaque jour de sa valeur, effectuent des *achats de biens non périssables*, huile, sel, macaronis, farine... Le responsable du ravitaillement de la mairie de Moscou, Vitali Morozov, a précisé que la ville dispose de 170 000 tonnes de blé, pour une consommation de 70 000 tonnes par mois.



La récolte de pommes de terre s'annonce mauvaise, relate la presse, car, victimes cet été de la sécheresse puis de fortes pluies, les tubercules se sont mis à pourrir en terre. Non lié à la crise financière, ce phénomène sera vivement ressenti par la population. Car les pommes de terre constituent l'alimentation de base des Russes, qui en consomment 127 kilogrammes par an et par personne. A 90 %, elles proviennent des *datchas*, ces maisons de campagne où le potager permet de faire des stocks de nourriture pour l'hiver. *« On peut vivre, dans la plupart des régions, sans bons du Trésor, mais vivre sans pommes de terre est tout simplement impossible »*, constate le journal *Novaïa Gazeta*, ajoutant que les pommes de terre sont *« tellement pourries qu'il est impossible de les garder plus de deux mois »*. Pour limiter leurs pertes, dans les campagnes entre Saint-Pétersbourg et Moscou, des milliers de cultivateurs tentent d'écouler leur production en bordure des routes, a constaté *Novaïa Gazeta*.

Autre crainte de la population, celle de la pénurie de médicaments. Selon le ministère russe de la santé, 60 % des médicaments sont importés. Le désordre financier rend ce commerce difficile et coûteux. Les fonds d'assurance-maladie ont, en outre, perdu en spéculant sur la pyramide des bons du Trésor, qui s'est effondrée. Le ministère de la santé a prévenu que la Russie dispose de trois mois de stocks d'antibiotiques et de produits sanguins. Des pharmacies sauvages installées dans le métro de Moscou ont fermé. Selon le quotidien *Moskovski Komsomolets*, le ministère de la santé prépare un *« système d'approvisionnement de crise pour les hôpitaux »*.

HAUSSE DES PRIX DE 35 %

Des licenciements massifs s'annoncent dans tous les secteurs du tertiaire. Aux abois, les banques russes sont les premières touchées. Menatep, la cinquième banque commerciale du pays, s'apprêterait à licencier 2 000 employés, soit un tiers de ses effectifs. Dans d'autres branches, les réductions d'effectifs iraient jusqu'à 70 %. Les employés des marchés financiers russes sont au chômage technique, les transactions étant réduites à zéro. *« Ils font des puzzles pour s'occuper »*, dit un observateur. La presse fait état de *« dizaines de milliers de licenciements »* à venir dans le secteur financier moscovite, qui avait connu un boom en 1997. Les médias eux-mêmes, en mal de recettes publicitaires, sont frappés par des réductions d'effectifs et de budget. Dans le secteur automobile, des baisses de production sont mentionnées, notamment à Avtovaz. En raison de la paralysie du secteur bancaire, de nombreuses firmes n'ont pas versé les salaires du mois d'août à leurs employés. Ceux-ci se voient offrir des avances sur frais en roubles, versées chaque semaine. A Moscou, les récits de comptes en devises *« bloqués »* abondent.

Depuis la dévaluation du rouble, le 17 août, les prix ont augmenté de 35 %. Dans certaines épiceries, les prix ont doublé. Dans des kiosques écoulant de la nourriture et de l'alcool, les étiquettes sont changées chaque jour. A Moscou, des restaurants ont fermé leurs portes *« pour des raisons techniques »* : ils attendraient une stabilisation du cours du rouble pour fixer leurs prix. Des hôtels refusent les cartes de crédit internationales, de peur que les paiements ne soient pas effectués, ou bien mangés par l'inflation. Les ventes de bijoux sont en hausse (de 250 % selon la presse), et quelques Russes sont pris d'une frénésie d'achats de chaussures, fers à repasser, ampoules... l'important étant de vite dépenser ses roubles, si l'on n'arrive pas à les convertir en dollars. Des queues se forment devant les bureaux de change, où il est devenu difficile d'acheter des devises.

Des experts s'inquiètent d'une insuffisance des stocks de fioul et de charbon à l'approche de l'hiver. La Sibérie et l'Extrême-Orient russe sont concernés. Les réserves de charbon auraient baissé de 21 % par rapport à l'an dernier, en raison des grèves de mineurs et de l'utilisation des réserves de fioul pour compenser des coupures de gaz. Selon une étude de la banque Salomon Smith Barney, citée par Radio Svoboda, le secteur énergétique sera frappé de plein fouet par l'effondrement monétaire, car les utilisateurs auront plus de mal à s'acquitter de leurs factures énergétiques.

N. No.

Le vide politique envenime la situation

MOSCOU
de notre correspondante

La Russie devait encore vivre, lundi 7 septembre, une nouvelle journée de psychodrame politique, dont l'issue – la confirmation ou non de Viktor Tchernomyrdine au poste de premier ministre – semble désormais dérisoire au regard de l'ampleur de la crise à laquelle personne n'a de solutions. Vendredi, dans certaines des « meilleures » banques russes, celles des oligarques désormais en faillite – comme leur pays –, des employés fondaient en larmes à l'annonce de licenciements massifs ; dans la Russie profonde, qui commence aux portes de Moscou, on se dépêchait de ramasser et de vendre des pommes de terre qu'un été « pourri » risque de rendre impropres à la consommation ; et partout, la hausse des prix, encore à son stade initial, affole des familles que la paralysie du système bancaire a privées de leurs salaires du mois d'août.

Pendant ce temps, le Kremlin et les deux Chambres du Parlement ont poursuivi, vendredi, un jeu de pocker-menteur pour savoir à qui reviendra une mise dont l'attrait est de plus en plus douteux. *« Aujourd'hui, il y a peu de gens désireux d'hériter de ce poste* [de premier ministre] *et le fait que M. Tchernomyrdine l'accepte doit être encouragé »*, déclarait vendredi soir le président du Conseil de la Fédération (la Chambre haute) Egor Stroev. Le propos a du vrai, même si les nantis savent qu'en situation de crise, il est plus important d'être du côté du manche... M. Stroev, un ancien communiste, a lui-même refusé d'être candidat, arguant de son grand âge. De même que le maire de Moscou, Iouri Loujkov soutenu par certains oligarques, qui était pressenti dans ce rôle par la majorité de gauche de la Douma ou plutôt, par les *« quatre personnes qui comptent »* : Tatiana, la fille du président, le chef de son administration, Valentin Ioumachev, le mentor de ce dernier, Boris Berezovski, et Igor Chabdourassoulov, un jeune protégé du financier. *« L'ampleur et la vitesse invraisemblable à laquelle la crise se développe font que les mieux ficelés de leurs scénarios partent en quenouille »*, estimait, vendredi, Thierry Malleret, un économiste d'Alfa-capital.

Tel qu'exposé cette semaine par M. Berezovski lui-même, le scénario « avec Tchernomyrdine » prévoit une démission de Boris Eltsine qui *« dégagerait le champ pour qu'une figure de poids »*, agréée par la famille présidentielle, s'impose à la tête de l'exécutif. L'idéal pour eux serait la personne de M. Tchernomyrdine et qu'il soit au préalable confirmé par la Douma. La majorité de ses députés, conduite par les communistes, n'en veut pas, car tout soutien public à ce dernier ruine les chances de l'opposition d'emporter des élections. Mais la Douma ne veut pas non plus risquer d'être dissoute, comme le prévoit la Constitution si les députés refusent trois fois le candidat présenté par le président.

TABLE RONDE

Le Kremlin est également réticent à l'idée de dissoudre la Douma, pour ne pas avoir à organiser des élections en période de crise. Aussi fait-il planer la menace d'une dissolution non suivie d'élections. C'est-à-dire d'un coup de force que les nombreuses ambiguïtés de la Constitution permettraient toujours de camoufler en procédure exceptionnelle que l'intérêt du peuple rend *« légitime »*. Ce mot, opposé à celui de *« constitutionnel »*, revient maintenant dans les bouches de représentants du pouvoir, y compris chez le gouverneur Alexandre Lebed, soutenu par M. Berezovski. Le général *« envisagerait »* désormais, non plus seulement un rôle de président élu, mais aussi celui de premier ministre.

Lundi matin, avant le nouveau vote de la Douma, une douzaine de ses représentants, accompagnés de sénateurs du Conseil de la Fédération, devaient être reçus par Boris Eltsine pour une « table ronde », où le président doit préciser les pouvoirs auxquels il renonce. C'est le résultat d'un compromis obtenu, vendredi, par le Kremlin, quand, de façon inattendue, la majorité du Conseil de la Fédération a voté une résolution favorable à M. Tchernomyrdine. Les communistes de la Douma ont alors accepté de reporter à lundi après-midi le deuxième vote sur l'investiture. Ils ont aussi accepté de présenter leur liste de candidats alternatifs. Mais Boris Eltsine a fait dire qu'il maintiendrait la candidature de M. Tchernomyrdine au troisième tour, en cas de nouveau refus lundi. Durant le week-end, des émissaires devaient faire miroiter aux députés, outre les rétributions habituelles, le spectre de la *« guerre civile »* qui menacerait le pays si M. Tchernomyrdine n'était pas confirmé...

Sophie Shihab

Après le rouble, la hrivna

L'Ukraine a décidé d'élargir, à dater du samedi 5 septembre, le corridor de fluctuation de sa monnaie, la hrivna, à 2,50 et 3,50 hrivnas pour 1 dollar, contre 1,8 et 2,25 précédemment, a annoncé, vendredi, le vice-premier ministre chargé de l'économie, Sergueï Tiguipko. Il s'agit d'une dévaluation *de facto* de 35 %. *« La dévaluation du rouble russe, la déstabilisation des marchés voisins et des problèmes fiscaux intérieurs ont poussé l'Ukraine à prendre des mesures adéquates »*, a déclaré le président de la Banque nationale d'Ukraine, Viktor Iouchenko. Cette dévaluation permet notamment de *« soutenir les exportations, d'éviter la fuite des capitaux, d'augmenter l'octroi des crédits aux entreprises et de réduire le troc »*, a souligné M. Tiguipko. – *(AFP)*

TROIS QUESTIONS À...

STEVEN HANKE

1 **Professeur d'économie à l'université Johns Hopkins (Etats-Unis), vous avez œuvré à la mise en place d'un *currency board* (conseil monétaire) en Argentine (1991), dans des pays baltes et en Bulgarie (1997). Les mesures économiques annoncées par Viktor Tchernomyrdine vous ont-elles convaincu ? »**

Elles sont contradictoires, et impossibles à comprendre. Des émissions monétaires pour payer les arriérés de salaire seraient catastrophiques : elles ne pourront pas être « contrôlées ». S'en suivront l'hyperinflation et le chaos. M. Tchernomyrdine ne sera alors plus au pouvoir pour mettre en place un conseil monétaire ! Pour stabiliser la situation, alors que le pays est dans un état prérévolutionnaire, il faudrait légaliser l'usage du dollar, ce qui mobiliserait les 40 milliards de dollars que les Russes gardent chez eux.

2 **Alors pourquoi la mise en place d'un conseil monétaire ?**

Il s'agit de grande politique internationale. Le Fonds monétaire international tient envers la Russie le même discours que pour la Bulgarie en 1997 : si vous voulez plus de crédits, instaurez un conseil monétaire. Vu les réserves de la Banque centrale russe et la masse monétaire actuelle, un conseil monétaire pourrait être envisageable à raison d'une parité de 15 roubles pour 1 dollar. Se pose le problème de la dette extérieure, qui devra être rééchelonnée. Historiquement, les Russes ont une tradition de défaut de paiement sur leurs dettes. Un conseil monétaire ne fait que lier les mains du gouvernement, mais il n'établit pas l'Etat de droit. En réalité, il y a peu de chances que cela marche en Russie.

3 **Pourquoi ?**

D'abord la sphère politique en Russie est instable, imprévisible. Ensuite ce n'est pas une économie de marché mais une mutation de l'ancien système. Le mensonge officiel a été de dire qu'ils allaient vers une économie de marché.

Propos recueillis par Natalie Nougayrède



Fête au village en Moldavie pour la visite de Jacques Chirac

CHISINAU
de notre envoyée spéciale

Les Moldaves n'ont guère l'habitude de recevoir des chefs d'Etat occidentaux. C'était à vrai dire la première fois, vendredi 4 septembre, et ils n'ont pas lésiné sur le temps consacré à la cérémonie d'accueil dans le programme de cette brève visite d'une journée que leur rendait Jacques Chirac. Rien ne fut négligé, ni l'orchestre folklorique, ni l'offrande du pain, du sel et du vin par des jeunes gens en costume traditionnel, ni le bouquet de fleurs tendu par une petite fille, ni la remise des clés de la ville par le maire, ni non plus la prestation spéciale d'une chanteuse moldave aux ondulations orientales, ni enfin la danse locale gentiment sautillante dans laquelle M. Chirac, ravi, fut entraîné avec une partie de sa délégation, plus ou moins déliée ou pataude.

C'était la fête au village, en plein cœur de la capitale, Chisinau. Le beau temps était de la partie pour donner aux Français, qui venaient de quitter les froidures ukrainiennes, l'impression d'avoir changé de monde. Ils allaient retrouver pourtant, au fil des conversations politiques de la journée, les mêmes inquiétudes, les mêmes thèmes, les mêmes attentes de la part des dirigeants d'un pays qui, à son échelle (4,4 millions d'habitants) et à sa manière, peine à se défaire des séquelles du soviétisme pour accomplir sa mutation et subit dangereusement ces temps-ci le contrecoup de la crise russe.

M. Chirac fut prié une fois encore d'intercéder auprès du FMI et de la Banque mondiale par le président Petru Lucinschi, qui expliqua que le PIB moldave avait perdu 5 % en deux mois et qu'il serait *« très difficile pour le pays de se tirer de cette crise »* sans un programme d'aide spécial des institutions financières. La Moldavie souffre aussi, comme Bernard Kouchner a pu le mesurer dans le domaine de la santé, des maux moins immédiatement visibles mais tragiques qui frappent des pays en transition dont les dirigeants ne sont pas toujours habités par le sens des priorités civiques et sociales. Hausse de la mortalité infantile, recrudescence de la tuberculose, régression de trois ans de l'espérance de vie moyenne, ramenée à son niveau de 1972, délabrement des hôpitaux, coupes claires (et sauvages) dans le budget de la santé, divisé par sept depuis 1990 pour répondre aux exigences de rigueur budgétaire du FMI.

UN GRAND MOMENT DE FRANCOPHONIE

La pauvreté, la précarité sont plus sensibles dès qu'on s'éloigne du centre, vers les banlieues bétonnées qui datent de l'époque soviétique, et plus encore, dit-on, vers les campagnes déshéritées. Mais aux abords de l'avenue centrale, la ville, qui a conservé dans ses architectures et dans son atmosphère l'empreinte des empires russe et ottoman, connaît une animation plutôt gaie. Les petits commerces sauvages pullulent sur les trottoirs. La foule est bigarrée, latine roumanophone, mais aussi russe et ukrainienne.

Là, dans cette ville étrangement métissée par l'Histoire et dont la plupart des Français ignorent jusqu'au nom, Jacques Chirac a eu droit, dans l'énorme amphithéâtre de l'université, bourré à craquer, à un grand moment de francophonie dont il s'est dit lui-même fortement impressionné. Non que les propos tenus par les étudiants aient été singuliers – comme tous les étudiants que le président de la République a pris l'habitude de rencontrer dans ses voyages, ils réclament surtout des bourses pour la France –, mais ces jeunes Moldaves avaient, quelques années seulement après la fin du carcan communiste, une liberté de langage, un aplomb, une maîtrise tellement irréprochable du français – dont c'est pour eux non pas la deuxième, mais sans doute plutôt la troisième ou la quatrième langue étrangère – qui forcent l'admiration. Alors, c'est sûr : il faut leur donner des bourses et, comme l'a promis Jacques Chirac, aider leur pays à *« s'asseoir à la table de la grande famille européenne »* à laquelle d'évidence ils appartiennent.

Claire Tréan



Bill Clinton acculé à de nouvelles excuses par l'attaque d'un influent allié démocrate

Le rapport du procureur Starr sur l'affaire Lewinsky sera bientôt transmis au Congrès

Poussé dans ses derniers retranchements par un réquisitoire dévastateur prononcé au Sénat par Joseph Lieberman, l'un de ses plus sûrs alliés, le président Clinton a fini par offrir, vendredi 4 septembre, l'excuse qu'on lui reproche depuis deux semaines de ne pas avoir clairement exprimée à propos de sa liaison avec Monica Lewinsky, une stagiaire de la Maison Blanche.

NEW YORK
de notre correspondante

« J'ai déjà dit que j'avais commis une grave erreur, elle est indéfendable et je m'en excuse », a déclaré Bill Clinton à la presse, vendredi 4 septembre à Dublin, lors d'une séance photo avec le premier ministre irlandais. A une deuxième question, il a répété avec une ostensible bonne volonté qu'il s'*« excusait beaucoup »* de sa faute, employant à deux reprises les mots qu'il avait évités dans sa confession télévisée du 17 août, *« I am sorry »*.

Cette subtile escalade dans l'excuse peut paraître purement sémantique : elle traduit en réalité la prise de conscience par le président américain que sa situation est beaucoup plus précaire qu'il ne l'avait pensé, que la presse et la classe politique, y compris démocrate, ne se satisferaient pas de sa première confession minimaliste et que, de Moscou à Dublin, l'affaire Lewinsky avait inexorablement fait planer une ombre sur les moindres de ses activités, aussi délicates qu'elles pussent être en Russie ou triomphales en Irlande.

Il a fallu pour cela un discours solennel, d'une sévérité implacable prononcé quelques heures plus tôt de l'autre côté de l'Atlantique, dans l'enceinte du Sénat à Washington, par le sénateur Joseph Lieberman, importante figure du parti démocrate dont l'amitié avec M. Clinton remonte à 1970. M. Lieberman, un centriste – comme Bill Clinton – dont les fortes convictions religieuses juives et l'attachement aux valeurs morales font l'une des voix les plus respectées au Sénat, a dénoncé le comportement *« immoral »* du président et les conséquences que cette conduite avait sur *« notre démocratie et ses fondements »*.

« La vie privée d'un président est publique », a-t-il affirmé, prenant le contre-pied des propos tenus le 17 août par Bill Clinton, pour lequel *« même les présidents ont une vie privée »*. M. Clinton, a d'ailleurs regretté le sénateur du Connecticut, a manqué ce jour-là, à la télévision, *« une importante occasion de montrer qu'il avait compris que sa conduite avait amoindri les fonctions qui lui ont été confiées et le pays qu'il sert »*.

« REBÂTIR LA CONFIANCE »

Pour autant, M. Lieberman n'a pas appelé à la démission du président, estimant au contraire que *« les appels à la démission ou à l'impeachment (destitution) étaient injustes »* tant que le procureur Starr n'avait pas remis son rapport au Congrès. Entre-temps, *« il faut laisser au président le temps et la possibilité de reconnaître sa responsabilité personnelle et de rebâtir la confiance du public dans son leadership »*. Mais il a laissé entendre que, dans le meilleur des cas, M. Clinton ne s'en tirerait pas sans, au minimum, un blâme du Congrès. Deux autres importants sénateurs démocrates, Patrick Moynihan et Bob Kerrey, se sont ensuite déclarés solidaires du discours de leur collègue.

PROFOND MALAISE

Cette intervention, dont la Maison Blanche avait été prévenue, même si elle n'a pas réussi à convaincre le sénateur de la reporter jusqu'au retour de M. Clinton de l'étranger dimanche, a été perçue comme un coup très dur dans l'entourage présidentiel : elle met à nu le profond malaise du Parti démocrate dans l'affaire Lewinsky, à deux mois des élections législatives, et elle ouvre la porte à d'autres condamnations du même genre dans les rangs démocrates. De toute évidence, elle a profondément atteint M. Clinton : *« Cela fait mal d'entendre un ami vous critiquer à juste titre »*, a reconnu le secrétaire général de la Maison Blanche, Erskine Bowles, un homme habituellement très réservé, dans une interview à CNN. *« C'est pour cela qu'il a dit qu'il s'excusait*, a-t-il poursuivi, *et nous allons maintenant essayer d'avancer. »*

De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche, Mike McCurry, a indiqué que le président, *« conscient qu'une conversation, une déclaration ou un discours n'étaient pas suffisants »*, allait continuer *« d'affronter cette affaire à la fois sur un plan personnel mais aussi publiquement, quand il le jugera nécessaire »*.

La nécessité pourrait venir plus tôt qu'on ne l'attend : selon des sources parlementaires citées par certains médias, le rapport du procureur Starr pourrait être terminé et envoyé au Congrès d'ici une semaine. La Maison Blanche prépare fiévreusement sa réponse à ce rapport qui, contrairement aux plaidoiries de droit commun, ne comportera que la position du procureur et pas celle de la défense. Le président de la Chambre des représentants, le républicain Newt Gingrich, a décidé de réunir, mercredi 9 septembre, des responsables du Congrès issus des deux partis afin d'examiner avec eux la procédure à suivre, notamment sur le plan de la publicité, lorsque le rapport arrivera au Congrès.

La chasse à la vie privée qui menace la classe politique depuis que l'affaire Lewinsky a éclaté semble, en attendant, avoir fait une nouvelle victime : sous la pression d'enquêtes de la presse, l'un des plus féroces critiques de Bill Clinton, l'élu républicain Dan Burton, a fini par avouer au quotidien de sa circonscription, l'*Indianapolis Star News*, qu'il avait eu une aventure extra-maritale dans les années 80 et qu'un enfant illégitime en était né. Il y a quelques jours, M. Burton avait insinué auprès de quelques journalistes que la Maison Blanche essayait de le discréditer par des rumeurs sur sa vie privée.

Sylvie Kauffmann

« La plus importante visite depuis celle de saint Patrick »

DUBLIN
de notre envoyé spécial

« Bienvenue Bill Clinton ! », *« Nous voulons Bill ! »*. C'est avec ces mots que les Irlandais du Nord comme du Sud auront accueilli le président des Etats-Unis lors de sa visite. Nul doute que c'est dans l'« île verte » que M. Clinton – lui-même d'ascendance irlandaise – demeure le plus populaire. Le *taoiseach*, premier ministre, Bertie Ahern, n'a pas tari d'éloges à son égard depuis son arrivée à Dublin, jeudi 3 septembre. Selon les termes d'un retraité d'Armagh, sa visite aura été *« la plus importante depuis celle de saint Patrick »*, le saint patron de l'île.

Bill Clinton s'est livré, dans son discours prononcé vendredi à Dublin, à un nouvel éloge de ses hôtes. Jeudi, il avait loué leurs efforts dans le processus de paix au Nord. Vendredi, il a donné l'Irlande du Sud en exemple au monde entier pour sa réussite économique et sociale : *« ouverture économique »*, *« encouragement accordé aux investisseurs venus du monde entier »*, *« partenariat social entre tous les éléments de la société irlandaise »*, expliquent le miracle du *« tigre vert »* au taux de croissance le plus élevé d'Europe.

Les Etats-Unis y sont pour quelque chose : 500 entreprises américaines ont investi au Sud, créant 74 000 emplois, a rappelé M. Ahern ; soit 28 % des emplois dans l'industrie (électronique, pharmaceutique...) et les services internationaux. Cela représente 46 % des exportations du pays. De quoi conforter la profonde amitié des Irlandais pour leurs cousins américains et leur président.

Avant de s'envoler samedi soir pour Washington, Bill Clinton devait faire halte à Ballybunion, au sud-ouest de l'île, où se trouve l'un des plus beaux terrains de golf du monde, alors que des petits problèmes diplomatiques ont occupé la Maison Blanche. Un salon de coiffure du village, qui porte le nom malheureux de Monica's, a été débaptisé pour le week-end. On ignore par ailleurs si le président inaugurera la statue grandeur nature le représentant jouant au golf. Enfin, le club de Ballybunion n'est ouvert aux femmes que depuis 1993 et son comité féminin n'a pas été invité aux festivités ; de quoi faire hurler les féministes. Plus sérieux encore, le premier trou du parcours sera risqué pour le président : un coup mal dirigé et sa balle tombera dans le cimetière voisin. Or, selon les experts locaux, M. Clinton serait un adepte du *« coup de Mulligan »*, c'est-à-dire de rater son coup de départ. Fera-t-il de même, se demandaient les journaux de vendredi avec cette apparence de sérieux qui cache l'humour irlandais ?

Patrice de Beer

Ibrahim Rugova est favorable à un accord avec Belgrade sur la province du Kosovo

Le médiateur américain critique l'Europe

LE CHEF POLITIQUE des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, s'est déclaré, vendredi 4 septembre, favorable à la conclusion avec Belgrade d'un accord intérimaire sur l'avenir de la province. Le président yougoslave Slobodan Milosevic lui avait proposé mardi un accord octroyant à la province *« un certain degré d'autoadministration »* et pouvant être *« amélioré »* au terme d'une période initiale de trois à cinq ans.

Dans une première réaction publique à la proposition de Belgrade, faite sous la pression des Etats-Unis, M. Rugova a estimé qu'un tel accord serait dans l'intérêt *« de tous les peuples vivant au Kosovo et dans la région »* des Balkans. Il a souhaité *« parvenir à un accord sur une période transitoire de trois ans qui permettrait de normaliser la vie au Kosovo et de créer des conditions propices à un règlement durable »* du conflit. *« Nous devons faire quelque chose avec l'aide de la communauté internationale pour arrêter l'évolution négative et tragique au Kosovo »*, a dit M. Rugova, qui a aussi réaffirmé que *« la meilleure solution pour le Kosovo est l'indépendance, avec toutes les garanties pour les Serbes locaux moyennant une sorte de protectorat international comme étape transitoire »*.

Interrogé pour savoir si les indépendantistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), qui combattent les forces serbes, respecteraient un éventuel accord, M. Rugova a affirmé : *« Je représente tous les citoyens du Kosovo, je représente le peuple du Kosovo. »* L'UCK ne reconnaît pas l'autorité de M. Rugova, dont elle réprouve la politique, jugée trop modérée, et a refusé jusqu'à présent de s'associer à toute négociation menée par le *« président »* kosovar. M. Rugova a qualifié la situation au Kosovo de *« grave et dangereuse »*, les forces serbes poursuivant leurs *« offensives militaires »*, qui ont fait *« des dizaines de morts »* ces derniers jours dans le sud et l'ouest de la province.

Sur le terrain, les forces serbes ont affirmé avoir infligé jeudi de *« lourdes pertes »* à l'UCK, dont au moins trente-cinq membres présumés avaient déjà été tués mardi et mercredi, selon elles, dans la région de Prizren (sud). Les combats au Kosovo ont fait en six mois plus de neuf cents morts, dont plus de huit cents Albanais, selon des bilans officieux. *« La répression s'est également accrue contre des militants politiques »*, et des *« centaines de jeunes »* Albanais sont poursuivis en justice, a dit encore M. Rugova.

Au moins soixante Albanais soupçonnés d'appartenance à l'UCK ont été arrêtés vendredi dans le sud-ouest de la province, a indiqué le centre d'information serbe à Pristina. Par ailleurs, le parquet de Pec (ouest) a ordonné une instruction judiciaire contre vingt et un Kosovars soupçonnés d'activités *« terroristes »*. Cela porte à plus de quatre cents le nombre d'Albanais membres présumés de l'UCK faisant l'objet de poursuites judiciaires dans la province.

ENTRETIENS SÉPARÉS

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat adjoint américain aux droits de l'homme, John Shattuck, était attendu vendredi soir au Kosovo, a indiqué l'ambassade américaine à Belgrade. Il doit s'entretenir séparément avec M. Rugova et le préfet serbe du Kosovo, Veljko Odalovic, et faire samedi une tournée à l'intérieur de la province. M. Shattuck sera à Belgrade dimanche et lundi et se rendra mardi au Monténégro, qui héberge environ 30 000 réfugiés kosovars. Le médiateur des Etats-Unis au Kosovo, Christopher Hill, a lui durement critiqué vendredi les autorités européennes, les accusant de *« tourner le dos »* aux Balkans.

M. Hill a accusé les dirigeants d'Europe occidentale de *« célébrer [leur] nouvelle monnaie et de s'entretenir sur une Europe unifiée »*, sans rien faire pour mettre fin au bain de sang au Kosovo. *« Il existe d'autres endroits en Europe, comme les Balkans, auxquels ces personnes qui parlent d'une Europe unie ont tout simplement tourné le dos »*, a déclaré M. Hill dans un discours prononcé devant le centre pour universitaires Woodrow Wilson.

A Paris, le gouvernement français a pour sa part estimé, vendredi, que *« les dernières propositions du président pourraient constituer un progrès si elles permettent une réduction réelle des tensions sur le terrain, et surtout la reprise rapide du dialogue entre les parties »*. – (AFP.)

La Norvège ballottée par la chute des prix du pétrole et l'incertitude politique

STOCKHOLM
de notre correspondant en Europe du Nord

Deuxième exportateur mondial de pétrole derrière l'Arabie saoudite, la Norvège traverse une grave crise de confiance, symbolisée par le malaise dont vient d'être victime le premier ministre. Depuis lundi 31 août, Kjell Magne Bondevik est contraint au repos forcé chez lui. D'une durée initiale d'une semaine, ce congé maladie est dû à *« une réaction dépressive à la suite d'un surmenage »*, a-t-on expliqué à son cabinet. Il a également reporté son voyage au Proche-Orient, prévu du 7 au 12 septembre. Agé de 50 ans, le chef du gouvernement ultraminoritaire de centre-droite n'a tout simplement pas supporté les turbulences et les pressions des derniers mois.

Depuis son arrivée au pouvoir à l'automne 1997, le dirigeant chrétien-populaire a été malmené sur plusieurs fronts à la fois. Incontrôlables depuis son bureau d'Oslo, les cours du pétrole ont joué un mauvais tour à l'économie de ce pays d'à peine 4 millions d'habitants. Les cours du brut ont chuté à leur niveau de 1988, déjouant les prévisions du gouvernement. Ainsi l'excédent de la balance commerciale norvégienne a diminué de moitié en un an. Et la crise en Russie, qui ne fait rien pour limiter ses exportations de pétrole, ne permet pas de prévoir une reprise des cours dans un avenir proche, selon les experts. Conséquence, la confiance en l'économie du royaume s'est étiolée, se traduisant par une chute de la devise nationale.

La couronne (0,76 franc) a atteint son plus bas niveau depuis 1992. La Banque centrale a certes tenté de la défendre en procédant à sept hausses des taux d'intérêt directeurs depuis le mois de mars. Ces taux ont grimpé au total de 4,5 % et figurent désormais parmi les plus élevés d'Europe. Mais ces interventions ne suffirent pas et, le 24 août, l'institut d'émission se résigna à laisser flotter la devise. Outre le fait qu'elle ne soit pas liée au système monétaire européen – les Norvégiens ont refusé d'adhérer à l'Union européenne en 1972 et en 1994 –, la couronne souffre de l'incertitude politique régnant à Oslo.

DOIGTÉ ET ÉNERGIE

La coalition tripartite dirigée par M. Bondevik ne compte, en effet, que 42 des 165 sièges au Parlement, la plus faible assise d'un gouvernement norvégien depuis 1945... Obligation lui est donc faite de chercher, au coup par coup, le soutien d'autres formations politiques. La tâche est loin d'être aisée. Les Partis conservateur et du progrès (populiste) monnaient chèrement leurs votes. Et, jusqu'à récemment, le Parti travailliste, principale force d'opposition, refusait toute idée de coopération. Bien que largement dominant au parlement (65 sièges), ce dernier avait accepté de se retirer à l'issue du scrutin de septembre 1997, n'ayant pas réédité son score des élections précédentes (36,9 %).

Pour ne rien améliorer à la situation, les partenaires au pouvoir (26 % de votes à eux trois) n'hésitent pas à tirer à hue et à dia, en fonction de leurs intérêts respectifs. Il a fallu beaucoup de doigté et d'énergie à M. Bondevik pour accommoder centristes, porte-parole des agriculteurs et des anti-européens, et libéraux, avocats du milieu des entreprises. A plus d'une reprise, le premier ministre a dû jouer l'équilibriste entre ses alliés. *« Certains membres du gouvernement ont poignardé leur propre gouvernement dans le dos »*, a déclaré le frère du dirigeant pour expliquer son malaise. Tout le monde à Oslo se souvient qu'en août, une des ministres centristes avait donné 50 % de chances au gouvernement de survivre à la présentation de sa proposition de budget pour 1999, attendue le 5 octobre...

En dépit des difficultés, la popularité de M. Bondevik – un ancien pasteur, ex-ministre des affaires étrangères – reste grande. Des messages de sympathie et des bouquets affluent à son bureau. On prie pour lui dans les cercles luthériens. Son congé maladie ne pouvait pas tomber plus mal pour le frêle gouvernement. Ce dernier prépare fébrilement sa proposition de budget. Or, s'il veut assurer sa survie, il se doit absolument de démontrer sa capacité à maîtriser la surchauffe de l'économie causée par la manne pétrolière, en procédant à des coupes budgétaires.

LES RELATIONS AVEC L'UE

Le gouvernement a déjà annoncé de longue date qu'il reporterait douze projets d'exploitation pétrolière et gazière pour réduire les investissements dans ce domaine, qui devraient atteindre cette année le niveau record de 76,8 milliards de couronnes (58 milliards de francs). Cette mesure, conjuguée à la chute des cours du brut et aux troubles économiques en Asie et en Russie, devrait contribuer à ramener la croissance norvégienne à 1,9 % en 1999, après un taux de 3 % cette année.

« Ce qui se passe actuellement devrait nous être très utile », a réagi Leif Frode Onarheim, le président du patronat norvégien (NHO). Selon lui, les derniers événements prouvent qu'il est temps de réviser les relations du royaume avec l'UE. L'accord de l'Espace économique européen (EEE) liant Oslo aux Quinze est, à ses yeux, trop mauvais pour défendre les intérêts du pays au moment du lancement de l'euro et en prévision de l'élargissement de l'Union.

Antoine Jacob

هكذا من الإمل

Un ancien premier ministre rwandais a été condamné à la prison à vie pour son rôle dans le génocide

Jean Kambanda avait reconnu sa culpabilité dans les massacres de 1994

Le Tribunal pénal international pour le Rwanda, qui siège à Arusha, en Tanzanie, a prononcé, vendredi 4 septembre, sa première sentence, en condamnant à la réclusion à perpétuité l'ancien premier ministre rwandais, Jean Kambanda, pour son rôle au cours du génocide de 1994. M. Kambanda, qui avait choisi de plaider coupable en mai, va se pourvoir en appel. Il a demandé au tribunal de protéger sa famille, qui vit en exil.

ARUSHA
de notre envoyé spécial

Premier accusé à s'être reconnu coupable de « *génocide* » devant une cour de justice internationale, Jean Kambanda a été condamné à une peine d'emprisonnement à perpétuité. Les juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) ont estimé que le fait que M. Kambanda ait plaidé coupable et qu'il coopérait avec le procureur dans la recherche de la vérité était une circonstance atténuante mineure en comparaison de l'extrême gravité de « *crimes qui choquent particulièrement la conscience de l'humanité* ».

Premier ministre nommé par des officiers hutus extrémistes en 1994, lorsque près d'un million de Tutsis et des opposants hutus furent assassinés, Jean Kambanda a été arrêté au Kenya en juillet 1997 et a immédiatement été placé au secret par le parquet. Le procureur adjoint du TPIR, Bernard Muna, a entamé des négociations avec un homme qui a aussitôt manifesté son intention de plaider coupable, de se repentir, et même de témoigner contre ses ex-complices, les chefs politiques et militaires du génocide.

L'« affaire Kambanda » a alors commencé à secouer le Tribunal. L'ancien premier ministre n'était pas détenu à la prison d'Arusha avec les autres accusés, n'avait pas demandé d'avocat, n'a pas comparu durant de longs mois devant les juges... Finalement, le 1er mai dernier, M. Kambanda s'est présenté à la cour en annonçant, ému et déterminé, qu'il reconnaissait ses crimes. Un accord, tenu secret jusqu'à aujourd'hui, avait été signé avec le parquet concernant la protection de sa famille.

Jean Kambanda est accusé et a reconnu avoir organisé des tournées gouvernementales dans les provinces rwandaises afin de veiller à l'extermination des Tutsis, avoir livré des armes aux milices de civils, avoir limogé des préfets et des maires peu enclins au meurtre, avoir tenu des discours en public ou à la radio incitant à la haine ethnique... « *La population doit rechercher l'ennemi. L'ennemi est le Tutsi ou le Hutu qui ne partage pas notre opinion* », clamait-il ainsi sur les ondes de Radio-Rwanda. « *M. Kambanda a commis ces crimes en toute connaissance de cause et avec préméditation* », ont estimé les juges.

Les deux journées d'audience, jeudi 3 et vendredi 4 août, furent parmi les plus fortes qu'ait connues le Tribunal pénal international. Le procureur Muna, qui travaille étroitement avec l'accusé depuis plus d'un an, a résumé la situation délicate dans laquelle il se trouvait pour requérir une peine. « *Comment trouver un équilibre entre la gravité des crimes et la volonté de témoigner d'un accusé qui a prononcé un plaidoyer de culpabilité ?* », s'est-il interrogé. « *Nous demandons la peine maximale, mais nous devons tenir compte de la coopération* » de M. Kambanda, a-t-il poursuivi. Le procureur a affirmé aux juges, afin de défendre l'homme qu'il est censé faire condamner : « *La justice que vous rendrez servira mieux la réconciliation au Rwanda si des gens comme l'accusé viennent témoigner ici en disant la vérité.* » Le procureur a requis une peine d'emprisonnement à vie assortie de circonstances atténuantes, comme le prévoit le statut du TPIR lorsqu'un accusé coopère avec la justice.

L'avocat de Jean Kambanda n'avait visiblement pas pris à cœur un dossier miné par l'étroite coopération entre l'accusé et le parquet. Après s'être égaré dans une analyse erronée des lois en vigueur au Rwanda, il a requis une peine de deux ans de prison pour l'ex-premier ministre, insistant sur le fait que ce dernier aurait été « *une marionnette* » des militaires. Une affirmation en totale contradiction avec les faits que Jean Kambanda avait lui-même reconnus.

PAS DE REGRETS

Le juge Navanethem Pillay ne s'est pas satisfait de ces plaidoiries. Elle a demandé au procureur si M. Kambanda s'était rendu afin de venir dire la vérité sur le génocide ; M. Muna a dû reconnaître qu'il avait été arrêté par les enquêteurs. Elle a surtout adressé un message clair à l'accusé, lui faisant comprendre que l'octroi de circonstances atténuantes, concernant des crimes aussi graves, devait être motivé. Celui-ci a préféré suivre une stratégie définie préalablement avec le parquet et se taire.

Plus d'un an après son arrestation, Jean Kambanda a certes plaidé coupable mais, selon le jugement, « *il n'a pas proposé d'explications à sa participation volontaire au génocide, il n'a pas davantage manifesté de la contrition ou exprimé des regrets ou de la compassion à l'égard des victimes du Rwanda, même lorsque la Chambre lui en a donné l'opportunité* ».

La cour a retenu dans son verdict que « *le plaidoyer de culpabilité, émanant d'un ancien premier ministre, est particulièrement important pour le processus de réconciliation nationale au Rwanda* ». En revanche, elle a jugé que la nature des crimes « *excluait toute possibilité d'atténuation de la peine* ». Le procureur, qui a manifesté sa « *surprise* » après la condamnation à perpétuité, a toutefois précisé qu'« *un aveu de culpabilité sert d'abord à se libérer du poids des crimes commis* » et non à obtenir une réduction de peine.

Au lendemain de la première condamnation de l'Histoire pour génocide dans l'affaire Akayesu (*Le Monde* du 3 septembre), les juges du TPIR, en condamnant Jean Kambanda à la peine la plus lourde, ont envoyé « *un message aux Rwandais, à la communauté internationale et, notamment, à ceux qui seraient tentés de commettre ce genre de crimes dans l'avenir* », se félicite Laïty Kama.

Le procureur Bernard Muna, qui risque d'avoir désormais de sérieuses difficultés pour convaincre d'autres accusés de coopérer, a salué les deux jugements du Tribunal pénal international. « *C'est un message sans équivoque adressé à l'humanité*, a-t-il commenté. *On peut espérer que l'impunité ne règne plus et que, au siècle prochain, le monde ne connaîtra plus de crimes aussi graves.* »

Rémy Ourdan

Calcutta a célébré l'anniversaire de la mort de Mère Teresa

CALCUTTA
de notre envoyée spéciale

Loin des pompes qui avaient marqué, il y a un an, les funérailles nationales de Mère Teresa, c'est dans la simplicité de leur maison mère que les Missionnaires de la charité ont commémoré, samedi 5 septembre à Calcutta, le premier anniversaire de la mort de leur fondatrice. La place manquait, dès 6 heures du matin, pour accueillir, autour de la tombe de la « sainte », les sœurs venues des différentes maisons de la ville, les volontaires arrivés des quatre coins du monde pour aider et les nombreux amis, en majorité indiens, de la congrégation. Concélébrée par le vicaire général de Calcutta, Mgr Francis Gomes, la première des douze messes d'une journée que les religieuses devaient consacrer à la prière a été suivie d'une cérémonie réunissant les dignitaires de chaque religion, chrétienne, hindoue, sikh, musulmane, boudhiste, juive.

REPORTAGE
La succession de la fondatrice des Missionnaires de la charité s'est faite en douceur

En ce jour anniversaire, la simple plaque de marbre posée sur une chape de ciment qui couvre la tombe disparaît sous les fleurs venues de partout. Deux grands bouquets d'orchidées, la fleur préférée de Mère Teresa, ont été offerts par deux Singapouriens. Des hindous déposent aussi avec respect des roses blanches et des guirlandes de jasmin. Devenue lieu de pèlerinage, la tombe de Mère Teresa attire chaque jour plus d'une centaine de visiteurs recueillis, qui peuvent lire, sur les murs de la pièce ouverte sur la rue, le parcours illustré de sa vie.

Les « *plus pauvres d'entre les pauvres* » des bidonvilles de Calcutta, que les missionnaires de la charité font vœu de servir, devaient recevoir, ce samedi, un repas spécial offert par les grandes sociétés indiennes ou étrangères installées ici, et, une fois n'est pas coutume, ce sont les cadres de ces entreprises qui devaient faire eux-mêmes la distribution. « *Mère Teresa a toujours pensé que le contact personnel avec les déshérités était d'une extrême importance* », souligne Mme Sunita Kumar, une proche de la congrégation. « *Nous avons donc pensé que c'était une bonne idée, et tous ceux que nous avons sollicités ont accepté.* »

Toutefois, statufiée en bronze grandeur nature, un enfant dans les bras, Mère Teresa ne trônera pas au centre de la ville qui l'avait adoptée, comme le voulait le Comité du mémorial, présidé par un ancien maire de Calcutta. Ce comité, qui se proposait de faire appel à des fonds publics pour payer la statue, s'est lui-même dissous à la veille de cet anniversaire pour ne pas alimenter une polémique qui « *prenait des allures d'insulte à la mémoire de Mère Teresa* ». En respectant sa volonté, les missionnaires de la charité s'étaient en effet opposées à l'utilisation de son nom pour faire appel à des fonds dont la destination n'était pas contrôlable. Le sculpteur Gautam Pal a toutefois décidé d'exposer son œuvre dans le jardin d'un quartier satellite de Calcutta.

Si la mémoire de Mère Teresa est toujours vive ici, sa succession a été assurée en douceur et son œuvre n'a pas pâti de sa disparition. Elue supérieure générale de l'ordre avant la mort de la fondatrice, Sœur Nirmala, une hindoue convertie de soixante-quatre ans, a pris les rênes avec fermeté et fait visiblement l'unanimité autour d'elle. Souriante, s'exprimant d'une voix douce, Sœur Nirmala ne cherche pas à remplacer Mère Teresa. « *Dieu*, dit-elle, *ne me demande pas d'être mère Teresa, mais d'être Sœur Nirmala. Depuis un an, rien n'a changé. Le niveau des donations est le même et le travail continue. Nous avons décidé pour cette année l'ouverture de dix-neuf nouvelles maisons.* »

Dans le monde, les 4 000 missionnaires de la charité comptent *600 cents institutions réparties dans* 126 pays. Gardés secrets, les fonds de roulement dont dispose la congrégation se monteraient à 20 millions de dollars. Selon un homme d'affaires de Calcutta, « *l'argent arrive par petits chèques, de 10, 50, 100 dollars. Les sœurs enregistrent ce qui arrive, ce qui sort, dans des cahiers, et tout est utilisé en faveur des pauvres.* »

Si le recrutement en Inde, où se trouve le plus important des six noviciats de la congrégation, tend à baisser, la raison en est surtout locale. « *Les familles sont moins nombreuses*, affirme Sœur Fabienne, la seule Française de l'ordre installée dans le pays. *Et, donc, il est plus difficile d'obtenir la permission d'aller au couvent.* » « *Sœur Nirmala est plus stricte que Mère Teresa*, ajoute pour sa part le Père Edward Le Joly, ancien conseiller spirituel. *Elle veut un niveau plus élevé et, comme toute la formation est donnée en anglais, ce n'est pas facile.* »

LES VOYAGES DE SŒUR NIRMALA

Pour sa première année à la tête des Missionnaires de la charité, Sœur Nirmala, comme le faisait la fondatrice, a beaucoup voyagé, et pas toujours pour des occasions réjouissantes. « *Deux heures après l'annonce de l'assassinat de trois sœurs à Hodeïda, Sœur Nirmala était dans l'avion pour se rendre sur place* », affirme Sunita Kumar. Tuées par un extrémiste musulman, qui avait combattu en Bosnie et en Afghanistan, les trois missionnaires de la charité ont été enterrées à Aden, en présence de Sœur Nirmala, qui a demandé que le coupable, arrêté et aujourd'hui en prison, ne soit pas condamné à mort. De même, quand un frère a été assassiné par des bandits à Bihar, c'est le président indien que Sœur Nirmala est allée voir pour discuter de la sécurité des siens. « *Sœur Nirmala réagit vite, et quand elle prend une décision, elle s'y tient* », dit Sœur Fabienne.

Evoquée et souhaitée par beaucoup à Calcutta, la canonisation de Mère Teresa n'inquiète pas Sœur Nirmala. « *C'est important pour l'Eglise, pour les gens*, dit-elle. *Mais nous, nous savons que c'est une sainte, et ce n'est pas important que cela soit déclaré maintenant ou plus tard.* » L'archevêque de Calcutta, Mgr Henry de Souza, comme des religieuses, lui prête des miracles qu'elle aurait déjà accomplis, tout en sachant que ceux-ci devront être étudiés de près à Rome et que cela prendra du temps.

« *Je suis presque sûre qu'on ne verra pas Mère Teresa canonisée de notre temps* », affirme Sœur Fabienne. Là n'est pas l'essentiel pour les Missionnaires de la charité qui, un an après la disparition de leur fondatrice, regardent l'avenir avec confiance. « *Les pauvres sont toujours là et, hélas, ils ne vont pas diminuer* », affirme Sunita Kumar.

Françoise Chipaux

La procédure de canonisation sera longue

Une messe à la mémoire de Mère Teresa a été célébrée, samedi 5 septembre, à la basilique Saint-Pierre de Rome, mais la procédure de canonisation, souvent évoquée depuis la mort de celle qu'on appelait « la sainte de Calcutta », n'a pas encore commencé. Le droit canon exclut toute ouverture d'un procès avant un délai de cinq ans après la mort d'une personne en « réputation de sainteté ». La médiatisation de Mère Teresa, fait-on observer au Vatican, n'autorise pas l'accélération des procédures.

C'est à l'évêque de Calcutta qu'il appartiendra de mener une enquête sur ses actes et écrits. Il devra ensuite présenter à Rome les preuves de ses « vertus héroïques ». Un premier miracle devra lui être attribué pour qu'elle soit déclarée « bienheureuse », puis un deuxième pour qu'elle devienne « sainte ». Le record de « vitesse » a été franchi par le fondateur de l'Opus Dei, béatifié par Jean Paul II en 1992, soit dix-sept ans après sa mort. En vingt ans, ce pape a battu tous les records de béatifications (803) et de canonisations (279).

La Corée du Nord affirme avoir lancé un satellite et non un missile

TOKYO. La Corée du Nord a affirmé que le tir effectué en début de semaine avait été celui d'un satellite et non pas d'un missile balistique. « *Nos scientifiques ont lancé avec succès sur orbite le premier satellite artificiel à bord d'une fusée comportant plusieurs étages* », écrit l'agence officielle nord-coréenne, vendredi 4 septembre. « *Le satellite transmet actuellement la mélodie d'hymnes révolutionnaires immortels sur la bande des 27 MHZ* », a expliqué KCNA.

Le Centre russe d'observation spatiale a confirmé, vendredi, que la Corée du Nord avait bien réussi à lancer et à placer sur orbite son premier satellite. Mais les autorités sud-coréennes ont affirmé qu'elles n'avaient aucun doute sur le fait que l'engin, tiré lundi 31 août, était un missile balistique. De son côté, le Japon a l'intention d'élever une protestation auprès du Conseil de sécurité de l'ONU. Les Etats-Unis ont envoyé vendredi six bombardiers stratégiques sur l'île de Guam dans l'océan Pacifique, en réaction au tir nord-coréen. – *(AFP, Reuter.)*

Les Etats-Unis ne sont pas à l'abri de remous extérieurs, selon Alan Greenspan

WASHINGTON. Le président de la Réserve Fédérale, Alan Greenspan, a jugé, vendredi 4 septembre, que l'économie américaine pouvait ressentir l'impact de la crise financière et économique qui sévit dans certaines régions du monde. « *Il n'est pas concevable que les Etats-Unis puissent rester une oasis de prospérité sans être affectés par un monde qui subit de plus en plus de pressions* », a déclaré M. Greenspan dans un discours prononcé à l'université de Berkeley. « *Les turbulences financières ont contribué à maintenir des prix bas et à doper la demande intérieure aux Etats-Unis*, a-t-il poursuivi. *Mais si ces turbulences se poursuivent, les tensions sur le marché financier américain pourraient s'intensifier* ». Le banquier central a insisté sur la nécessité pour les Américains d'épargner plus, car, davantage que les flux extérieurs, l'épargne intérieure finance les investissements, estime-t-il. – *(AFP.)*

L'Iran préparerait une attaque « imminente » contre l'Afghanistan

WASHINGTON. L'Iran, qui a massé des troupes et des appareils de combat le long de sa frontière avec l'Afghanistan pour « *des manœuvres* », se prépare à une attaque « *imminente* » du régime des talibans, rapporte, samedi 5 septembre, le *Washington Post* qui cite des hauts responsables américains de la Défense et de l'administration.

Prétextant des exercices militaires sans précédent, l'Iran qui soutient l'opposition armée afghane anti-taliban, a commencé cette semaine à acheminer des troupes, des chars des batteries de missiles et de l'artillerie lourde dans la zone. La tension entre le régime de Téhéran (chiite) et les talibans (milice fondamentaliste sunnite) au pouvoir à Kaboul, ne cesse de monter. Téhéran accuse notamment les talibans d'avoir enlevé une dizaine de diplomates iraniens. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **ETATS-UNIS : neuf pays d'Amérique latine, réunis à Washington** avec les Etats-Unis, le Canada et le FMI, ont tenté de rassurer les marchés, vendredi 4 septembre, réaffirmant ensemble leurs progrès économiques, leur volonté de réformes et de libéralisation. Invités par le Fonds Monétaire International, les ministres des finances et gouverneurs de banques centrales des pays représentés (parmi lesquels le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Chili) se sont une nouvelle fois déclarés en faveur de « *saines politiques budgétaires* », « *de marchés des capitaux ouverts* » et pour « *la poursuite des réformes* ». –*(AFP.)*

■ **ALLEMAGNE : le président de la République fédérale d'Allemagne, Roman Herzog,** plaide en faveur d'un rapprochement de l'Union européenne avec la Turquie, dans un entretien au quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, paru samedi 5 septembre. « *Le fait que la Turquie ne soit pas un pays chrétien n'est pas une raison pour la tenir éloignée de l'UE* », a-t-il déclaré. Les dirigeants turcs accusent l'Allemagne de s'opposer à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne, lui reprochant même d'avoir affirmé qu'un pays islamique n'avait pas sa place en Europe, des propos que M. Kohl a catégoriquement démenti avoir tenus. – *(AFP.)*

■ **AFRIQUE DU SUD : le président Nelson Mandela** a condamné, vendredi 4 septembre, les sanctions américaines contre Cuba avant de décorer Fidel Castro de la plus haute distinction civile sud-africaine. M. Mandela, qui s'oppose depuis longtemps à la politique des Etats-Unis à l'égard de Cuba, a assuré que son pays était fier d'être au nombre de ceux « *qui soutiennent le droit des Cubains à choisir leur propre destinée* ». –*(AFP.)*

■ **CHINE : les autorités chinoises ont libéré,** vendredi 4 septembre, la journaliste chinoise Natalie Liu, collaboratrice de la chaîne américaine CBS, après plus de deux jours d'interrogatoire. La journaliste a précisé que les autorités l'avaient interrogée sur son travail et sur des entretiens avec des militants démocrates chinois. – *(Reuter.)*

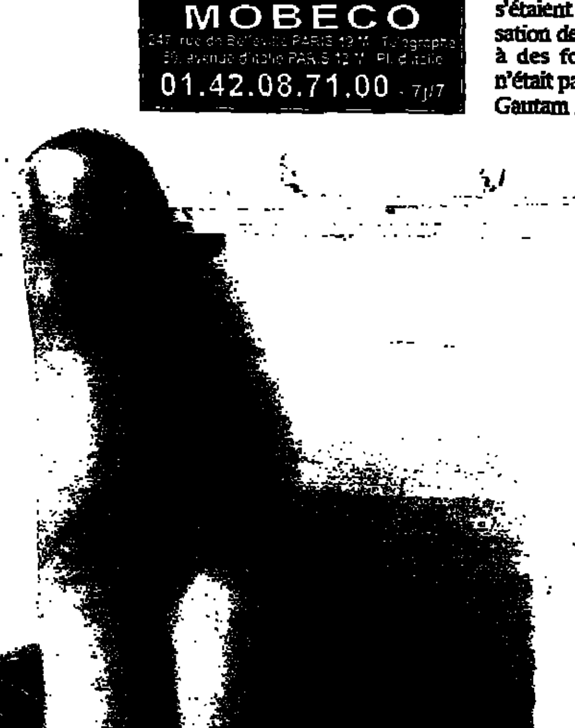
■ **ISRAEL : la Cour suprême d'Israël a ordonné, vendredi 4 septembre,** de suspendre la libération, prévue dimanche, d'un extrémiste juif qui avait agressé en 1996 Mme Yaël Dayan, député travailliste et fille du célèbre général borgne, Moshé Dayan. – *(AFP.)*

■ **VATICAN : le pape a reçu le cardinal Michele Giordano,** archevêque de Naples, vendredi 4 septembre à Castelgandolfo. Mgr Giordano a été inculpé le 22 août pour usure, extorsion et association de malfaiteurs. Son frère, chef d'entreprise, a été arrêté pour les mêmes délits. Le cardinal a reçu le soutien du Vatican qui, invoquant le concordat entre l'Italie et l'Eglise, aurait souhaité être averti de la perquisition et a protesté contre les écoutes téléphoniques à l'archevêché de Naples. – *(AFP.)*

L'Angola suspend le dialogue avec l'UNITA de Jonas Savimbi

LUANDA. Le président angolais, José Eduardo dos Santos, a annoncé, vendredi 4 septembre, que son gouvernement suspendait le dialogue avec l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) de Jonas Savimbi. Il a affirmé que le processus de paix se poursuivrait avec le « *comité de rénovation* » créé par les dissidents de ce mouvement.

Cinq proches de M. Savimbi, dont l'ex-secrétaire général Eugénio Manuvakola, avaient désavoué, mercredi, leur « *chef historique* », l'accusant de faire obstacle au processus de paix issu des accords signés le 20 novembre 1994 à Lusaka, en Zambie. De son côté, la direction de l'Unita a affirmé, vendredi soir, qu'il n'y avait eu « *aucune scission* » au sein du mouvement et qualifié la « *dissidence* » de cinq des ses dirigeants d'« *espoir infondé* » de Luanda. – *(AFP.)*



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ÉLECTIONS A trois semaines du renouvellement triennal du Sénat, *qui concerne les départements de l'Ain à l'Indre*, Christian Poncelet, sénateur (RPR) des Vosges et président de la commission des finances, âgé de soixante-dix ans, affiche, en réponse aux questions du *Monde*, son intention d'être candidat à la présidence contre René Monory (UDF-FD), âgé de soixante-quinze ans. ● LE RPR se montre cependant prudent *sur cette initiative*, le président de son groupe du Sénat, Josselin de Rohan, liant la candidature de M. Poncelet à celle de rivaux éventuels de M. Monory chez les *centristes* ou chez les libéraux. Or Jean-Claude Gaudin (DL) a déclaré qu'il soutiendra le président sortant. ● LE SCRUTIN du 27 septembre pourrait permettre à la gauche de gagner quelques sièges dans ce que Pierre Moscovici (PS), ministre délégué aux affaires européennes, a qualifié de *« parodie d'élection »*.

Christian Poncelet (RPR) entre en campagne pour la présidence du Sénat

Confiant dans l'appui de ses amis – ou craignant, au contraire, qu'il ne lui fasse défaut –, le sénateur des Vosges se présente ouvertement en challenger du centriste René Monory. Ce dernier compte sur Jacques Chirac pour dissuader les gaullistes de lui chercher noise

EN DÉCIDANT d'afficher les raisons de sa « candidature à la candidature » à la présidence du Sénat *(lire ci-dessous)*, Christian Poncelet, sénateur (RPR) des Vosges, prend le risque d'entrer en campagne près d'un mois avant cette élection, qui doit intervenir au lendemain du renouvellement, le 27 septembre, d'un tiers des sièges du Palais du Luxembourg. Principal enjeu de ce scrutin, la question de la reconduction de René Monory (UDF-FD), âgé de soixante-quinze ans, est certes posée depuis plusieurs mois au sein de la majorité sénatoriale (*Le Monde* du 31 juillet). Et les velléités de M. Poncelet ne datent pas d'hier. Toutefois, les propos tranchés tenus par le président de la commission des finances rompent avec la prudence qui est traditionnellement conseillée, au Palais du Luxembourg, à tout élu désireux de croiser le fer avec le président sortant.

Baroud d'honneur d'un élu qui craindrait que sa formation politique ne soit prochainement contrainte, faute d'alliés, de lui fermer la porte de la campagne ? Ou expression de la tranquille assurance d'un homme sûr de ses soutiens ? Les propos tenus par M. Poncelet semblent, en tout état de cause, destinés à rompre la monotonie d'un agenda qui favorise M. Monory. Vendredi 4 septembre, à La Grande-Motte, le président du Sénat a prononcé un discours – sans faire la moindre allusion au renouvellement de son mandat – à l'occasion de l'université d'été de Force démocrate. Le 8 septembre, il accueillera les journées parlementaires de Démocratie libérale sur ses terres, au Futuroscope de Poitiers. Le lendemain, il inaugurera l'exposition Média-Sénat, au Musée du Luxembourg, en présence du président de la République. Le 18 septembre, enfin, il se rendra aux journées parlementaires de l'UDF.

« FAUSSE COMPÉTITION »

Peu avant d'entamer cette tournée des élus, le président du Sénat a obtenu le soutien du maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin (DL), tête de liste RPR-UDF dans les Bouches-du-Rhône et autre prétendant possible au « perchoir ». *« Il faut que nous conservions à notre famille politique, libérale et centriste, la présidence du Sénat »*, a déclaré à l'AFP M. Gaudin, le 3 septembre, en affirmant qu'il ne sera pas candidat. Ménageant l'avenir, l'ancien ministre a déclaré : *« Si* [M. Monory] *souhaite effectuer un dernier mandat de trois ans* [à la présidence du Palais du Luxembourg], *je l'aiderai. »*

Dans un contexte plus incertain que ne veut le laisser supposer la grande sérénité affichée dans l'entourage du sénateur de la Vienne, le moindre signe est d'importance. Surtout lorsqu'il provient de l'Elysée. Prévue de longue date, la présence du chef de l'Etat à l'inauguration de l'exposition Média-Sénat, le 9 septembre, tombe à point nommé pour M. Monory, qui ne manque pas une occasion de rappeler ses bonnes relations avec Jacques Chirac. Compte tenu de la position du président du Sénat dans les institutions, *« il est normal que le président de la République se rende à l'exposition, à laquelle il a été convié »*, tempère Josselin de Rohan, président du groupe RPR. Le sénateur du Morbihan affirme que le chef de l'Etat *« ne se mêle pas de cette élection »* et *« se gardera bien de donner des consignes »*. Pour M. de Rohan, *« l'affaire se règlera entre les sénateurs »*. Et, plus précisément, parmi ceux qu'il qualifie de *« non RPR »*, façon d'évoquer discrètement les divisions de ses partenaires de la majorité sénatoriale. *« Vont-ils soutenir Monory ?* demande-t-il. *C'est la question. S'il y a plusieurs candidats UDF, il sera difficile pour nous de ne pas en avoir un. »*

Le chef de file chiraquien des sénateurs gaullistes prend soin, toutefois, de ne pas lâcher la main. *« Si l'UDF se met d'accord sur un candidat, nous analyserons la situation »*, souligne-t-il. Parmi les paramètres devant être pris en compte, selon M. de Rohan, figurent, outre *« l'attitude de L'Alliance »*, *« les résultats obtenus* [le 27 septembre] *par les uns et les autres »*. Cela tombe bien : tous les observateurs s'attendent à une consolidation de la position du mouvement gaulliste, premier groupe sénatorial...

Aucun bouleversement n'est à attendre de ce que Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, a qualifié, vendredi, de *« parodie d'élection »*. Le même jour, les conseils municipaux des trente-huit départements concernés (de l'Ain à l'Indre), ainsi que de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, où deux élections partielles se feront le même jour, ont élu leurs délégués, qui représentent 95 % du corps des grands électeurs. Le poids des petites communes, associé au principe du renouvellement triennal, conduit à une stabilité structurelle. *« Tout cela aboutit à une fausse compétition, au résultat connu d'avance »*, estime M. Moscovici.

Au total, une petite dizaine de sièges devrait basculer de droite à gauche, au bénéfice, pour l'essentiel, du PS. Les centristes, quant à eux, devraient faire les frais de l'opération, ce qui provoquerait, au sein de la majorité sénatoriale, un rééquilibrage au profit des *Républicains et Indépendants* et du RPR. Ce résultat, le cas échéant, pourrait peser dans la bataille pour la présidence. Si bataille il y a.

J.-B. de M.

A l'heure du « cybermonde »

Les usagers des transports en commun ont dû remarquer ces derniers jours la campagne publicitaire pour l'exposition « Média-Sénat », au musée du Luxembourg, du 3 septembre au 18 octobre. L'aspect futuriste de l'affiche – sur fond de photographie déformée de l'hémicycle, les termes de « bicaméralisme » et de « loi » voisinent avec ceux de « cybermonde » et de « CD-ROM » – tranche avec l'image compassée du Palais du Luxembourg. Cette opération de communication répond à la volonté du Sénat de se montrer tourné vers l'avenir et vers l'extérieur. L'exposition présente les différentes facettes de la Chambre et évoque les sénats étrangers. Elle fait appel à dix animations interactives, en particulier un « jeu des lois » : assis sur les bancs d'un hémicyle miniature, le visiteur suit la procédure législative sur un poste électronique et peut même amender le texte. Ainsi s'affiche la « modernité » du Sénat et... de son président, René Monory.

TROIS QUESTIONS À...

CHRISTIAN PONCELET

1 **Président de la commission des finances du Sénat, estimez-vous que les conditions sont réunies pour que vous soyez candidat à la présidence du Sénat, face à René Monory ?**

Il y a au Palais du Luxembourg un assez fort courant en faveur d'un renouvellement. Et un fort courant de sympathie se dégage en ma faveur. J'ai été sollicité par beaucoup de mes collègues appartenant au groupe RPR, ainsi qu'à d'autres groupes de la majorité sénatoriale.

En 1995, le RPR disposait de la présidence de la République, de la présidence de l'Assemblée nationale et de l'Hôtel Matignon : il aurait été inélégant de présenter ma candidature. Et, en tout état de cause, mon groupe me l'aurait refusée. J'observe au passage qu'à l'époque nous avions été surpris que René Monory, seul candidat de la majorité sénatoriale, ne fasse pas le plein des voix...

Aujourd'hui, la situation a changé. Et la présidence du Sénat n'a pas vocation à appartenir à une même formation politique pour l'éternité ! Ma candidature est désormais possible, mais il ne peut pas s'agir d'une candidature individuelle. Ma formation politique doit être consultée. Nous allons nous réunir au RPR, et décider ce que nous allons faire. Ma décision devrait être prise autour du 15 septembre.

2 **Quel serait votre slogan ?**

Une présidence modeste pour un Sénat ambitieux.

3 **Et votre programme ?**

Le Sénat a besoin de s'affirmer. Il a été interpellé. Il a besoin de se manifester, de confirmer qu'il est une institution indispensable. Pour cela, il faut que le Sénat soit une force de proposition, et qu'il ne limite pas son action à dire qu'il est en accord ou en désaccord avec ceci ou cela. En ce qui me concerne, dans le passé, j'ai déjà pris l'initiative, par exemple, de proposer un contre-budget, ou d'élaborer une proposition de loi concernant la baisse des charges sur les bas salaires...

Propos recueillis par Jean-Baptiste de Montvalon

Finistère : le PS mise sur M. Le Pensec pour gagner son premier siège depuis 1958

BREST
de notre correspondant

Les socialistes du Finistère seront-ils, pour la première fois depuis le début de la Vᵉ République, représentés au Sénat ? *« On peut gagner, nous sommes à 50-50 avec, quand même, une petite avance, sur le papier, à la droite »*, estime François Cuillandre, premier secrétaire de la fédération socialiste du Finistère et député. En théorie et suivant les sympathies, les comptes donnent 60 à 150 voix d'écart en faveur de la droite sur les 2 067 grands électeurs. Mais ces chiffres ne maîtrisent pas le vote d'élus issus des listes d'intérêt communal ou se présentant comme apolitiques, nombreux dans les petites communes. Il faut aussi compter avec l'éventualité d'un plus grand « panachage ».

REPORTAGE

S'il est élu, le ministre de l'agriculture démissionnera-t-il pour siéger au Sénat ?

Les socialistes, en tout cas, se présentent en meilleure position qu'en 1989. Au premier tour, leurs meilleurs candidats totalisaient 301 voix de moins que le premier de la liste RPR-UDF. A l'époque, le PS dirigeait les mairies de Brest et Quimper, mais il en a gagné d'autres depuis, comme Morlaix. En mars, il a aussi emporté la majorité du conseil général, victoire quasi historique sur la droite. Si, le 27 septembre, le PS devait « passer » un candidat, Louis Le Pensec, qui emmène la liste, paraît le mieux placé.

En cas de succès, restera-t-il au ministère de l'agriculture et de la pêche ou optera-t-il pour le Sénat ? *« Quand nous avons débattu des listes, tant pour les régionales que les sénatoriales, la volonté était que les candidats élus siègent »*, explique Pierre Maille, président du conseil général, maire de Brest, et lui-même suppléant d'une candidate aux sénatoriales. Toutefois, Lionel Jospin avait retenu M. Le Pensec quand celui-ci pouvait prétendre à la présidence de l'assemblée départementale. Les négociations liées à la politique agricole commune et l'élaboration de la loi d'orientation agricole avaient été alors mises en avant. Ce projet de loi doit être examiné en première lecture, par l'Assemblée nationale, en octobre ; or, M. Le Pensec disposerait d'un mois, après son élection éventuelle, pour choisir entre la fonction et le mandat.

La liste RPR-UDF, qui compte trois des quatre sortants soumis à renouvellement sur les quatre sièges à renouveler – le centriste Edouard Le Jeune, soixante-dix-sept ans, le moins bien élu en 1989, est remplacé par Ambroise Guellec – se dit confiante. Ancien secrétaire d'Etat à la mer de 1986 à 1988, M. Guellec (Force démocrate), qui conduisait la liste UDF-RPR du Finistère aux régionales, avait alors contenu le PS. Elu, il effacerait son échec, aux élections législatives de 1997, face à une candidate du PS quasi inconnue. Les soixante-dix ans de l'autre candidat de Force démocrate, Alphonse Arzel, sont mis en avant chez ses détracteurs, qui y voient « le combat de trop » ; mais l'intéressé, maire de Ploudalmezeau depuis 1961, président de l'Association des maires du Finistère depuis 1983, qui s'est engagé sur le dossier de l'*Amoco Cadiz* et a des amis, en sourit : *« Ils l'avaient déjà dit aux dernières municipales et ils s'étaient trompés. »*

CANDIDAT TURBULENT À DROITE

En fait, l'UDF-RPR devra craindre la liste emmenée par Jean-Yves Cozan. Ce routier du combat politique finistérien, de souche centriste, mais enfant terrible des formations qu'il a traversées, se situe à droite, en rupture de la recomposition nationale, qu'il juge *« ridicule »*. M. Cozan, battu lui aussi aux législatives, est repassé à l'offensive aux régionales avec l'attachement au Finistère comme bannière. Plaçant deux élus, il est devenu l'arbitre de la majorité du conseil régional, faisant payer le prix fort au président, Josselin de Rohan (RPR), à travers deux vice-présidences. En juillet, il a réussi aussi à conserver, face à M. Maille, sa présidence du parc régional d'Armorique, qui regroupe quarante communes du Centre-Finistère.

Aujourd'hui, M. Cozan assure que sa liste sera présente au premier tour et au second le 27 septembre. Difficile de savoir s'il fait seulement monter les enchères à droite, dont l'explosion ouvrirait le champ à gauche. *« S'il arrive derrière les quatre colistiers que nous sommes, il doit se retirer »*, estime M. Guellec. Alain Gérard (RPR), qui emmène la liste, mise *« sur un électorat suffisamment averti »*, assez légitimiste, selon lui, pour faire le choix pertinent. Sauf à ce que M. Cozan se soit surestimé, ce qui est possible aussi, la pause du déjeuner, entre les deux tours du 27 septembre, risque d'être pimentée...

Vincent Durupt

Dans l'Allier, le PCF à l'avant-garde de la gauche « plurielle »

MOULINS
de notre correspondant

Dans l'Allier, le retrait du centriste Jean Cluzel, sénateur depuis 1971, crée une situation nouvelle pour la droite et le centre, privés de chef de file. M. Cluzel avait usé aussi de son mandat de président du conseil général pour occuper une place incontournable dans un département où la rivalité entre les trois villes moyennes que sont Moulins, Vichy et Montluçon renforce le poids des élus ruraux. A ses liens ponctuels avec Force démocrate et l'UDF, il a toujours préféré l'Union républicaine pour le Bourbonnais (URB), « son » parti, allant du centre à la droite libérale. Son échec personnel aux cantonales de 1992, puis celui de l'URB en mars 1998, modifient la situation.

Entre son successeur à la tête du conseil général, Gérard Dériot (divers droite), et le maire de Moulins, Pierre-André Périssol (RPR), la rivalité est affichée. M. Dériot, proche de l'UDF, avait annoncé ses visées sénatoriales, mais il doit aujourd'hui effacer un échec puisque, en mars, il a dû céder la présidence du conseil général au communiste Jean-Claude Mairal. M. Dériot fait équipe avec le sortant centriste Bernard Barraux, discret à Paris, mais qui s'est forgé une réputation d'acteur du développement local. M. Périssol, ministre du logement de 1995 à 1997, joue, quant à lui, sur ce passé récent et sur sa réputation d'élu de dossiers.

Sans être idyllique à gauche, le climat est plus serein et ouvre des possibilités, après les échecs qu'elle avait subis en 1980 et en 1989, bien que le collège des grands électeurs lui fût en principe favorable. Il est vrai qu'à l'occasion de ces scrutins, M. Cluzel et ses amis avaient réussi à s'attirer les sympathies de quelques dizaines de communistes ! Aujourd'hui, les communistes ont exprimé leur volonté de constituer une liste d'union et annoncé la candidature de Jean Desgranges, maire de Domera. S'il peut difficilement être considéré comme un élu d'ouverture ou de renouvellement, cet ancien responsable de la fédération communiste, au début des années 70, peut compter, à défaut d'une bonne implantation départementale, sur les relais de son parti, toujours aussi actif dans la région montluçonnaise ou dans le bocage bourbonnais.

Les difficultés viennent du PS et du PRG, qui n'ont pas, pour l'heure, trouvé de terrain d'entente. René Charette, déjà candidat en 1989, est investi par le PS. Maire d'Avernes, conseiller général, il espère bien prendre le pas sur Jacques Cortez (PRG), maire et conseiller général du Donjon, qui, au nom *« des équilibres au sein de la gauche plurielle »*, revendique l'investiture. La rivalité pourrait laisser quelques traces à l'occasion du décompte final.

Avec quatre députés – deux communistes et deux socialistes – et la présidence du conseil général au PCF, la gauche veut passer sur les rivalités suicidaires d'antan. Elle entend faire vivre la gauche « plurielle » sur le terrain, d'autant que les communistes attachent le plus grand intérêt à la poursuite de la dynamique d'union au conseil général. Cependant, pour que MM. Desgranges et Charette l'emportent le 27 septembre, il faudra, outre le rassemblement de ses forces, que la gauche joue sur les divisions de la droite. En effet, depuis les municipales de 1995, le collège des 1 002 grands électeurs de l'Allier est, en théorie, légèrement favorable à l'opposition nationale. Il est vrai que l'Allier est un département où les sénatoriales ont souvent donné lieu à des surprises.

Jean-Yves Vif

Les médecins observent une « amélioration progressive » de l'état de M. Chevènement

M. Jospin s'est rendu, samedi, au chevet du ministre de l'intérieur, qui était toujours dans le coma

L'hôpital militaire du Val-de-Grâce, à Paris, où Jean-Pierre Chevènement était toujours dans le coma samedi matin 5 septembre, a fait savoir, vendredi soir, que le malade connaît *« une amélioration progressive de son état neurologique »*. Le ministre de l'intérieur a été victime, le 2 septembre au matin, d'un accident d'anesthésie avant une opération de la vésicule biliaire présentée comme *« bénigne »*.

LA DIFFUSION d'un deuxième communiqué sur l'état de santé du ministre de l'intérieur, annoncée pour *« 17 h 15, 17 h 30 »*, vendredi 4 septembre, par un porte-parole de l'hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce, à Paris, a eu lieu peu avant 19 heures. Selon ce bulletin, Jean-Pierre Chevènement était *« toujours en coma réactif, mais* [présentait] *une amélioration progressive de son état neurologique »*, à la suite de l'accident dont il avait été victime, le 2 septembre, lors de l'anesthésie préalable à une opération sur la vésicule biliaire.

« Nous gardons la même prudence quant au pronostic », a indiqué, dans ce communiqué, Yves Cudennec, médecin-général du Val-de-Grâce, en précisant que ce pronostic *« n'est plus réservé, mais uniquement prudent ». « Comme c'est le cas dans ces situations*, souligne le texte, *nous avons également à traiter les conséquences rénales, notamment par une dialyse, et les conséquences hépatiques du choc qu'il a subi. »*

En réponse aux questions de la presse, le docteur Cudennec a déclaré que M. Chevènement *« réagit de mieux en mieux aux sollicitations des médecins »*. Jugeant *« cette évolution très positive »*, il a ajouté : *« Il est encore impossible de donner un délai de sortie du coma. Ce serait très imprudent de le faire. Nous aurons des indications en fin de semaine prochaine. Des examens pour évaluer d'éventuelles séquelles cérébrales pourraient être faits la semaine prochaine. »* Enfin, il a précisé que les médecins avaient *« augmenté l'anesthésie pour que M. Chevènement ne souffre pas trop du système de ventilation »*.

De Chisinau, en Moldavie, où il achevait une visite officielle, le président de la République a formé *« des vœux très sincères »* de rétablissement *« très rapide et très complet »* pour le ministre de l'intérieur. *« J'ai été naturellement tenu informé dès mercredi de l'accident de santé de M. Chevènement »*, a dit Jacques Chirac, qui a exprimé son *« amitié dans cette épreuve »* à l'épouse et aux proches du ministre. *« Je crois comprendre que les médecins sont un peu plus optimistes »*, a-t-il dit. L'Elysée a démenti, samedi matin, l'intention prêtée à M. Chirac de se rendre au Val-de-Grâce dans l'après-midi.

Lionel Jospin a fait une visite à l'hôpital samedi matin. Le premier ministre avait annulé, vendredi, le déplacement qu'il devait faire à Cintegabelle, dans sa circonscription de Haute-Garonne, et sa participation, prévue le soir, au *« cassoulet »* organisé pour la fête du village. Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Jean-Jack Queyranne, qui assure l'intérim du ministre de l'intérieur, s'est rendu vendredi après-midi, au Val-de-Grâce.

Le matin, M. Queyranne avait rencontré, pendant près de quatre heures, les principaux collaborateurs de M. Chevènement dans un salon attenant au bureau du ministre. Il a tenu à préciser qu'il *« ne prend pas la place de Jean-Pierre Chevènement »*, mais qu'il *« assume la plénitude des fonctions de ministre de l'intérieur et suivra les mêmes orientations »* pendant cet intérim. Dans l'entourage du premier ministre, on laisse entendre que cette situation intérimaire pourrait durer *« plusieurs semaines »*. Quant aux informations sur l'état de santé de M. Chevènement *(lire ci-dessous)*, un proche de M. Jospin, qui insiste sur le respect de la vie privée, souligne que la publication de communiqués est laissée à l'initiative de l'équipe médicale et de Mme Chevènement.

Le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, et le président du Consistoire central israélite, Jean Kahn, *« ont invité tous les rabbins de France à faire réciter des prières en cette veille de shabbat pour le prompt rétablissement* [du] *ministre de l'intérieur et des cultes »*. D'autre part, les responsables d'un mouvement islamiste tunisien, interdit dans leur pays, ont fait savoir qu'ils prient *« le Dieu tout-puissant »* pour que le ministre de l'intérieur *« retrouve une meilleure santé »*.

Olivier Biffaud

Le président de la commission des finances veut faire évoluer le projet de budget

M. Bonrepaux favorable à une baisse de la TVA

PAR MÉDIAS interposés, le président (PS) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Augustin Bonrepaux, et le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, ont procédé à un premier échange de vues sur le projet de budget pour 1999, avant sa présentation officielle devant la commission des finances, prévue pour le 9 septembre. Interrogé par l'AFP, vendredi 4 septembre, M. Bonrepaux a indiqué que la commission est *« en train de faire évaluer la possibilité d'une baisse de la TVA sur les emplois de service ». « Si l'on ne pouvait aller vers un abaissement suffisant de la TVA, nous nous tournerions vers un allègement de la taxe d'habitation pour les plus modestes »*, a-t-il ajouté. Tout en se félicitant de la réforme prévue de la taxe professionnelle, le député de l'Ariège estime qu'*« on peut s'interroger pour savoir si cet allègement doit être généralisé ou sélectif, c'est-à-dire lié à la mise en œuvre de la réduction du temps de travail »*.

Dans un entretien publié samedi par *La Voix du Nord*, M. Strauss-Kahn affirme que *« la réforme des impôts locaux (...) est indispensable pour l'emploi et la justice sociale »*. Evoquant la taxe d'habitation, le ministre estime qu'actuellement *« elle pénalise les familles les moins aisées »* et indique que la réforme *« allègera la charge de la majorité des ménages, et notamment les plus modestes »*. Cela *« se traduira par une redistribution entre les contribuables de chaque commune. Donc, aucune commune n'y perdra, mais la justice sociale y gagnera »*, affirme-t-il.

Rappelant que *« la taxe professionnelle sur les salaires sera totalement supprimée en cinq ans »*, de 1999 à 2004 – ce qui, selon le gouvernement, devrait se traduire par la création de vingt-cinq mille emplois supplémentaires en 1999 et plus de cent mille à terme –, le ministre répète qu'il prévoit, *« cette année, un taux de croissance au moins égal à 3 % »*, qui *« permettra de créer près de trois cent mille emplois »*.

Les chances de « récupération » restent difficiles à pronostiquer

PAS PLUS que ceux du premier, publié le 3 septembre, les termes du deuxième communiqué médical, rendu public vingt-quatre heures plus tard, ne permettent de situer avec précision la réalité pathologique ni la possible évolution de l'état de santé du ministre de l'intérieur. Ni la *« réactivité »* du coma dans lequel il est aujourd'hui plongé ni les pronostics par ailleurs formulés – de *« quelques semaines »* à *« quelques mois »* – avant la reprise éventuelle de l'exercice de ses responsabilités politiques et gouvernementales ne sont de nature à rassurer.

Après le grave accident allergique survenu tôt dans la matinée du 2 septembre, il est aujourd'hui acquis que l'équipe médicale de l'unité des soins intensifs de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce a mis en place, comme c'est la règle dans les milieux hospitalo-universitaires de la réanimation médico-chirurgicale, un traitement intensif comportant, notamment, des produits sédatifs. Cette thérapeutique, bien codifiée, vise à diminuer les souffrances du patient autant qu'à faciliter la poursuite des gestes intensifs d'anesthésie-réanimation. Et tout indique que l'on n'a pas cessé d'administrer une telle thérapeutique.

AUCUN BILAN À COURT TERME

Médicalement pleinement justifiée, cette démarche, qui permet aussi de prévenir certaines graves complications neurologiques immédiates, interdit tout diagnostic fiable quant à une éventuelle *« amélioration progressive de l'état neurologique »* du patient, hypothèse officiellement avancée depuis la soirée du 3 septembre. Dans quel délai un diagnostic *a priori* rassurant pourrait-il, dans le meilleur des cas, être établi de manière raisonnable ? Sans doute pas avant plusieurs jours, sinon plusieurs semaines. Tout en se refusant à formuler sur ce cas un pronostic par trop précis, les différents spécialistes d'anesthésie-réanimation interrogés se rejoignent sur les principaux éléments du dossier médical.

Ces spécialistes soulignent, en premier lieu, qu'ils ne disposent aujourd'hui d'aucun indice précis et indiscutable permettant de prévoir, dans ce cas de figure, la sortie du coma et les facultés de récupération du malade. On sait, toutefois, que les chances diminuent ici notablement avec l'âge du patient. Il est certain, en outre, qu'aucun bilan des séquelles neurologiques ayant pu résulter de l'arrêt cardiaque et de la longue et difficile réanimation qui a suivi ne pourra être établi à court terme. Ce bilan réclame, en effet, la pratique d'examens radiologiques (à partir d'un scanographe ou d'un appareil à résonance magnétique nucléaire) qui ne peuvent être pratiqués au lit du malade. Or, un patient dans le coma ne peut être aisément déplacé dans un service de radiologie, du fait des risques de chutes tensionnelles, notamment. Lorsqu'il pourront être pratiqués, ces examens permettront d'identifier ou non l'existence de certaines lésions, leur siège et leur nature fournissant ainsi les bases objectives d'un pronostic médical.

En attendant, les seuls examens qui doivent être effectués sont des électroencéphalogrammes, dont les tracés permettent, pour l'essentiel, de fournir un reflet de l'activité électrique du cerveau et, le cas échéant, d'établir l'existence d'anomalies plus ou moins graves. L'équipe médicale du Val-de-Grâce est aussi confrontée à une autre série de difficultés, l'état de santé de M. Chevènement se compliquant, comme c'est souvent la règle chez les malades dans le coma, d'anomalies hépatiques et rénales qu'il importe de corriger au plus vite. Dans une telle situation, une urgence s'impose : prévenir autant que possible l'apparition d'un état infectieux, situation qui complique toujours considérablement la tâche des réanimateurs.

Jean-Yves Nau

DÉPÊCHES

■ **DROITE : Dominique Bussereau, secrétaire général adjoint de Démocratie libérale, *« souhaite que l'épisode Blanc soit le dernier »*.** Qualifiant, dans un entretien publié samedi 5 septembre par *Libération*, de *« solution placebo »* la décision prise par le bureau de L'Alliance au sujet de Jacques Blanc, élu à la présidence de la région Languedoc-Roussillon grâce aux voix du Front national, le député de Charente-Maritime *« continue de penser »* que l'adhésion de M. Blanc au groupe DL de l'Assemblée est *« une mauvaise décision »*.

■ **PACS : le RPR dénonce *« un pas décisif vers un ersatz de mariage et une parodie de famille »*.** Dans un communiqué publié vendredi 4 septembre, le mouvement gaulliste exprime *« ses plus vives préoccupations devant le projet de Pacte civil de solidarité désormais avalisé »* par le gouvernement. Affirmant que le gouvernement s'est résigné à *« des choix radicalement idéologiques »*, le RPR, qui s'en prend une nouvelle fois à *« la désastreuse politique du gouvernement en faveur des familles »*, estime que *« si l'organisation de la vie en commun de deux personnes crée dans certains domaines juridiques ou fiscaux des zones d'incertitudes, il était sûrement possible de les atténuer ou de les régler par des mesures spécifiques »*.

■ **35 HEURES : l'Union des transports publics, qui représente le patronat, propose** aux syndicats de cette branche (transports urbains de province) un projet sur les 35 heures privilégiant les créations d'emploi, avec un financement assuré grâce à un réaménagement du temps de travail.

■ **ÉLECTIONS SÉNATORIALES : Jacques Dondoux (PRG), secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sera candidat** aux élections sénatoriales en Ardèche, a annoncé, vendredi 4 septembre, le secrétariat d'Etat.

■ **BIENS JUIFS : le premier ministre, Lionel Jospin, s'entretiendra,** mardi 8 septembre à 12 h 30, avec Jean Mattéoli et Adolphe Steg, qui sont respectivement président et membre de la mission sur la spoliation des biens juifs.

Pierre Poujade, le vieux pot et les bonnes soupes

L'ÉVÉNEMENT est passé presque inaperçu, mais, mercredi 2 septembre, Pierre Poujade a fait sa rentrée. Une petite vingtaine de personnes étaient rassemblées à l'espace Ricard, à Paris, autour d'un courant historique (ré)incarné : Pierre Poujade, soixante-dix-huit ans, membre du Conseil économique et social, où il a été nommé, en 1984, par François Mitterrand. *« Il est temps de rechausser les bottes de l'UDCA. »* C'était en 1956 : Pierre Poujade triomphait, cinquante-deux députés de son parti, l'Union de défense des commerçants et artisans, étaient élus, dont Jean-Marie Le Pen.

1998, il reprend l'étendard de la lutte : *« Vous avez ici la fine fleur des contestataires. Aujourd'hui, il faut battre le grand capitalisme vorace international et la technocratie à son service. Un pays pourri comme les Etats-Unis, pseudo-gendarmes tarés, ne va pas nous apprendre ce que c'est ! »* Le communiqué distribué égrène les *« doléances »* des *« travailleurs indépendants »*, qui s'apprêtent à faire des *« états généraux de la libre entreprise »*.

Pour le moment, tout ce qui existe, c'est un comité d'organisation des états généraux, regroupé sous le nom d'Union des professions indépendantes (UPI). Parmi les signataires, l'UDCA, qui n'a plus un seul adhérent, et des amis de M. Poujade : Jean Huybrechts, président d'ODIN, du nom du dieu viking, *« l'un des premiers compagnons de Poujade »* et *« ami de longue date de Jean-Marie Le Pen »* ; Christian Belloc, président du CNE-URTI et ancien président du comité national de soutien à Alain Madelin après sa démission du gouvernement d'Alain Juppé ; André Huet, président de la chambre parisienne des professions libérales, qui s'est lancé dans l'affaire sans prévenir son président national.

En aparté, ils sont peu nombreux à croire à l'UPI. Le chef historique lui-même semble douter. *« Si c'est un fiasco*, se dédouanait-il la veille, *ce ne sera pas le fiasco de Pierre Poujade, mais celui des travailleurs indépendants ! »* Annoncé comme participant par le communiqué, Jacques Gerbaud (Cidunati) s'est désisté. Il dénonce la création d'une énième structure prétendant parler au nom des travailleurs indépendants, et évoque, à demi-mot, la possibilité d'une récupération par l'extrême droite. Le dirigeant de l'UDCA, qui avait fait campagne pour Jacques Chirac en 1995, nie tout soutien politique. Néanmoins, M. Gerbaud est sûr d'une chose, c'est qu'*« avec du vieux, on ne fait que du vieux ». « Oui, mais c'est dans des vieux pots qu'on fait les meilleures soupes »*, répond M. Poujade.

Hélène de Virieu

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Arlette Laguiller

A la suite de notre article intitulé « "L'Express" dévoile ce qu'il y a derrière Mme Laguiller » (Le Monde *daté 30-31 août), la porte-parole de Lutte ouvrière nous a adressé la lettre suivante :*

Le Monde reproduit certaines affirmations de *L'Express*, dont la phrase : *« Lutte ouvrière n'est pas le parti d'Arlette Laguiller, mais le paravent derrière lequel se cache l'ultrasecrète Union communiste (UC). »* Or, cette mention « Union communiste (trotskiste) » figure depuis des années sous le titre de notre hebdomadaire, *Lutte ouvrière*. Quel scoop d'avoir su l'y lire et quelle « révélation » ! *(...)*

Je passe sur la puérilité de la phrase de votre article : *« Les militants de Lutte ouvrière (LO) fonctionnent depuis près de soixante ans dans une quasi-clandestinité, sous la férule d'un dirigeant dont la véritable identité est longtemps restée un mystère »*, lorsque vous écrivez par ailleurs que ce *« dirigeant »* serait né en juillet 1928. Pour un journal d'information tel que le vôtre, il vaudrait mieux savoir compter et se rendre compte que ce *« dirigeant »* aurait ainsi manié sa férule... dès l'âge de dix ans.

Vous reproduisez, de plus, une phrase de nos bulletins intérieurs à propos d'une discussion dont vous ne connaissez ni les tenants ni les aboutissants et qui est isolée de telle façon qu'on lui fait dire le contraire de ce qu'elle exprime : *« Il n'y a pas de domaine qui soit réservé : on ne demande pas des rapports à chaque membre d'un couple pour savoir comment cela se passe chez lui, mais, malgré tout, il n'y a rien qui échappe à la discipline de l'organisation. »* Vous ne citez pas la phrase qui précède : *« Par exemple, nous ne nous mêlons pas de la vie personnelle des camarades, mais s'il y avait un camarade qui battait sa femme, on l'exclurait »*, ce qui éclaire d'un tout autre jour un découpage peu digne de vos colonnes. *(...)*

Quant au camarade que nous appelons « Hardy », dont vous prétendez connaître l'identité et qui se *« cacherait »* sous ce pseudonyme, il fait comme de nombreux journalistes, mais aussi comme tous nos militants et, jusqu'à présent, comme un grand nombre de militants et de dirigeants des organisations trotskistes, dont la LCR *(...)*. Vous écrivez que *L'Express* publie sa photo qui, selon cet hebdomadaire, aurait été prise, en septembre 1995, au Père-Lachaise, lors du transfert des cendres d'Ernest Mandel, un dirigeant de la Quatrième Internationale (trotskiste). Une telle occasion, qui rassemblait des militants d'extrême gauche et d'une partie de la gauche, sans compter, sûrement, de nombreux agents des renseignements généraux, ne serait pas vraiment l'idéal pour quelqu'un qui se cacherait. *(...)*

SÉCURITÉ Un rapport, rédigé par le député Roland Carraz (MDC) et le sénateur Jean-Jacques Hyest (UDF-FD) et remis au mois d'avril au premier ministre, vise à adapter aux caractéristiques actuelles de la délinquance le déploiement des forces de police et de gendarmerie. ● À PARTIR DE CE TEXTE, les ministères de l'intérieur et de la défense ont établi un volume de transfert d'effectifs qui concerne 3 000 policiers et 1 200 gendarmes sur une durée de trois ans. ● CES MODIFICATIONS, avant même qu'elles ne soient définitives, provoquent le mécontement des élus concernés par la fermeture annoncée de leur commissariat, et celui des syndicats de police. ● UNE CONSULTATION conduite par les préfets doit aboutir, à la mi-novembre, à la remise d'un document de synthèse. ● À FOURMIES, dans le Nord, la population se mobilise pour conserver son commissariat.

Les projets de redéploiement entre police et gendarmerie passent mal

Envisagé par un rapport parlementaire remis au premier ministre, le transfert d'effectifs qui doit concerner, sur trois ans, 3 000 policiers et 1 200 gendarmes provoque la grogne syndicale et l'inquiétude d'élus locaux menacés de perdre leur commissariat

ICI, IL FAUDRAIT une brigade de gendarmerie, au lieu d'un commissariat de police. Là, c'est l'inverse. La carte des circonscriptions de police et des zones de gendarmerie n'est plus adaptée aux caractéristiques actuelles de la délinquance, aux agglomérations qui gonflent et aux campagnes qui se vident. Le constat est presque aussi vieux que la géographie policière, qui date d'une cinquantaine d'années. Le rapport du député Roland Carraz (MDC) et du sénateur Jean-Jacques Hyest (UDF-FD) remis jeudi 9 avril au premier ministre (*Le Monde* du 11 avril) en avait apporté une nouvelle fois la démonstration. C'est à partir de ce document que les ministères de l'intérieur et de la défense ont établi le volume du transfert d'effectifs concernant à 3 000 policiers et 1 200 gendarmes, prévu sur une durée de trois ans, et à partir du début de l'année 1999.

« Il s'agit tout simplement de s'adapter à la carte de la délinquance, à l'intensité et aux modes de la délinquance », a expliqué au *Monde* Didier Cultiaux, le directeur général de la police nationale (DGPN). *« L'Etat veut travailler autrement et optimiser ses moyens en matière de sécurité »*, a-t-il ajouté, pour commenter le redéploiement policier en faveur des vingt-six départements jugés les plus sensibles en matière de sécurité. En clair, l'objectif est de renforcer la présence policière dans les zones urbaines à risque, et de confier aux gendarmes les régions les plus rurales et les moins peuplées. Le ministère de l'intérieur espérait que cette démarche serait bien comprise – et acceptée – à la fois des personnels et des communes visées. Le mouvement, qui concernera 4 200 policiers et gendarmes, est en effet relativement marginal au regard des 175 000 hommes des deux forces qui pourraient être touchés. Pourtant, avant même que ne soit établie la liste définitive des circonscriptions de police visées par une fermeture de leur commissariat, le projet a suscité un tollé des élus concernés et des principaux syndicats de police. Les courriers venus de tous les bords politiques se sont accumulés sur le bureau du ministre de l'intérieur, affichant une sensibilité unanime.

« INQUIÉTUDE CROISSANTE »

« Issoudun, deuxième ville du département de l'Indre, doit impérativement garder les moyens de police dont elle dispose », écrit, par exemple, le député-maire (PS) André Laignel. *« Je me permets d'attirer votre attention sur l'inquiétude croissante des fonctionnaires de police de l'Aveyron, suite à l'annonce de l'éventuelle fermeture de petits commissariats »*, note le député-maire de Millau (RPR), Jacques Godfrain, avant d'ajouter : *« en tant qu'élu d'un département rural, je crains fortement que cette mesure soit très préjudiciable pour le maintien de l'ordre de nos régions (...) »*.

Jean-Pierre Michel, député de Haute-Saône (MDC), avait sans doute été le plus virulent – avant l'accident de santé qui vient de frapper Jean-Pierre Chevènement –, menaçant de quitter le Mouvement des citoyens, que le ministre de l'intérieur dirige, si l'on fermait le commissariat de Lure. *« Il faut des moyens budgétaires supplémentaires pour la police,* dit-il. *Il ne faut pas sacrifier l'aménagement du territoire. Une ville comme Lure, qui a déjà perdu son régiment, est traumatisée par la perspective de voir disparaître le commissariat. »*

Dans leur rapport, les parlementaires Roland Carraz et Jean-Jacques Hyest pariaient sur un « rapprochement des métiers ». « Les futurs gendarmes ressembleront aux futurs policiers », indiquaient-ils notamment. Dans les faits, les métiers et les missions sont encore bien différents, expliquant pour partie l'inquiétude des élus. A leurs yeux, la police présente l'avantage d'assurer une présence permanente dans la circonscription, même si c'est à effectif réduit. Ce n'est pas le cas de la gendarmerie, la nuit. La gamme des policiers est aussi plus large, de l'îlotage à des interventions proches de police-secours, en passant par la surveillance des sorties d'école.

FIN DE CARRIÈRE AU PAYS

« Le déménagement du territoire par la police fera remonter la délinquance », estime Serge Thilique, secrétaire général adjoint du Syndicat national des policiers en tenue (SNPT). Les syndicats de police ne sont guère plus satisfaits que les élus. Le maintien des *« petits postes »* est un mot d'ordre rassembleur. Car ces commissariats de province, de taille modeste, permettent souvent à des gardiens de la paix chevronnés de retourner finir leur carrière dans leur région d'origine. La moyenne d'âge y est supérieure à quarante-cinq ans. Comment accepter de déménager à cinq ans de la retraite ? Le Syndicat général de la police (SGP) se propose de constituer des comités unitaires dans chaque commissariat menacé de fermeture. *« Si nous voulons réussir dans ce dossier, nous devons nous mettre tous ensemble »*, affirme Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint du SGP.

Tout en dressant un tableau plus nuancé, Alliance condamne aussi le projet. Le syndicat cite l'exemple de circonscriptions de police déjà en demi-sommeil. Aux Andelys (Eure), par exemple, le commissariat n'est ouvert que de 8 heures à 18 heures, et il est fermé le dimanche. Du coup, la nuit, la police municipale et la gendarmerie prennent le relais.

Les 5 000 habitants d'Aubusson (Creuse) disposent d'un commissariat de police, alors que le seuil de fermeture a été fixé à 20 000. *« La protection des personnes et des biens relève prioritairement d'une force civile,* insiste Gérard Boyer, le secrétaire général d'Alliance. *Les gendarmes sont des militaires. »*

UNE COORDINATION DES ÉLUS

Un comité de suivi et de pilotage du redéploiement a été mis en place, vendredi 4 septembre, au ministère de l'intérieur, rassemblant la direction générale de la police nationale et les organisations syndicales. Les discussions promettent d'être serrées, jusqu'à l'établissement de la liste définitive des communes concernées. Les élus qui ont créé une coordination nationale n'ont pas l'intention d'être en reste.

Dans un département du sud de la France, un directeur de la sécurité publique a réglé le problème à sa manière, en adressant une note sévère à ses troupes. Il souligne d'abord le peu de résultats des policiers en matière de lutte contre la délinquance, notamment dans une commune dont le commissariat risque de fermer. Il écrit ensuite : *« Si certains pensent naïvement que cet état peut servir au maintien du commissariat, ils se trompent gravement. En effet, comment les élus et la population, informés de ces chiffres de la délinquance, pourraient-ils continuer à soutenir des fonctionnaires aussi peu performants ? »*, pour ajouter un peu plus loin : *« Il serait particulièrement opportun que les policiers (...) fassent preuve de plus de réserve et de modestie dans leurs propos vantant les mérites de la police nationale. (...) Il serait également souhaitable qu'ils évitent de ternir inutilement, et d'une manière injustifiée, l'image de la gendarmerie nationale. »*

Pascal Ceaux

Le calendrier du redéploiement

Le redéploiement des effectifs de police et de gendarmerie a été lancé officiellement le 14 août, par une lettre adressée aux préfets par Jean-Pierre Chevènement. Le ministre de l'intérieur invitait les représentants de l'Etat dans les départements à recueillir les avis des élus concernés, des personnels, et des syndicats de police. Cette consultation doit aboutir à la remise d'un document de synthèse à la mi-novembre. Le conseiller d'Etat Guy Fougier, ancien préfet de police, a par ailleurs été chargé par le conseil de sécurité intérieure du 27 avril 1998 de suivre les opérations de transfert. La liste définitive des circonscriptions de police où les commissariats seront fermés sera établie à la mi-décembre, lors du dernier conseil de sécurité intérieure de l'année. Le redéploiement deviendra alors effectif dès le début de 1999. Il s'étalera sur une durée de trois ans. La liste des 38 communes où la gendarmerie cède la place à la police a été, quant à elle, déjà fixée (*lire la carte ci-contre*)



A Fourmies, « on a l'impression d'être lâché par tout le monde »

FOURMIES (Nord)
de notre envoyé spécial

Il y a d'abord eu l'agence EDF. Puis, ce fut au tour de la Banque de France, et des impôts indirects. La menace a ensuite pesé sur l'hôpital. Il a fini par rester, et Fourmies (Nord) s'est rassurée. La vague de départ des administrations et des entreprises publiques était interrompue. La ville, asphyxiée par ses 30 % de chômeurs, et les séquelles d'un passé entièrement dévolu à l'industrie textile, pouvait se reconstruire un avenir, emploi par emploi, lutter contre cette misère persistante qui en fait une des zones les plus pauvres de l'Union européenne. Selon les élus, la fermeture éventuelle du commissariat de police remet tout en question. Elle ressuscite la hantise d'un inexorable déclin. *« On a l'impression d'être lâché par tout le monde »*, soupire Alain Berteaux, le maire communiste depuis 1995.

REPORTAGE

Une pétition a réuni en quelques semaines 2 500 signatures pour 14 852 habitants.

Sur les rebords de l'Aisne, toute proche, à quelques kilomètres de la frontière belge, Fourmies donne l'impression d'une tranquille bourgade du Nord, que l'histoire n'a fait sortir qu'une seule fois de l'anonymat. Le 1er mai 1891, la répression d'une manifestation ouvrière provoqua la mort de neuf personnes. Dans la rue principale, les maisons de brique rouge côtoient de petits commerces. Un peu plus loin, trois quartiers HLM : des embryons de cité qui n'ont rien à voir avec les grands ensembles de la banlieue de Lille ou de Paris.

La délinquance ne cesse pourtant de progresser : violences familiales, affaires d'inceste, petit trafic de stupéfiants, cambriolages en série. En 1990, la police avait enregistré 600 faits ; en 1997, le chiffre a grimpé jusqu'à 1 230. De quoi justifier l'appellation de *« poche de délinquance spécifique »*, décernée à la ville par le parquet du tribunal de grande instance d'Avesne-sur-Helpe.

Les habitants de Fourmies s'étonnent donc qu'on veuille supprimer leur commissariat, un bâtiment modeste, rez-de-chaussée, étage et grenier, à deux pas de la gare. La gendarmerie sera-t-elle en mesure d'assurer une relève suffisante ? D'autant que le maire se refuse à envisager la création d'une police municipale. *« C'est à l'Etat d'assurer la sécurité,* dit-il. *Les gens y ont droit, car ils paient leurs impôts. Financer une police municipale, ce serait les faire payer deux fois ».*

C'est sans doute la raison du succès de la pétition lancée à l'initiative de Didier Collier, le représentant local du syndicat général de la police (SGP), contre la fermeture du commissariat. Elle a rassemblé en quelques semaines plus de 2 500 signatures pour une ville qui ne compte que 14 852 habitants.

Didier Collier n'est revenu à Fourmies que depuis un an. Ce vrai gars du « ch'Nord » a passé douze ans à Paris, comme beaucoup de gardiens de la paix en début de carrière. Il s'est frotté aux cités et aux rues chaudes du 19e arrondissement. Pour rentrer enfin chez lui, à quelques kilomètres de Maubeuge, sa ville natale. Il a ainsi accompli le rêve de presque tous les provinciaux, qui vivent leur passage dans la capitale, comme un exil temporaire.

POLICE : TERRAIN PLUS LARGE

A Fourmies, la moyenne d'âge des policiers atteint quarante-six ans, et la majorité d'entre eux ont des origines nordistes. Ils n'envisagent qu'avec réticence l'éventualité d'un départ. Et insistent volontiers sur la progression de la délinquance pour justifier leur maintien en les lieux. L'îlotage dans les quartiers sensibles ; présence sur le terrain 24 heures sur 24, grâce à la mobilisation d'un véhicule de nuit ; investigation en civil : Didier Collier a l'impression d'occuper un terrain plus large que celui des gendarmes.

« Avec la proximité de la frontière belge, et de la voie ferrée qui conduit d'Amsterdam à Paris, nous réussissons pas mal d'affaires de stupéfiants, dit-il. *En juin, par exemple, avec mon groupe d'investigation, nous avons saisi 240 grammes de cannabis sur un petit trafiquant ».* La police s'est fondue dans le paysage, estime le délégué syndical du SGP. Et la municipalité ne lui ménage pas son soutien. Elle a participé à la réfection des locaux du commissariat et fourni un logement aux neuf policiers auxiliaires, qui ont effectué leur service militaire à Fourmies. Elle rend aujourd'hui le même service aux deux adjoints de sécurité. A l'été 1995, elle a équipé les policiers de vélos tout-terrain (VTT).

Pour ne pas perdre son commissariat, Fourmies a rejoint la coordination nationale des élus, visés par la fermeture des petites circonscriptions de police. Pour l'instant, Alain Berteaux se refuse à toute concertation avec le préfet, comme le prévoit la procédure préalablement à une éventuelle fermeture du poste de police. Fourmies peut, pour une fois, espérer dans les chiffres. Le ministère de l'intérieur a fixé le seuil du redéploiement à 20 000 habitants. La circonscription de police de Fourmies, à laquelle s'ajoutent les communes de Glageon et Wignehies, en rassemble 20 365...

P. Ce.

CORRESPONDANCE

UNE LETTRE DE LA SOCIÉTÉ WINCAP

Mis en cause dans notre article intitulé « Une société informatique est soupçonnée d'avoir piraté un logiciel antibogue de l'an 2000 » (Le Monde du 14 août), faisant notamment référence à une procédure engagée à l'initiative d'un ancien concurrent, le groupe Wincap Software nous a adressé la mise au point suivante :

Wincap Software tient à réaffirmer solennellement que tous les codes sources commercialisés au sein des logiciels Wincap sont sa seule propriété et ne contiennent aucun autre code source « étranger ». Wincap Software souligne également que, depuis sa création en 1992, elle s'est attachée à déposer régulièrement en France, auprès de l'Agence pour la protection des programmes, et aux Etats-Unis, auprès du Copyright Office, à Washington, le code source de l'ensemble des produits logiciels conçus par ses équipes d'ingénieurs de développement en stricte conformité avec les règles d'éthique en usage au sein de la profession. En conséquence, Wincap Software s'inscrit en faux contre toute allégation de recel de contrefaçon et de reproduction servile et se réserve le droit de donner des suites judiciaires à toute tentative de diffamation dont elle pourrait faire l'objet sur ce sujet.



هكذا من الإهمال

Le « procès Chalabi » se poursuit devant des bancs vides

Le tribunal a examiné, vendredi, en moins d'une heure, les faits reprochés à trois prévenus, en leur absence. Les avocats continuent de dénoncer « un procès inéquitable et honteux »

A son quatrième jour, le procès du « réseau Chalabi » de soutien aux maquis algériens a continué dans un contexte surprenant. Alors que 138 *personnes sont prévenues*, seuls 3 détenus, 3 avocats et une trentaine de prévenus libres étaient présents, vendredi, dans le gymnase de l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne) spécialement aménagé. Le bras de fer se poursuit entre le président du tribunal, Bruno Steinmann, et la plupart des avocats qui ont déserté le procès, pour en dénoncer le caractère « *de masse* ». Ils appellent les pouvoirs publics à « *faire cesser cette injustice* ». De son côté, le président a fait procéder à des aménagements matériels réclamés par les avocats. Il espère que ceux qui boycottent le procès reviendront bientôt sur leur décision. Sinon, il pourrait accélérer le rythme du procès.

PLUS LES JOURS passent, plus la durée des audiences du « procès Chalabi » se réduit. Record battu, vendredi 4 septembre : en moins d'une heure, le tribunal a examiné les faits reprochés à trois des cent trente-huit *prévenus soupçonnés* d'avoir participé à un réseau de soutien logistique aux maquis islamistes algériens. La veille, avec vingt-trois autres prévenus détenus, ils avaient quitté les box dans la *confusion la plus totale*. Ils ne sont pas revenus. Un seul est représenté par son avocat, bien désœuvré.

Le planning initial ne devrait pas être bouleversé dans l'immédiat. Le président Bruno Steinmann espère toujours que les prévenus qui ne veulent plus comparaître et les avocats qui ont décidé de boycotter le procès reviendront bientôt sur leurs décisions. A défaut, il pourrait être tenté d'accélérer le mouvement en *examinant chaque* jour le cas d'un plus grand nombre de prévenus. Quoi de pire, en effet, *pour un président de tribunal* que de mener des débats virtuels faute de participants ?

A l'ouverture de l'audience, M. Steinmann s'offre un petit préambule en forme de pique contre les avocats absents. Mardi, au premier jour du procès, ces derniers avaient réclamé de pouvoir s'asseoir plus près du tribunal et de *pouvoir communiquer* avec leurs clients prévenus. Bruno Steinmann avait alors promis de faire le maximum avant la fin de la semaine. « *Des ouvertures ont été pratiquées dans les vitres pare-balles* », indique-t-il. Avec une pointe d'ironie, il ajoute : « *Des chaises, installées à la demande des avocats, se trouvent depuis deux jours en face de moi.* » Vides, naturellement.

Le président fait ensuite part au tribunal des faits reprochés aux trois prévenus du jour. Après chaque lecture, s'efforçant de maintenir une apparence de normalité, il pose la question rituelle au représentant du ministère public, Bernard Fos : « *Avez-vous des observations à formuler ?* » « *Je regrette simplement de ne pas pouvoir poser de questions au prévenu* », répond, désolé, M. Fos. La scène est presque drôle. Pour le reste, le procès semble tourner à vide, au point que dans la salle, un prévenu libre ne cache plus son ennui en bâillant ostensiblement.

PROTESTATION COLLECTIVE

Avant la levée de l'audience jusqu'à lundi, Ismaïl Debboub, l'un des trois prévenus détenus présents, demande à prendre la parole. « *Je voulais préciser que, concernant les armes retrouvées dans le pavillon que j'habitais à Villeneuve-Saint-Georges, elles n'ont en aucun cas appartenu à un autre réseau que le nôtre, à savoir celui du FIS.* » La veille, Mohamed Chalabi, présenté comme l'un des chefs du réseau démantelé, avait pris la responsabilité de l'ensemble des armes retrouvées par les policiers (*Le Monde* du 5 septembre). « *Pourquoi vous démarquer ?*, interroge le président. – *Parce que je n'ai jamais fait partie du réseau Chalabi* », lâche le prévenu.

A l'extérieur du gymnase de Fleury-Mérogis où se déroule le procès, Mes Nathalie Jaudel et Mathilde Jouanneau, au nom du collectif des avocats contestataires, ont rendu public un communiqué réclamant à nouveau « *l'arrêt de ce procès inéquitable et honteux, indigne d'un Etat démocratique* ». Dans ce texte bref, les avocats appellent « *solennellement les pouvoirs publics et les démocrates de ce pays à [les] soutenir pour faire cesser cette injustice* ». Enfin, selon nos informations, tous les avocats commis d'office dans ce procès sont convoqués, lundi matin 7 septembre, par la bâtonnière de l'ordre des avocats, Me Dominique de La Garanderie. Le texte de la convocation ne précise pas l'ordre du jour.

Acacio Pereira

Le Conseil d'Etat annule une circulaire sur l'éducation sexuelle au collège

Cet enseignement devrait cependant être assuré après une nouvelle publication du texte

LE CONSEIL D'ÉTAT a *annulé*, le 29 juillet, le paragraphe d'une circulaire de l'éducation nationale du 15 avril 1996 instituant deux heures obligatoires d'éducation à la *sexualité au collège*. Passée inaperçue au cours de l'été, cette décision a été relevée par le *Quotidien du médecin* du 3 septembre.

Saisi en juin 1996 par la Confédération nationale des associations familiales catholiques, le Conseil d'Etat n'a pas tranché sur le fond, mais a pris sa décision pour vice de forme : le texte n'avait pas été présenté devant le Conseil supérieur de l'éducation (CSE), comme le prévoit la réglementation en cas de changement de programme. Le résultat est le même : l'éducation sexuelle au collège est, pour l'heure, illégale !

Le ministère de l'éducation nationale ne s'en émeut pas outre mesure. *Ségolène Royal, ministre déléguée* à l'enseignement scolaire, a même longuement insisté, lors de la conférence de presse de rentrée, sur le « module » d'éducation à la santé d'une vingtaine d'heures mis en place cette année en classe de quatrième et qui comprendra des notions d'éducation sexuelle. La prévention contre le sida, notamment.

PARENTS : « LES MIEUX PLACÉS »

Bien que cette initiative ait été prise par son prédécesseur, Mme Royal ne l'a en rien récusée, tendant même à la renforcer. Le cabinet de la ministre indique que la circulaire invalidée sera présentée en bonne et due forme au Conseil supérieur de l'éducation le 8 octobre. Il est peu probable que le CSE, qui ne délivre, de toute façon, qu'un avis consultatif, vote contre. La circulaire relative à « *la prévention du sida en milieu scolaire et à l'éducation à la sexualité* » s'appliquera donc à bon droit. En attendant, le ministère fait le mort.

François Brégou, directeur des services de la Confédération nationale des associations familiales catholiques, indique pour sa part que, si la décision n'est pas appliquée, « *la confédération prendra conseil pour poursuivre son action* ». Mais il faudrait pour cela qu'elle soit saisie par un parent mécontent. Sur le fond, la confédération juge en effet que « *les parents sont les premiers éducateurs et qu'ils sont les mieux placés pour connaître le moment opportun dans la vie de leurs enfants pour aborder ces questions* ».

Béatrice Gurrey

DÉPÊCHES

■ *EDUCATION* : **le site de l'école Marie-Curie de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), bâtie en 1979 sur le terrain d'une ancienne usine d'extraction de radium, subsisait une « *réelle contamination* » radioactive. La ministre déléguée à l'enseignement scolaire, Ségolène Royal, l'a confirmé, vendredi 4 septembre, s'appuyant sur le rapport de l'expert Paul Genty. Mme Royal, qui inaugurait les locaux de la nouvelle école, a confirmé qu'une étude épidémiologique – la première d'une telle ampleur – portant sur l'ensemble des enfants et personnels ayant fréquenté l'école depuis sa création en 1969 serait conduite « *dans les plus brefs délais* ».**

■ **ABUS DE CONFIANCE : un notaire de Dozulé (Calvados), Me Francis Depaquit, a été mis en examen, jeudi 3 septembre à Lisieux, pour abus de confiance aggravé, abus de faiblesse, exercice illégal de la profession de banquier et faux en écriture, et placé sous contrôle judiciaire. Plusieurs irrégularités dans la comptabilité de l'étude avaient été constatées à la suite d'inspections professionnelles.**

■ **JUSTICE : magistrat à la retraite, Yves Rocca, 76 ans, ancien directeur des affaires civiles et du Sceau, ancien avocat général à la Cour de cassation, et ancien membre de l'Inspection générale des services judiciaires, devenu PDG des Faïenceries de Lunéville-Saint-Clément et Sarreguemines, a été condamné, vendredi 4 septembre, pour publicité trompeuse par la cour d'appel de Paris. Le décor et l'étiquetage de certaines de ses faïences laissait croire qu'elles étaient des produits régionaux bretons. La cour lui a infligé une peine d'amende de 12 000 francs assortie du sursis « *compte tenu des bons renseignements dont il fait l'objet* ».**

■ **TGV : la motrice d'un TGV qui assurait la liaison Arles-Paris a pris feu, vendredi 4 septembre en fin d'après-midi, près de la gare de Lyon-Satolas, sans faire aucun blessé.**

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Mme Elisabeth SCHNEIDER,
Mme Emilienne LELEU,
ses arrière-grands-mères,
M. et Mme A.C. BARDET-SCHNEIDER,
M. J. LELEU,
ses grands-parents,
Guillaume et Nadia LELEU,
ses parents
ont l'immense bonheur d'annoncer à tous ceux qui leurs sont chers la naissance, le dimanche 30 août 1998, à 2 h 35, de

Robin David Charles Auguste LELEU,

à Paris-16e, clinique Spontini.

La maman et l'ange se portent bien.

Guillaume et Nadia Leleu,
19, rue Boissière,
75116 Paris.

– Youpi !

Tom

est né,
chez
Vincent et Sabine,

le 3 septembre 1998.

Delphine en est folle !

Adoptions

Maria et Frédéric NALLET
sont heureux d'annoncer l'arrivée dans leur foyer de

Jean, Léonide, Louis,

six mois aujourd'hui.

20, rue Giner-de-los-Rios,
33800 Bordeaux.

Anniversaires de naissance

Olivier, Romain, Florian,
Eva, Thomas, Mathieu,
Martin, Lucas, Marion
souhaitent bonheur et longue vie à leur grand-mère,

Gabrielle BRUN.

– Joyeux anniversaire,

Hervé !

Alors, être en quarantaine, c'est comment ?

Signé : des bénéficiaires de ta revue de presse, qui voudraient vérifier si tu lis vraiment bien tout.

Mariages

– Paris. Bruxelles. Lille.

M. Jean-Gabriel MITTERRAND,
Mme Carole DEWAVRIN,
M. Alain OHREL
et Mme Alain OHREL,
née Isabelle DUNOYER de SEGONZAC,

font part du mariage de leurs enfants,

Alice et Mathias,

le 19 septembre 1998, à 16 h 30, en l'église Notre-Dame d'Ile-de-Bréhat (Côtes-d'Armor).

François-Régis MELLET
et
Christine BONNIN-MOREL

se sont unis dans l'intimité.

Rue Guy-de-Maupassant,
75016 Paris.
Villa Colette,
Genève (Suisse).

– Avignon. Toulon. Cavaillon.

Mme Hélène DOUINE,
Mme Simone BUGUERET,
M. et Mme Jacques-Olivier DOUINE,
sont heureux de faire part du mariage de leur petit-fils et fils,

Vivien
avec
Mlle Prisca CHAINE,

le 22 août 1998, à Verquières (Bouches-du-Rhône).

Anita BENJAMIN-DAUGY,
Jill et Richard STEVENS,
ont la joie d'annoncer le non-mariage de leurs enfants,

Mari-Aymone DJERIBI
et Dominic STEVENS,

samedi 5 septembre 1998, à 17 heures, à Kylebrack-cast Co. Galway.

Anniversaires de mariage

Maïté,

« Margravine » de la Maison Rouge,

fêtera ses quarante-cinq ans de mariage, le 7 novembre 1998, avec son époux,

Jean-François.

Décès

– M. et Mme Henri Aboulker
et leurs enfants,
M. et Mme Yvan Abitbol
et leurs enfants,
M. Jean-Baptiste Barennes
et ses enfants,
Les familles Aboulker, Ayache, Kalfon, Nathan, Sportès et Zerbib,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marcel ABOULKER,
née Edmée NATHAN,

survenu le 3 septembre 1998.

L'inhumation aura lieu le lundi 7 septembre, à 14 heures, au cimetière de Montmartre (avenue Rachel).

29, avenue Maurice-Schuman,
92200 Boulogne.

– Dominique Ceccaldi,
Fabien et Françoise Ceccaldi,
Pierre et Danielle Chveder,
ses enfants,
Juliette et Daniel, Béatrice, Lucile, Adrien, Thibaut, Agnès,
ses petits-enfants,
Michel Nalpas,
son frère,
ont la douleur de faire part du décès de

***Pierrette* CECCALDI,**
née NALPAS,

le 2 septembre 1998, en son domicile, entourée des siens.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 4 septembre 1998, en l'église Saint-Jean-le-Théologien, à Issy-les-Moulineaux.

10, impasse Marcel,
92320 Châtillon.

– Jean-Charles et Nicole Henry,
Jocelyne et Patrick Evéno,
ses enfants,
Cécile, Thomas et Chérif Henry,
Muriel et Clarisse Eveno,
ses petits-enfants,
Léa,
son arrière-petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Robert HENRY,
née Jacqueline TEBOUL,

survenu le 31 août 1998.

L'incinération aura lieu au funérarium du *Père-Lachaise, le mardi 8 septembre*, à 13 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue Stendhal,
75020 Paris.
90, *rue du* Faubourg-Saint-Martin,
75010 Paris.

– Simone Schaeffer-Deybach,
son épouse,
Michèle Deybach-Beauchamps,
Le professeur Jean-Charles Deybach,
Et le docteur Françoise Bélingard-Deybach,
Camille, Stéphanie, Martin, Guillaume et Perrine,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Beysang, Nussbaumer, Schaetzel et Debenath,
ses neveux et nièces, à Guémar (Haut-Rhin),
ont la tristesse de faire part du décès survenu le 16 août 1998, de

Eugène *DEYBACH*,

né à Bergheim, le 3 juillet 1905.

18, rue Blanche,
75009 Paris.

– Christine Lelarge,
son *épouse*,
Germain, Bérengère, Pauline,
ses enfants,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Etienne LELARGE,

survenu le 7 août 1998, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Leu-Saint-Gilles de Thiais.

13, rue des Platanes,
94320 Thiais.

– Francis Nani,
Christian Azzopardi,
José Otéro,
Les familles Lemonnier, Morin, Duchemin,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Francis LEMONNIER,

survenu le 3 septembre 1998.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le personnel du théâtre du Palais-Royal
a la tristesse de faire part du décès de son directeur,

Francis LEMONNIER,

survenu le 3 septembre 1998.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– *Nathalie, Jean-Philippe, Aurelia,*
ses enfants,
Hélène et Catherine,
ses sœurs,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Georges STROUVÉ,
diplômé de l'*Ecole Louis-Lumière*,
chef opérateur,

dans sa soixante et onzième année, le 15 août 1998.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Montparnasse, à Paris, le 19 août.

Anniversaires de décès

– 18 août 1998 - 11 eloul 5758,

Henri CALEF.

Ceux qui témoignent de leur attachement se souviennent.

– Le 6 septembre 1997,

Marie GARREL

était rappelée à Dieu.

Son époux,

Ses enfants et petits-enfants,
prient tous ceux qui l'ont aimée de s'unir à eux, par la pensée ou la prière.

Une messe sera célébrée à son intention *en l'église d'Autrans (Isère), le dimanche* 13 septembre 1998, à 11 h 30.

– Le 6 septembre 1967, disparaissait

Georges VILLE

dans un accident de voiture, dont les circonstances demeurent obscures, à 6 heures du matin, dans le désert d'Almeria, en Espagne.

Que tous ceux qui l'ont aimé pensent à lui.

Réjane Auclaire,
8, rue de Rémusat,
75016 Paris.

Conférences

« Chili, vingt-cinq ans après :
le rêve brisé de l'unité populaire »
Conférence de Pierre Kalfon, correspondant du *Monde* à Santiago au moment du coup d'Etat.
Réservation : 01-53-63-13-40.
Tarif : 50 francs.

Communications diverses

– Les anciens élèves du lycée de Pontoise années 1963-1965 – 1re – se retrouvent le samedi 26 septembre, *18 heures, plus dîner. Wanted ! Catherine* Meyer, J. Noel, Brulé, Martini, Lacombe, Cuni, Canon et les professeurs.
CTC : 01-30-35-47-88.

Projection-débat

Avant-première du film
La vie est belle,
de et avec Roberto Benigni,
Grand Prix du Jury –
du Festival de Cannes 1998,
au Centre d'Art et de Culture,
Espace Rachi,
39, rue Broca, 75005 Paris,
à 20 h 30.
Réservations : 01-42-17-10-36
01-42-17-10-38.

Un débat aura lieu après la projection.
Participeront notamment :
le professeur *Bernard* Kanovitch,
président de l'Association
Les enfants cachés,
Me Théo Klein,
Jean-Jacques Moscovitz,
psychanalyste.
Modérateur : Meïr Waintrater,
directeur de la rédaction de L'Arche.

هكذا من الأمل

Qui est Laurent-Désiré Kabila ?

AU plus fort de l'offensive rebelle, Laurent-Désiré Kabila avait quitté Kinshasa après avoir exhorté les Congolais à la résistance. Une semaine plus tard, le président de la République démocratique du Congo regagnait sa capitale, qu'il avait désertée pour son Katanga natal. L'intervention des troupes et des aviations congolaises et zimbabwéennes venait de sauver la mise à M. Kabila, qui s'empressait de s'attribuer le mérite de la victoire. Ce mélange contradictoire de bravade et de souci permanent de sa propre sécurité, d'habileté diplomatique et d'absence de sens politique n'a pas étonné les Congolais, étourdis par deux ans de mystères et d'incohérences.

Pour eux comme pour la communauté internationale, Laurent-Désiré Kabila reste une énigme : il a réussi contre toute attente à mettre à bas un régime qui avait résisté à tous les assauts pendant trente ans, mais a piteusement échoué pour redresser son pays. La République démocratique du Congo (RDC) est à nouveau déchirée par la guerre, et le géant de l'Afrique centrale s'enfonce encore un peu plus dans le marasme économique. Contrairement à ce que proclamaient les affiches de propagande gouvernementale, ce n'était pas *« l'homme qu'il fallait »* au Congo.

A la fin du mois d'octobre 1996, les Tutsis du Zaïre, soutenus par l'armée rwandaise, attaquent les camps de réfugiés hutus rwandais établis en territoire zaïrois, tout près de la frontière. Pour le Front patriotique rwandais (FPR), dirigé par des Tutsis, il s'agit de casser le lien entre l'ancienne armée rwandaise et les milices génocidaires interhamwes, d'une part, et les centaines de milliers de réfugiés hutus qui leur servent de bouclier humain et de réservoir de main-d'œuvre, d'autre part. Le Rwanda a besoin d'oripeaux zaïrois qui feraient passer cette opération pour le premier épisode d'une hypothétique guerre civile. Le chef de la rébellion ne peut être tutsi. On trouve donc un Bantou, en l'occurrence un Luba né dans le Nord-Katanga. Il ne peut être totalement inconnu. On choisit donc un ancien combattant de toutes les guerres civiles que le Congo-Zaïre a connues depuis l'indépendance. Ainsi apparaît Laurent-Désiré Kabila, petit homme de cinquante-six ans, plus cubique que sphérique, vêtu à l'ancienne mode tiers-mondiste, costume trois-poches et chapeau à larges bords, que les mobutistes présentaient alors comme la *« marionnette des Rwandais »*.

Le général Paul Kagame, vice-président rwandais et maître d'œuvre de l'offensive, se retrouve très vite dans la position de Gepetto : le pantin prend une vie propre et n'en fait plus qu'à sa tête. Là où l'on attendait un régime fantoche, qui aurait géré les deux Kivus pour le compte du Rwanda, on voit un homme qui prétend à la direction de tout le pays et qui entend renouer avec un passé lointain, celui de Patrice Lumumba, le premier ministre de l'indépendance, assassiné avec la complicité du maréchal Mobutu, et de Pierre Mulele, le chef de l'insurrection des *simbas* (« lions » en swahili) qui menaça en 1964 le pouvoir post-colonial.

Ce retour vers les années 60 se manifeste d'abord par le rejet de l'appellation Zaïre, *« une création de Mobutu »*. Le mouvement que préside Laurent-Désiré Kabila se baptise « Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo » (AFDL), et adopte un drapeau inspiré de celui choisi à l'indépendance. Sur les documents officiels de l'Alliance, on appose un cachet à l'effigie de Simba, le *Roi Lion* de Walt Disney, en souvenir des *simbas* de 1964.

Autour de Laurent-Désiré Kabila on trouve, bien sûr, des Banyamulengues, comme Deogratias Bugera, Moïse Nyarugabo ou Bizima Karaha, mais aussi un assemblage hétéroclite de familiers – Gaëtan Kakudji, son cousin, mineur de fond en Belgique avant de devenir gouverneur du Katanga, puis ministre de l'intérieur –, d'anciens maoïstes – Raphaël Ghenda, ministre de l'information, puis détenu dans les geôles de Kinshasa –, et de jeunes loups de la diaspora congolo-zaïroise aux Etats-Unis.



WIM VAN CAPPELLEN/REPORTERS/REA

Personnage contradictoire et secret, le président congolais a repoussé, grâce à ses alliés, l'offensive des rebelles tutsis. Mais son pays continue à s'enfoncer dans le marasme économique, et la tutelle de l'Angola a remplacé celle du Rwanda

LAURENT-DÉSIRÉ Kabila a réussi à les rassembler tout au long de la campagne qui va mener les troupes de l'Alliance du Kivu à Kinshasa en sept mois. Mais il ne réussit pas à les fédérer une fois le pouvoir conquis.

« Le seul homme qui ait d'authentiques qualités de dirigeant de masse me semble être Kabila (...) mais un homme qui a des qualités de dirigeant ne peut, par ce seul mérite, mener une révolution à bien. Il faut encore qu'il ait le sérieux révolutionnaire, une idéologie qui guide son action, un esprit de sacrifice qui accompagne ses objectifs. Jusqu'à maintenant, Kabila n'a pas fait la preuve qu'il possède quoi que ce soit de ce genre. Il est jeune et il peut changer, mais je tiens à laisser, dans un écrit qui verra la lumière dans bien des années, le témoignage de mes doutes très forts sur sa capacité à surmonter ses défauts. »

En 1965, Ernesto Che Guevara gagne les maquis de l'est du Congo-Kinshasa, où il rencontre le futur maître du Congo démocratique, qui opère dans le Kivu. L'incursion est brève et laisse des souvenirs amers aux Cubains qui ont accompagné Guevara, mais elle permet de constater, grâce à cette citation, que le « Che » était meilleur juge des caractères que de la maturité des situations révolutionnaires.

En 1965, Laurent-Désiré Kabila vient d'échapper à la sanglante répression qui a suivi l'écrasement de la non moins sanglante insurrection simba. Il a gagné le maquis, et réussira pendant plus d'une décennie à tenir tête aux troupes mobutistes. En 1967, il fonde le Parti révolutionnaire du peuple (PRP), une organisation de type maoïste qui règne, sur une portion du Kivu jusqu'en 1977, date à laquelle les Forces armées zaïroises détruisent ses bases, avec l'appui des Banyamulengues. Ceux-là mêmes qui porteront M. Kabila à leur tête vingt ans plus tard. Les témoignages sur cette période sont rares : quelques militants tiers-mondistes ont visité la *« zone libérée »*, dont il font une description idyllique. Mais d'autres récits parlent de la persécution de personnes accusées de sorcellerie et les témoignages – gardés secrets – de trois chercheurs américains enlevés en 1975 ne seraient guère flatteurs pour le PRP.

Après l'anéantissement du maquis, viennent vingt années d'obscurité. Kabila n'a pas abandonné l'action politico-militaire : à Rotterdam, en 1982, il témoigne contre Mobutu devant le « Tribunal permanent des peuples » et, en 1984-1985, il lance des coups de main sur Moba et Kalemie, sur les rives zaïroises du lac Tanganyka. Mais il semble surtout se consacrer aux affaires. On le voit à Dar es-Salaam, en Tanzanie, et à Kampala, en Ouganda. De nombreux témoins affirment que Laurent-Désiré Kabila achète et vend de l'or, de l'ivoire, des pierres précieuses. On lui prête des activités moins avouables. On raconte qu'il a pu s'établir confortablement en Ouganda après que le président tanzanien Julius Nyerere l'eut recommandé à l'Ougandais Yoweri Museveni. Au Katanga, certains le voient jouer un rôle trouble dans la tentative sécessionniste de 1977-1978, et des proches de Mobutu affirment l'avoir vu à Gbadolite, la ville natale du dictateur.

Sur tous ces points, Laurent-Désiré Kabila s'est toujours refusé à faire la lumière. Assiégé par les journalistes dès sa première apparition publique, le président de l'AFDL, puis de la République démocratique du Congo, se dérobe s'il s'agit d'évoquer son parcours personnel, sa famille ou ses amitiés. Pourtant, les chefs d'Etat africains ont souvent coutume d'étaler leur vie familiale, fût-elle factice, dans les médias. Les Congolais n'ont jamais exactement su qui était la mère de Joseph Kabila, fils de Laurent-Désiré et officier supérieur de la nouvelle armée congolaise. Pas plus qu'ils ne savent quel est le lien exact qui unit le président à Gaëtan Kakudji. Cette obscurité choque d'autant plus qu'elle a accompagné l'abandon de l'ascétisme des premiers temps. Alors qu'il ne régnait encore que sur une petite portion du Congo, Kabila a vite étalé sa propension pour les voitures 4 × 4 haut de gamme. Et, dans les villes conquises, au fil de la campagne, le nouveau maître s'est installé dans les *« villas présidentielles »* qu'avait fait construire Mobutu.

Au cours de la campagne militaire, son contrôle sur les événements apparaît parfois ténu. Lorsque ses troupes prennent Kisangani, elles prennent également le contrôle de gigantesques camps de réfugiés hutus rwandais. Il semble bien qu'à ce moment le FPR au pouvoir à Kigali ait décidé de massacrer massivement ces réfugiés (toujours encadrés par les milices interhamwes et les ex-Forces armées rwandaises) sans en informer Kabila. En fait, il lui faut attendre la prise de Lubumbashi, la capitale du Shaba – auquel il s'empresse de redonner son ancien nom de Katanga – pour que Laurent-Désiré Kabila esquisse une stratégie d'exercice du pouvoir.

Revenu dans sa région d'origine, il conclut des contrats miniers avec des investisseurs américains, prend contact avec l'Angola et met un peu de distance, au moins géographique, entre lui et ses parrains rwandais et ougandais. Parallèlement, son clan familial prend de l'importance. Son fils Joseph commande, nominalement au moins, les forces basées à Kisangani. Gaëtan Kakudji est nommé gouverneur de la riche province. Face à une population électrisée, il intervient en public pour empêcher un pogrom contre les commerçants *« grecs »* (en fait souvent libanais ou portugais).

Une fois passée l'euphorie provoquée par la chute de Kinshasa et le départ de Mobutu Sese Seko, les Congolais découvrent les mauvais côtés du « kabilisme » : les opposants sont non seulement arrêtés, mais humiliés, comme Arthur Z'ahidi Ngoma, et surtout Etienne Tshisekedi, le vieux dirigeant qui, malgré ses erreurs, a gardé le respect des Kinois.

Relégué dans son Kasaï natal, vilipendé, il fait vite figure de martyr, d'autant que la situation matérielle du pays ne s'améliore guère. Si les manifestations les plus flagrantes de la corruption et de la gabegie s'estompent, l'instransigeance de Kabila entraîne la rupture avec tous les bailleurs de fonds. Les entrepreneurs congolais déchantent vite, qui doivent faire face à une administration un peu moins vénale mais encore plus ubuesque, qui entrave la moindre initiative.

CET isolement politique et économique est aussi diplomatique. Laurent-Désiré Kabila multiplie bourdes et provocations. Il insulte Arthur Z'ahidi Ngoma lors d'une conférence de presse commune avec la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright. Alors que le président égyptien Hosni Moubarak l'attend sur le tarmac de l'aéroport du Caire, l'appareil de M. Kabila ne se pose même pas. Et lorsque le président congolais invite ses voisins et anciens alliés à célébrer le premier anniversaire de sa victoire, le 19 mai 1998, ils ne sont que deux chefs d'Etat à répondre à l'invitation, Robert Mugabe, du Zimbabwe, et Ange-Félix Patassé, de la République centrafricaine. Rwandais et Ougandais ont préféré rester chez eux.

L'humiliation ne reste pas sans effet : la plupart des collaborateurs liés au Rwanda sont écartés des postes de responsabilité, et Kabila tente de se rapprocher d'Etienne Tshisekedi, dont il lève la relégation. Cette *« congolisation »* de la politique de M. Kabila arrive à son terme logique lorsqu'il renvoie chez eux les soldats rwandais le 27 juillet. Mais Kigali ne peut accepter cette mesure. Dans les deux Kivus, les extrémistes hutus sont plus actifs que jamais, s'approchant parfois même de la capitale rwandaise.

« Il est jeune et il peut changer, mais je tiens à laisser, dans un écrit qui verra la lumière dans bien des années, le témoignage de mes doutes très forts sur sa capacité à surmonter ses défauts »

Ernesto Che Guevara en 1965

M. Kabila a failli à sa tâche, il faut tout recommencer. Le 2 août, la rébellion prend Goma et se cherche une figure de proue congolaise. Laurent-Désiré Kabila paraît perdu, et certains vont jusqu'à le confondre avec un Mobutu agonisant.

Mais le vieux *guérillero* n'a pas joui assez longtemps du pouvoir pour l'abandonner sans combattre. Incapable de faire face militairement, il déploie toute son habileté sur le plan diplomatique, obtenant l'intervention militaire du Zimbabwe, puis de l'Angola. Aujourd'hui, Laurent-Désiré Kabila est redevenu le maître de Kinshasa, en apparence tout au moins. Mais il a échangé la tutelle rwandaise contre l'angolaise. On ne sait pour qui, du tuteur ou du pupille, la charge sera le plus pénible.

Thomas Sotinel

'é Kabila ?

Au risque de déplaire

par Robert Solé

LE MONDE n'est pas parfait, et ne l'a jamais été. Mais, depuis les origines, son ambition, pour ne pas dire sa vocation, est de tendre vers l'excellence. Ce mot un peu prétentieux recouvre en réalité des exigences assez simples : informer de la manière la plus précise, la plus complète et la plus claire possible ; ne pas mélanger les faits et le commentaire ; privilégier ce qui est important ou significatif ; respecter les personnes et observer les règles déontologiques.


LE MÉDIATEUR

Chaque fois que le journal s'écarte de cette ligne de conduite – par négligence, par précipitation, par facilité ou par passion –, il porte atteinte à son image, quitte à le payer plus tard. Et, dans l'immédiat, il ne manque pas de s'attirer une volée de bois vert de la part de lecteurs légitimement indignés.

Depuis 1994, un médiateur, nommé par la direction, veille au respect des règles que *Le Monde* s'est lui-même fixées. La fonction, qui était une « première » dans la presse française, a été occupée successivement par André Laurens et Thomas Ferenczi, avec une élégance et une indépendance d'esprit que tout le monde a pu apprécier. J'ai le redoutable privilège d'en être le troisième titulaire.

« Redoutable » n'est pas une coquetterie. Chacun sait ou devine les écueils de cette fonction, qui reste mal comprise, sans doute parce qu'elle présente plusieurs facettes. Essayons de la définir.

Le médiateur est une sorte d'inspecteur des travaux finis, exerçant ce qu'on appellerait ailleurs un « contrôle de qualité ». Il le fait soit de sa propre initiative, soit en s'appuyant sur les réactions des lecteurs, dont il est l'interlocuteur privilégié. Son souci devrait être de favoriser un dialogue entre ceux qui font le journal et ceux qui le lisent. Il dispose pour cela de deux outils : le courrier des lecteurs et sa propre chronique.

Le courrier n'est pas forcément représentatif du lectorat : beaucoup d'abonnés et d'acheteurs du *Monde* n'ont jamais écrit à leur journal. Mais c'est un apport très précieux, fournissant des réactions, des rectificatifs, des compléments d'information, des témoignages ou des suggestions. Seule une toute petite partie des lettres reçues peut être publiée. Il faut choisir – et ce n'est pas facile – en veillant à la diversité des opinions.

Le médiateur peut s'exprimer à sa guise dans la page Analyses du samedi (journal daté dimanche-lundi). Cet article est le seul du journal qui ne soit pas soumis à relecture. Thomas Ferenczi lui avait donné une parfaite régularité et une longueur invariable. Je n'envisage pas, pour ma part, d'intervenir chaque semaine sous la même forme. Plus souple, la chronique dépendra de l'actualité et de l'importance des sujets traités.

Rappelons que le médiateur n'a pas à se prononcer sur l'architecture du journal (ce qu'on appelle « *la formule* »), ni sur les prises de position éditoriales de la rédaction. Il peut, en revanche, donner son avis sur les choix rédactionnels, le contenu ou la présentation des articles, la justesse des titres, la pertinence de l'argumentation, la place faite aux diverses opinions, la diversité des signatures extérieures... Il peut également proposer des réflexions plus générales sur l'exercice quotidien du journalisme. Sa chronique n'engage que lui, mais elle suppose un minimum d'assentiment et de confiance, tant de la part des lecteurs que de la rédaction.

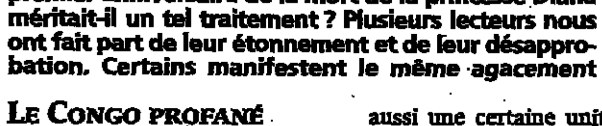
Les journalistes travaillent dans l'urgence. Ils sont naturellement très sensibles à des critiques formulées à froid et étalées sur la place publique. Quant aux lecteurs, ils ignorent parfois les contraintes du quotidien et s'étonnent de ne pas voir leurs réactions immédiatement publiées. De là à accuser le médiateur (l'*ombudsman*, comme disent nos confrères anglo-saxons) d'être un alibi au service de la direction...

Précisons. Le médiateur n'est pas le porte-parole des journalistes, même s'il lui arrive d'expliquer, voire de justifier, leur travail. Il n'est pas non plus le porte-voix des lecteurs, même s'il relaie souvent leurs protestations. Dans les deux cas, il risque de déplaire, mais qu'importe : l'objectif est de défendre la qualité d'un journal qu'on aime et de contribuer à l'améliorer.

Un salarié du *Monde* est-il bien placé pour occuper cette fonction ? Non, si l'on part du principe que le médiateur doit être insensible à toute pression, totalement indépendant et parfaitement objectif. Cet oiseau rare, s'il existe, ne peut se trouver qu'à l'extérieur de l'entreprise. Un jour prochain, peut-être...

En attendant, la formule adoptée présente au moins un avantage : celui de pouvoir observer les choses de l'intérieur, en connaissance de cause. Vivant au sein du journal, après y avoir longtemps travaillé, le médiateur en connaît le fonctionnement. Il peut enquêter sur une erreur et en tirer des enseignements. A défaut d'être neutre, rien ne lui interdit d'être honnête.

AU COURRIER DU MONDE



Une photo en première page et en couleurs... Le premier anniversaire de la mort de la princesse Diana méritait-il un tel traitement ? Plusieurs lecteurs nous ont fait part de leur étonnement et de leur désapprobation. Certains manifestent le même agacement devant la place accordée aux aventures judiciaires du président Clinton. Egalement dans le courrier, parmi de nombreuses réactions à des sujets d'actualité : un témoignage sur la guerre civile au Congo et une critique du mode de notation des hôpitaux français.

LE CONGO PROFANÉ

Mon ami Vianey était tutsi. Il avait trente-sept ans. Il a vécu toute sa vie à Kin, il était congolais, forcément, de naissance. Qu'aurait-il été d'autre ? Cette semaine, il a été lynché par la foule. Il est mort. Lapidé, battu, brûlé par ses concitoyens, par les habitants de sa ville, par les gens parmi lesquels il vivait paisiblement depuis trente-sept ans.

Son frère, Olivier, a, lui, été arrêté puis emmené au camp Kokolo. Il n'y est plus aujourd'hui. Il est probablement mort lui aussi, exécuté par l'armée de Kabila. Ils ont été des milliers de Tutsis, civils, à se faire tuer sauvagement ces derniers jours à Kin-la-belle. (...)

Quel que soit le contexte politique en Afrique centrale, quelles que puissent être les circonstances qui ont amené les Tutsis à se rebeller, et même si leurs actes sont loin d'avoir tous été propres, rien ne peut justifier qu'un gouvernement légitime et reconnu sur la scène internationale puisse ainsi appeler ouvertement la majorité de sa population à en massacrer une de ses composantes. (...) Kabila n'a pas trahi que ses anciens alliés. C'est la vision de Lumumba, d'un Congo uni et fort, qu'il a profanée. C'est aussi une certaine unité de vue africaine qui se désagrège aujourd'hui suite à son aveuglement tribal (...)

J'ose espérer que plus jamais nos démocraties ne traiteront avec ce gouvernement d'assassins. J'ose espérer que cette attitude sera celle de toute la communauté internationale.

Damien Gautier
Bruxelles

ENCORE DIANA ?

La « une » et trois pleines pages sur Diana, je trouve que cela fait beaucoup.

Je suis toujours quotidiennement en votre compagnie en qualité de lecteur assidu, mais je ne parviens pas à comprendre pourquoi vous faites de telles concessions à une actualité de cette nature. Ce n'est pas la première fois que je le regrette comme je regrette aussi l'adoption de titres où le souci de la promotion des ventes semble aller avant celui du maintien d'un certain style journalistique désintéressé auquel des lecteurs – c'est mon cas – sont extrêmement attachés.

Montrez l'exemple ! A la « une » du *Monde* daté 30-31 août, vous « revenez » – dites-vous – « *sur un fait divers universel par l'émotion qu'il suscita* ». Mais qui a généré, amplifié et entretenu cette émotion fondée sur la sensiblerie humaine qui règne sur la planète ? Qui l'exploite commercialement ? Et aujourd'hui, qui cherche à doter cette émotion d'un statut quasi religieux, qui va permettre aux affairistes en tout genre – certains médias sont les premiers intéressés – de maintenir et de développer le filon aussi longtemps que possible ?

Comment ? En en parlant souvent. En y « revenant »...

Jean Grosset-Granche
Montrouge (Hauts-de-Seine)

DES HÔPITAUX MAL NOTÉS

Le dossier publié par la revue *Sciences et Avenir* (*Le Monde* du 2 septembre) est tout à fait digne d'intérêt et ne manquera pas d'intéresser les lecteurs. Cependant l'analyse réalisée souffre de faiblesses méthodologiques qui mettent totalement en cause la validité des résultats présentés.

L'activité des services de chirurgie et l'indice de mortalité correspondent à des données objectives tout à fait intéressantes. Cependant l'appréciation de la notoriété par le pourcentage de patients domiciliés dans un autre département est contestable. Un hôpital situé au centre d'un département n'est pas logé à la même enseigne qu'un autre, frontalier d'un autre département. De plus, dans une grande ville où la densité d'habitants est forte, l'attraction peut exister d'un arrondissement à l'autre mais être masquée par l'analyse par département.

Mais on doit surtout souligner une faiblesse méthodologique majeure qui met en cause la validité des différents palmarès publiés dans cet article. La note sur vingt attribuée à chaque hôpital pour une spécialité chirurgicale donnée résulte de la prise en compte simultanée des trois valeurs d'activité, mortalité et notoriété en introduisant des coefficients de pondération. Il s'agit d'une mesure ad hoc de la qualité des soins créée ex nihilo pour cette étude et qui n'a jamais été validée. Or il existe des méthodes de construction et de validation de telles « notes » qu'il ne faut jamais ignorer avant de se lancer dans une telle étude. D'autres pondérations conduiraient à des résultats totalement différents.

Professeur Alain Venot
Paris

L'ordinateur s'installe dans les foyers français

Suite de la première page

En France, l'écroulement des prix se produit surtout cette année, même s'il ne faut pas trop prendre en compte les promotions de la rentrée scolaire qui ne concernent que quelques dizaines de milliers de machines vendues, en août et septembre, à 3 990 F. En fait, l'ensemble des modèles, jusqu'aux plus puissants, subit une érosion comparable. D'ici à Noël, on peut prévoir que le haut de gamme ne dépassera pas les 10 000 F, tandis que pour 6 000 F les familles pourront acquérir un véritable ordinateur multimédia communicant. Soit des tarifs deux fois inférieurs à ceux de Noël 1997 pour des performances au moins deux fois supérieures...

La puissance des machines va continuer à progresser à ce rythme impressionnant. Néanmoins, les prix ne pourront subir longtemps des baisses aussi vertigineuses. D'ici à l'an 2000, on peut imaginer que le bas de gamme ne coûtera plus que 2 000 à 3 000 F. Le seuil symbolique des 500 dollars (environ 2 900 F), qui semblait hors de portée en 1995, serait ainsi franchi. Quant au haut de gamme, il devra puiser dans de subtils raffinements tels que les écrans plats pour se maintenir au-dessus de 10 000 F. A la fin du siècle, il est probable qu'une machine capable de répondre largement à tous les besoins de la famille en matière d'éducation, de communication, de jeux multimédias et, même, de travail à domicile, ne dépassera pas les 5 000 F.

L'informatique personnelle s'affranchit ainsi rapidement de la barrière financière qui la réservait aux plus fortunés. Reste la complexité. Même s'ils ne coûtent pas plus cher qu'un téléviseur ou un four haut de gamme, les ordinateurs sont encore loin d'être aussi simples à utiliser. Dans ce domaine également, les constructeurs réalisent des progrès sensibles. Les familles sont privées de ces techniciens qui, dans les entreprises, accourent à la moindre panne ou difficulté des utilisateurs. Vendus en grandes surfaces avec des marges bénéficiaires de plus en plus réduites, les ordinateurs ne peuvent continuer à générer des recours massifs à une coûteuse et impopulaire assistance téléphonique (hot line). Certains hypermarchés commencent à offrir gratuitement une maintenance « sur site » d'un an. En cas de panne, c'est le technicien qui vient réparer l'ordinateur au domicile de l'utilisateur. Une telle garantie démontre que la confiance dans la fiabilité des machines augmente nettement.

De nouvelles technologies simplifient également l'utilisation quotidienne. La technique de connexion baptisée USB permet de brancher des périphériques sur l'ordinateur aussi simplement que sur une chaîne hi-fi. Les systèmes d'exploitation tels que Windows 98 ou Mac OS 8 dans le monde Apple, s'ils prennent de l'embonpoint, apportent une aide véritable pour des opérations telles que la connexion sur Internet, particulièrement délicate hier encore.

FUITE EN AVANT TECHNOLOGIQUE

L'accès au réseau télématique mondial devient, justement, l'une des motivations majeures d'acquisition d'un ordinateur familial. L'engagement de la France dans le développement de ce réseau, officiellement pris lors des déclarations du premier ministre Lionel Jospin, il y a tout juste un an, porte ses fruits. Plus personne, en France, ne doute de l'avenir d'Internet et le débat avec le Minitel est clos.

Les obstacles à une très large démocratisation de l'informatique familiale ne sont pas, pour autant, tous levés. Les fabricants de microprocesseurs et d'ordinateurs sont engagés dans une concurrence acharnée qui se traduit pas une fuite en avant technologique ne laissant pas le moindre répit aux consommateurs. Ces derniers hésitent encore souvent devant un investissement important qui risque d'être dépassé au bout de quelques mois tandis que les prix ne cessent de baisser. En offrant des machines de plus en plus performantes, les fabricants d'ordinateurs pourraient dépasser rapidement le seuil de « puissance utile » pour l'utilisateur moyen.

Côté contenu, l'univers des CD-ROM réserve encore quelques surprises, des surprises d'autant plus désagréables que le prix des nouveautés ne suit pas la baisse du prix du matériel. Internet souffre lui-même d'une forte instabilité technologique et du faible débit des communications téléphoniques qui limite les développements multimédias sur la Toile. Câble et satellites tardent à prendre le relais. De telles réserves ne remettent pas en cause le cap qui a été franchi. L'ordinateur est entré dans la panoplie de l'équipement ordinaire de la maison. Nul doute qu'il finisse par perdre rapidement les derniers stigmates de ses origines « bureauticiennes ».

Michel Alberganti

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Après Airbus, Ariane

DIX-HUIT ANS après le lancement de la première fusée Ariane, la société Arianespace, chargée de commercialiser le lanceur européen, va devenir majeure. Même si des entreprises européennes, en particulier allemandes et italiennes, font partie du tour de table d'Arianespace, la majorité de son capital est, jusqu'à présent, détenue par la France. A travers le Centre national d'études spatiales (CNES) et les groupes publics Aerospatiale et SEP (ex-Société européenne de propulsion), l'Etat possède même 47,76 % du capital.

Cette structure a, jusqu'à ce jour, parfaitement fonctionné. Ayant mis sur orbite près de cent quarante satellites, Arianespace est devenue le leader mondial des lanceurs. Après l'ère des pionniers et de la coopération, débute logiquement celle des industriels, des capitaux privés et de la compétition avec les Américains, les Chinois et les Russes. Le succès du lancement d'Ariane-5, le 30 octobre 1997, permet aux Européens de conserver toutes leurs chances dans cette bataille.

Arianespace, qui emploie aujourd'hui à peine trois cents personnes, doit à la fois disposer de moyens financiers supplémentaires et être en mesure d'imposer à ses fournisseurs d'importants gains de productivité. Dans les mois à venir, le gouvernement français devra décider à qui il cède une partie de sa participation. Aerospatiale, qui va être arrimée au groupe privé Lagardère, est naturellement candidate. Mais l'italien Fiat et l'allemand Daimler-Benz Aerospace (DASA) revendiquent aussi un rôle plus important. On imagine mal le gouvernement ne pas envisager l'avenir d'Arianespace dans un cadre plus résolument européen.

Alors que se prépare la transformation d'Airbus en société anonyme, le succès d'Arianespace rappelle aux Européens et au reste du monde que le Vieux Continent dispose, dans certains secteurs stratégiques, d'un réel savoir-faire. Les libéraux qui ne jurent que par les lois du marché peuvent aussi méditer la leçon : partout dans le monde, l'aventure spatiale est née de la volonté des pouvoirs politiques, et la suprématie européenne n'a été possible que parce que douze pays ont décidé de collaborer dans ce secteur-clé.

Devant l'université d'été du Parti socialiste, Lionel Jospin indiquait, dimanche 30 août : « *Chaque fois que des alliances industrielles se sont révélées indispensables – en particulier à l'échelle européenne –, nous les avons rendues possibles. Et quand elles ont nécessité des ouvertures du capital, voire des privatisations (...), nous les avons consenties. Parce que la fin est plus décisive que le moyen.* » La cession d'une partie de la participation du CNES à des industriels, très vraisemblablement privés, illustrera ces propos. Après avoir récemment pris les décisions indispensables pour que la France ne soit pas isolée dans la restructuration de la défense européenne, le gouvernement français s'apprête à organiser l'Europe de l'espace du siècle prochain.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (Editoriaux et analyses) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

La course cycliste la plus longue du monde

L'ARRIVÉE de la course cycliste la plus longue du monde, Paris-Brest-Paris (1 182 kilomètres), a été remportée au sprint ! Et qui plus est le vainqueur, le Belge Hendrickx, en 41 h 36 min 42 s, a battu le record de l'épreuve détenu par Opperman (1931), de 47 h 46 min.

Mais c'est sans doute à Benoît Faure, le vétéran presque quinquagénaire, que l'on doit d'avoir assisté à une course aussi disputée. Après son échappée solitaire de l'aller, il était rejoint juste avant l'arrivée à Brest par le groupe qui s'était détaché du peloton. La tempête et la pluie contre lesquelles il a été obligé de lutter seul furent ses vainqueurs, et, la fatigue se faisant ressentir, il abandonnait au passage à Morlaix (retour). Grâce à lui, la course avait pris l'allure des batailles qui sont propres aux grandes classiques.

A 100 kilomètres du Parc des Princes, Tacca, Fazio, Neuville, Hendrickx se préparent à l'attaque finale. Les efforts de Tacca pour décoller dans la côte de Pontchartrain restent vains. Il devra plus tard les payer ; une crevaison dans la côte de Picardie lui enlèvera définitivement toutes ses chances. Et à l'arrivée au Parc des Princes (2 min 20 s après le premier), il s'évanouira et mettra dix minutes avant de reprendre connaissance.

C'est Neuville (Belge) qui fonça dans la descente de Picardie, Hendrickx prit sa roue. Et, s'il eut l'air de peiner pour suivre le leader, il eut assez de ressources finalement pour le battre au sprint d'une demi-longueur. La moyenne de la course a été surprenante : 28 km 405 à l'heure. Mais le vent, qui avait fait des ravages à l'aller, poussait les coureurs au retour...

(7 septembre 1948.)

L'ultime combat de Salvador Allende

Il y a vingt-cinq ans, le général Augusto Pinochet lançait ses troupes à l'assaut du palais présidentiel, au cœur de Santiago du Chili. Portée à la tête du pays trois ans plus tôt, l'Unité populaire s'était aussitôt heurtée à l'hostilité de l'armée, de la droite et de la CIA

LE 11 septembre 1973, à Santiago, dans le palais présidentiel de la Moneda en flammes, cerné par les tanks, bombardé par l'aviation, le chef de l'Etat, Salvador Allende, livre combat, seul avec une poignée de fidèles. Le général Augusto Pinochet l'a trahi. Les Forces armées l'ont lâché. Allende comprend que sa minute de vérité est arrivée. Au terme de six heures et demie de résistance dans le palais, le président chilien demande à ses collaborateurs de se rendre. Et choisit alors de s'immoler de façon exemplaire.

Le compte à rebours avait commencé, de fait, trois ans plus tôt, dès l'annonce du résultat de l'élection présidentielle du 4 septembre 1970. Ce soir-là, le sénateur Salvador Allende, candidat de l'UP, l'*Unité populaire*, coalition des partis de gauche, arrive en tête avec une courte majorité (36,3 %). C'est un coup de tonnerre dans le paysage politique chilien. Divine surprise et liesse populaire à gauche ; consternation rageuse à droite (Jorge Alessandri : 35 %) ; sentiments mêlés chez le troisième partenaire, la démocratie chrétienne, jusque-là au pouvoir, victime de son populisme hésitant (Radomiro Tornic : 27,8 %).

Cette victoire électorale d'un socialiste ne dissimulant pas ses convictions marxistes (ni sa philosophie franc-maçonne) était déjà une révolution dans la révolution. Onze ans après l'entrée triomphale des *barbudos* de Fidel Castro à La Havane, elle démontrait que la voie armée, à la cubaine, n'était pas la seule méthode pour accéder au pouvoir. Che Guevara, archétype du guérillero, l'avait admis, dédicaçant un jour son livre fétiche, *La Guerre de guérilla*, « *à Salvador Allende, qui essaye d'obtenir la même chose par d'autres moyens* ». Cette fois, le bulletin de vote, « autre moyen », semblait l'avoir emporté sur le fusil. Marx n'avait pas prévu ce cas inédit.

Par son pacifisme même, ce modèle paraissait plus dangereux aux yeux des Etats-Unis. Dans leur « *chasse gardée* » de l'Amérique latine, un président marxiste, vainqueur à la loyale d'élections honnêtes, était un exemple déplorable pouvant faire des émules. A éviter à tout prix. A Washington, le président Nixon avait convoqué Edward Korry, son ambassadeur à Santiago, pour lui expliquer, frappant du poing, qu'il fallait écraser à tout prix et au plus vite « *this son of a bitch* » (« *ce fils de pute* »). A Chicago, Henry Kissinger, conseiller écouté, déclarait, alarmiste, qu'Allende allait provoquer « *l'installation d'un régime communiste au Chili* », et que « *l'Argentine, le Pérou et la Bolivie pourraient suivre cet exemple* ».



La dernière photo de Salvador Allende, peu avant sa mort, dans le palais de la Moneda, le 11 septembre 1973, à Santiago du Chili. NEW YORK TIMES

Comme la Constitution chilienne exige que, dans un délai de cinquante jours, les deux Chambres confirment l'élection du candidat le mieux placé s'il n'a pas de majorité absolue, une course contre la montre s'était alors engagée pour empêcher Allende de parvenir à la présidence. La puissante multinationale ITT (International Telephone and Telegraph), régnant sur la téléphonie chilienne, avait contribué en 1964 à financer la campagne d'Eduardo Frei, le président démocrate-chrétien sortant. Elle proposa 1 million de dollars pour barrer la route au socialiste. Mais, vu l'importance de l'enjeu, Nixon avait déjà dégagé à cet effet 10 millions de dollars de fonds spéciaux.

A Washington, le président Nixon convoqua Edward Korry, son ambassadeur à Santiago, pour lui expliquer qu'il fallait écraser à tout prix et au plus vite « ce fils de pute »

Il n'en fallut pas tant à deux généraux chiliens (Valenzuela et Viaux), manipulés par l'attaché militaire américain, Paul Wimert, agent de la CIA, ni aux hommes du mouvement d'extrême droite Patrie et liberté, nouvellement créé. Moyennant 50 000 dollars, trois mitraillettes non immatriculées arrivées par la valise diplomatique de l'ambassade des Etats-Unis et quelques bombes lacrymogènes, ils avaient tenté, le 22 octobre 1970, de kidnapper le général Schneider, à l'époque commandant en chef de l'armée, hostile à un éventuel putsch. L'opération avait raté, blessant à mort ledit général. Les forces armées avaient serré les rangs, et la démocratie chrétienne s'était résolue à pactiser avec Allende, lequel, dûment investi par le Congrès selon l'usage, avait pu s'installer à la Moneda le 4 novembre 1970.

Depuis lors, trois années folles s'étaient écoulées, passionnantes et dramatiques, intensément politisées, marquées par l'espoir énorme des uns d'obtenir plus de justice sociale, la volonté des autres de ne rien perdre de leurs privilèges. Manifestations et contre-manifestations bruyantes, parfois impressionnantes, s'étaient emparées de la rue. Allende avait su faire montre d'une habileté manœuvrière remarquable. Le bourgeois débonnaire à l'allure de père tranquille s'était comporté avec sang-froid et détermination pour déjouer mille embûches sur les plans national et international. Car la stratégie de déstabilisation à tout va des Etats-Unis fut appliquée sans répit, relayée par la droite chilienne, à laquelle s'était bientôt ralliée une Démocratie-chrétienne au début hésitante.

C'est que, même sans sortir de la légalité, le « passage au socialisme » entrepris par le gouvernement de l'Unité populaire avait très vite heurté les intérêts de la bourgeoisie rurale et industrielle, effrayant les possédants en général et faisant fuir les capitaux. L'accélération et la radicalisation de la réforme agraire amorcée par le gouvernement précédent avaient incité les propriétaires terriens à démanteler leurs domaines, à faire passer leurs troupeaux en Argentine, de l'autre côté de la cordillère, à former bientôt des « gardes blanches » pour s'opposer aux expropriations.

D'autre part, la prise de contrôle par l'Etat de la banque, du crédit, des grandes usines textiles, du téléphone et surtout des abondantes richesses minières, source essentielle de devises, avait hérissé aussi bien la bourgeoisie financière que les grandes compagnies états-uniennes très implantées dans le pays. Quand, de surcroît, la nationalisation du cuivre, votée à l'unanimité au Parlement, s'était accompagnée d'arguments juridiques inédits pour réduire à néant toute indemnisation du fait de « bénéfices excessifs » accumulés, les Etats-Unis n'avaient plus dissimulé leur hostilité.

La première année de gouvernement avait été pourtant assez euphorique. Fort de l'adhésion enthousiaste du petit peuple des villes et des campagnes, qui, avec l'Unité populaire, voyait s'éloigner le chômage et augmenter son niveau de vie, Allende aurait pu gagner son pari si la relance de la consommation, liée à la hausse des salaires, s'était accompagnée d'une reprise soutenue de la production. Ce ne fut pas le cas. Au contraire, la pression de la demande provoqua une hausse des prix et la nécessité d'importer produits alimentaires et matières premières pour l'industrie. Or la situation financière était critique, non seulement en raison d'une dette extérieure gigantesque, fort ancienne, mais aussi parce que les crédits habituels vinrent à manquer : fuite des capitaux, blocus des organismes financiers internationaux influencés par les Etats-Unis, manipulation à la baisse du prix du cuivre, refus de livraison de pièces de rechange, etc. « *Nous sommes un Vietnam silencieux* », dira Allende aux Nations unies.

Dès le début, la marge de manœuvre du président socialiste fut des plus étroites. Il ne disposait ni du pouvoir législatif (la gauche était minoritaire au Parlement) ni du pouvoir judiciaire (les tribunaux donneront systématiquement raison aux tenants de l'opposition), encore moins du pouvoir militaire : quand, malgré sa réputation de non-ingérence dans la politique, l'armée manifestera quelque mauvaise humeur, Allende ne pourra qu'alterner sourires et froncements de sourcils face aux généraux.

En recourant à la planche à billets, le Chili était devenu malade d'une inflation galopante qui avait déséquilibré tout le système économique et bouleversé la vie quotidienne, aiguisant une véritable lutte de classe. Revendications salariales chez les plus démunis, en dépit de leur sympathie envers le gouvernement, et, du côté des professions libérales et des commerçants, grèves, marché noir, corruption, spéculations sur le dollar et sabotage délibéré...

En octobre 1972, la droite avait tenté de renverser le gouvernement en appuyant et en finançant une grève de camionneurs qui avait paralysé un pays longiligne, sans réseau ferroviaire véritable, coincé entre la cordillère des Andes et l'océan Pacifique et n'utilisant que l'artère vitale de la route.

Débordé sur sa droite, Allende devait aussi se garder à gauche. En effet, la coalition d'Unité populaire s'était partagée assez tôt entre deux courants. Communistes et radicaux voulaient d'abord consolider, élargir la base électorale en ralliant petite et moyenne bourgeoisie, tandis que, moins temporisateurs, socialistes et extrême gauche, aiguillonnés par le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), entendaient « *avancer sans transiger* », réclamant un « *pouvoir populaire* » et condamnant la pusillanimité des réformistes et leur crainte d'un affrontement jugé inévitable.

QUAND, après le score remarquable de l'Unité populaire aux législatives de mars 1973 (43,4 %), l'opposition dut renoncer à l'espoir de destituer légalement le président faute d'avoir les deux tiers requis à la Chambre, les événements se précipitèrent. Le 29 juin 1973, l'équipée sauvage d'un régiment de blindés contre la Moneda n'était encore qu'un galop d'essai, qui tourna court. Mais, l'inflation et la pénurie s'étant encore aggravées, la presse d'opposition, largement majoritaire, s'était plus que jamais déchaînée, affolant l'opinion. Le très conservateur *El Mercurio*, puissant porte-parole de la bourgeoisie chilienne, avait encore durci sa campagne systématique contre le président (on apprendra plus tard que, pour les seules années 1971 et 1972, ce journal reçut la modique somme de 1 665 000 dollars des services des Etats-Unis).

En juillet 1973, une grève partielle des mineurs du cuivre, « *aristocrates de la classe ouvrière* », s'était à peine terminée qu'à nouveau les camionneurs prenaient le relais. Peu à peu, la vie économique s'était trouvée bloquée. En votant enfin, le 23 août, une motion déclarant « *illégitime* » le gouvernement dans son entier, les députés offraient aux militaires putschistes le prétexte idéal pour intervenir. Dès le lendemain, le fidèle général Carlos Prats, abandonné par ses pairs, démissionnait, remplacé à la tête de l'armée par son adjoint, un certain Augusto Pinochet...

Allende avait décidé alors de jouer son va-tout : demander au peuple de trancher en se prononçant sur un référendum ayant valeur de plébiscite sur la question essentielle des trois secteurs de l'économie (social, mixte et privé). De ce projet ultra-secret, il s'était ouvert au général Pinochet, lequel lui avait conseillé d'en repousser l'annonce au 12 septembre. Dès lors, le calendrier s'imposait pour que, le 11 septembre 1973, éclatât le *golpe*, le coup d'Etat, un traumatisme dont le Chili ne s'est pas encore remis...

Pierre Kalfon

★ Pierre Kalfon, ancien correspondant du « *Monde* » au Chili, vient de publier « Allende (1970-1973) » (Ed. Atlantica). Il est avec Patricio Henriquez le scénariste du film de télévision *Le Dernier Combat de Salvador Allende*, que France 3 diffusera vendredi 11 septembre, à 23 h 40, lors de l'émission « Les Dossiers de l'Histoire ».

« Mission accomplie. Moneda occupée. Président mort »

APRÈS enquête, il est possible aujourd'hui de reconstituer le film de cette journée cruciale du mardi 11 septembre 1973, où Allende a livré son dernier combat.

6 h 40. Le président est réveillé par l'annonce qu'à Valparaiso la marine s'est soulevée, occupant la ville et marchant sur Santiago.

7 h 23. Allende rejoint d'urgence le palais de la Moneda. Tout semble calme. Il fait encore frais en ce matin brumeux du printemps austral.

7 h 55. Allende décide d'informer l'opinion. Trois téléphones branchés sur trois radios de gauche sont à portée de main, prêts à servir : « *Un secteur de la marine se serait soulevé à Valparaiso, contre le gouvernement légitime...* » Ce sera la première des cinq allocutions qu'il aura le temps de faire ce matin-là, avant que les radios ne soient réduites au silence.

8 h 30. Le mystère est levé. Pinochet a trahi. Il est le premier signataire du communiqué qu'une « Junte militaire » (terre, air, mer et carabiniers) fait diffuser sur toutes les radios, proclamant que sa « *mission historique* » est de libérer la patrie du « *joug marxiste* ».

8 h 45. Troisième allocution présidentielle : « *Camarades, la situation est critique...* »

8 h 55. Les carabiniers chargés de défendre la Moneda abandonnent le palais.

9 heures. Allende réunit ses trois aides de camp militaires – celui de l'armée de l'air lui transmet la proposition de quitter le pays dans un avion militaire. Allende pointe alors sa mitraillette sous son menton. « *Plutôt mourir ainsi* », répond-il.

9 h 10. Allende envoie un dernier message aux « *travailleurs de ma patrie* » sur Radio Magallanes (communiste), seule station qui ne soit pas encore muselée : « *Allez de l'avant en sachant que, beaucoup plus tôt que tard, vous ouvrirez de nouveau les grandes avenues, par où passe l'homme libre pour construire une société meilleure.* »

9 h 30. Coiffé d'un casque militaire, la mitraillette à l'épaule, le président organise lui-même la défense du palais. Il permet à ses aides de camp de se retirer et prie ceux de ses collaborateurs qui ignorent le maniement des armes de partir. La plupart restent.

10 heures. La canonnade commence. Les tanks postés face à la Moneda tirent, faisant frémir les épaisses murailles du vieux bâtiment. A plat ventre, au bord d'une fenêtre du premier étage, Allende fait le coup de feu.

10 h 45. Le président exige que les femmes présentes ce matin-là au palais s'en aillent. Parmi elles, ses deux filles, Beatriz et Isabel. L'armée a concédé trois minutes de trêve.

11 h 30. Les tanks se retirent pour éviter d'être touchés par le bombardement imminent. Des coups de feu sporadiques sont échangés entre l'infanterie et des francs-tireurs postés dans les immeubles administratifs entourant la Moneda.

11 h 58. Début du bombardement aérien. Deux Hawker-Hunters font une série de passages en vol rasant, tirant leurs roquettes avec une précision remarquable. Un incendie se déclenche dans la partie présidentielle de la Moneda.

12 h 20. Allende autorise une délégation de trois de ses collaborateurs à aller parlementer « *mais sans signer quoi que ce soit* ».

12 h 25. Dialogue capté sur une fréquence radio entre le général Pinochet, installé dans un PC de la banlieue de Santiago, et le vice-amiral Carvajal, posté en centre-ville. A ce dernier qui signale qu'il pourrait y avoir négociation, Pinochet répond :

« *Pas question. Il faut tuer la chienne et l'affaire est réglée, mon vieux.*

– D'accord, reddition sans condition. On leur offre la vie sauve, si tu veux.

– La vie sauve et on les expédie ailleurs...

– D'accord. On lui offre toujours de quitter le pays.

– Ou il sort du pays... et l'avion s'écrase ensuite au cours du vol.

– D'accord (rires). »

12 h 30. Augusto Olivares, le fidèle conseiller de presse d'Allende, se suicide d'une décharge de mitraillette dans la tête. Allende demandera pour lui, au cœur du combat, une minute de silence.

13 h 50. Allende organise la reddition – la blouse blanche d'un de ses médecins servira de drapeau blanc. Le personnel sortira en file indienne par une porte latérale du rez-de-chaussée. Lui-même fermera la marche. Remontant le large escalier vers le premier étage, il prend congé de chacun par une poignée de main.

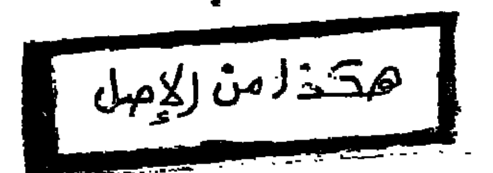
13 h 55. Dès que le premier à sortir entrouvre la porte, s'engouffrent les soldats qui grimpent à l'étage, poussant à coups de crosse les derniers occupants vers la sortie.

13 h 58. L'un des médecins d'Allende, le docteur Patricio Guijon, se ravise et remonte chercher un masque à gaz, « *pour rapporter au moins un souvenir de cette matinée mémorable* ». Il passe devant une porte ouverte d'où parvient la lumière du jour. « *A cet instant précis, j'ai vu comme dans un éclair le président, assis sur un sofa, se tirer une rafale avec une mitraillette placée entre ses jambes (...). La boîte crânienne a volé en éclats.* »

14 h 10. Le général Palacios constate le décès. Il expédie à l'état-major un message laconique : « *Mission accomplie. Moneda occupée. Président mort.* »

P. Ka.





ESPACE Le Centre national d'études spatiales (CNES), principal actionnaire d'Arianespace, s'apprête à ramener de 32 % à environ 20 % sa participation dans la société qui commercialise le lanceur européen. ● LES INDUSTRIELS, dont les participations ne reflétaient pas, jusqu'à présent, leur contribution dans la construction des fusées, pourront prendre peu à peu le pouvoir dans la société qui commercialise les services d'Ariane. ● LES NÉGOCIATIONS s'annoncent délicates. Aerospatiale, architecte industriel du projet, revendique le leadership de la future Arianespace. Mais ses partenaires européens revendiquent aussi une place plus importante. ● C'EST un tournant dans l'aventure spatiale européenne, jusque-là surtout dépendante de la volonté politique des Etats. La concurrence s'avive et les Américains se préparent à casser les prix sur le marché. *(Lire aussi notre éditorial page 11.)*

Arianespace s'apprête à quitter le giron de l'Etat au profit du privé

La fusée européenne aborde une nouvelle étape de son histoire. Une partie du capital, détenue par le secteur public, va être redistribuée aux industriels qui participent au programme. La bataille pour la répartition des rôles ne fait que commencer

LA FUSÉE Ariane n'est plus seulement une formidable épopée scientifique et humaine qui a réussi, en vingt ans, à damer le pion aux Américains. Avec un chiffre d'affaires de 6,2 milliards de francs et 60 % du marché mondial des lanceurs, elle est devenue un enjeu industriel et financier important, et va être l'objet, dans les prochains mois, d'âpres négociations entre les industriels européens intéressés.

Arianespace, la société qui commercialise les fusées Ariane, se prépare à une profonde redistribution de son actionnariat. Son principal actionnaire, le Centre national d'études spatiales (CNES), vient de donner le signal du départ en annonçant sa volonté de réduire sa participation pour laisser la place aux industriels qui fabriquent les différents éléments d'Ariane IV et V. *« Le CNES est prêt à céder une partie de ses actions* [représentant actuellement 32,2 % du capital] *(...) et à n'en garder que 20 % environ »*, a déclaré Gérard Brachet, son directeur général, dans l'hebdomadaire *Air & Cosmos* paru vendredi 4 septembre.

Ce signal, envoyé sous le contrôle de sa tutelle gouvernementale, traduit notamment l'impatience de Claude Allègre, ministre de l'éducation et de la recherche, de régler le dossier industriel dont il a la charge, après le succès de ses homologues Dominique Strauss-Kahn, à l'économie, et Alain Richard, à la défense, dans les privatisations de France Télécom, de Thomson-CSF et d'Aerospatiale.

LOGIQUE D'ENTREPRISE

En clair, les industriels, au premier rang desquels on trouve les français Aerospatiale et Snecma, les allemands DASA et Man, et les Italiens Fiat Avio et Finmeccanica, sont invités à reprendre le flambeau jusque-là porté par l'agence gouvernementale (le CNES). Ils ne demandaient que cela. Leur faible participation au capital ne reflétait pas, jusqu'à présent, leur contribution à la fabrication des fusées. A titre d'exemple, le groupe aéronautique Aerospatiale et le motoriste Snecma ne détiennent à eux deux que 15 % du capital, alors qu'ils fabriquent près de la moitié des fusées Ariane IV.

Jean-Marie Luton, président d'Arianespace, se réjouit de cette prochaine montée en puissance des industriels. *« Il y a désormais un consensus européen fort sur la nécessaire rationalisation du transport spatial »*, a-t-il déclaré au *Monde*. Le désengagement partiel d'organismes étatiques comme le CNES et l'Agence spatiale européenne permettra de promouvoir une véritable logique d'entreprise et de rationaliser la production en vue de baisser les coûts.

« On va passer du colbertisme à l'industrie », explique Yves Michot, le président d'Aerospatiale. Face à une concurrence américaine qui s'intensifie, Arianespace va devoir baisser le coût du lancement d'Ariane V de 50 % pour les prochaines séries. A terme, les industriels pourraient aller jusqu'à transférer à Arianespace l'ensemble des actifs, selon le même schéma qu'Airbus. M. Brachet suggère même qu'Arianespace *« devienne l'opérateur unique des lanceurs européens »*, en annexant le projet franco-italien de petits lanceurs Vega et le programme franco-russe de moyens lanceurs de Starsem.

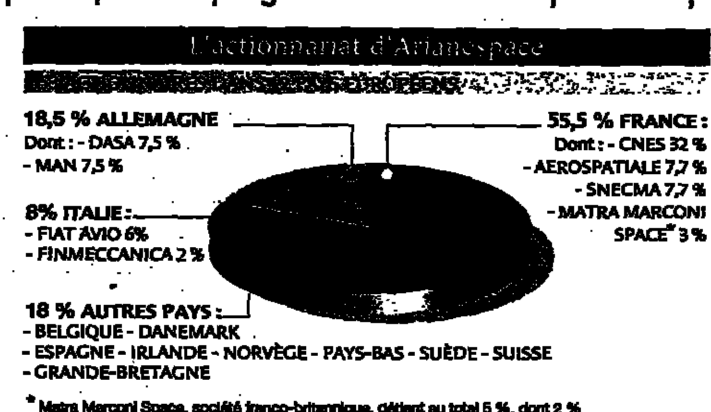
« Pour l'instant, avec 7 % seulement d'Arianespace, il n'est pas question que nous lui transférions nos actifs industriels », avertit toutefois Aerospatiale. La nouvelle clé de répartition constitue l'enjeu central des prochaines négociations. Aerospatiale, architecte industriel du programme, revendique la part du lion. Avant sa privatisation, cette entreprise publique se verrait bien hériter des parts détenues par l'Etat, via le CNES, en raison du rôle moteur joué par l'industrie française, et Aerospatiale, dans ce programme.

Les alliés européens de la France ne voient pas cette hypothèse d'un bon œil. *« Si on veut avancer, il faut travailler à une répartition des pouvoirs plus équilibrée »*, commente-t-on chez l'allemand Daimler-Benz-Aerospace (DASA). *« Pourquoi partager les dividendes, alors que la France a largement supporté les coûts de développement et de financement des échecs, comme celui du premier tir d'Ariane V »*, réplique-t-on côté français.

M. Luton, impatient d'entamer la restructuration, essaie d'arrondir les angles et appelle à une *« solution équilibrée »*. De son côté, M. Brachet suggère que l'alliance de Matra et de DASA, et plus récemment l'entrée de Matra au capital d'Aerospatiale, facilite l'émergence d'un pôle Aerospatiale-Matra-DASA comme actionnaire de référence d'Arianespace. Mais, occupé à son rapprochement avec Matra, M. Michot ne juge plus le dossier Arianespace prioritaire.

Ces longues tractations risquent de retarder la nécessaire restructuration d'Arianespace. Les déboires de la plate-forme de lancement en mer Sea Launch de Boeing, bloquée par les autorités américaines pour ne pas avoir respecté la loi sur les exportations de matériels sensibles, et les explosions des fusées américaines Titan ne laisseront aux Européens qu'un répit de courte durée. Ariane risque de se faire voler la vedette par les Américains si ceux-ci sont capables, comme ils l'annoncent, de casser les prix pour regagner des parts de marché.

Christophe Jakubyszyn



Une offre diversifiée pour faire face à la concurrence

AVEC plus de la moitié du marché mondial des lancements de satellites civils, Arianespace est, de loin, leader dans son domaine. Le dernier tir effectué à Kourou, mercredi 26 août, était le 109e depuis la première Ariane-1 et devrait être suivi de six autres d'ici au 31 décembre. La fusée Ariane-4 lancée à cette occasion était la 79e d'une série de 116 commandée par la société aux industriels européens. Arianespace compte aujourd'hui 39 satellites sur son carnet de commandes et devrait signer *« encore plusieurs contrats d'ici à la fin de l'année »*, assure Françoise Bouzitat, secrétaire générale de la société.

Face à la concurrence qui s'étoffe (Delta-3 et Atlas américaines, Proton russe, Longue Marche chinoise, Sea-Launch americano-russe) et pour s'adapter à l'évolution du marché – la gamme des satellites de télécommunications va désormais de 5 tonnes à moins de 700 kilos – Arianespace a entrepris de diversifier son offre.

Le lanceur lourd Ariane-5, qui devrait effectuer son troisième vol à la mi-octobre, aura une capacité d'emport de 6,8 tonnes, qui sera portée à 7 tonnes en 2000, puis à 10 tonnes fin 2002. Il sera plutôt réservé aux lancements doubles (deux satellites « moyens », ou un très gros et un petit). Ariane-4 (2 à 4,5 tonnes selon les versions) sera utilisée parallèlement, au moins jusqu'en 2002 et 2003, pour les lancements simples de gros satellites.

Arianespace commercialisera également la fusée Soyouz, exploitée par la société franco-russe Starsem pour les lancements multiples « en grappe » des petits satellites destinés aux constellations. Une tâche qui pourra aussi être réalisée par Ariane-5. Enfin, le futur petit lanceur Vega sera réservé aux lancements simples de petits satellites. Capable d'emporter une tonne sur orbite polaire, il sera construit sous maîtrise d'œuvre italienne autour d'un propulseur à poudre d'Ariane-5 et pourrait être disponible fin 2002.

Jean-Paul Dufour

Les Américains veulent investir la ZAC Paris-Rive-Gauche

L'EMBELLIE sur le marché de l'immobilier parisien se confirme. Les terrains déjà disponibles et les quelques immeubles construits de la ZAC Paris-Rive-Gauche s'arrachent, alors que jusqu'à la fin de l'année 1997 les investisseurs comme les promoteurs boudaient encore ce nouveau quartier du 13e arrondissement qui part de la gare d'Austerlitz, entoure la Bibliothèque nationale de France et s'étend jusqu'au boulevard Masséna. La société d'économie mixte d'aménagement de la ville de Paris (Semapa), chargée de les commercialiser, vient de recevoir cinq offres pour le dernier terrain mis en vente, sur lequel pourront être érigés 45 000 mètres carrés de bureaux. Son conseil d'administration, présidé par Jacques Toubon, maire de l'arrondissement, sera saisi lundi 7 septembre de ces propositions et la Mairie de Paris devrait donner son avis avant la fin du mois.

Les cinq propositions émanent de spécialistes de l'immobilier américains : les fonds d'investissement Blackstone et Whitehall (géré par Goldman Sachs), Hines (le promoteur de la future tour EDF conçue par l'architecte Peï, à la Défense), Tishman Speyer, actionnaire du promoteur français Cogedim, et HRO (investisseur américain propriétaire de l'immeuble Septentrion à la Défense).

Pour autant les Français ne sont pas absents de la zone. Une caisse de retraite agricole, la Cancava, a signé le premier acte d'achat d'espace de bureaux de la ZAC, en juillet 1995. Elle a été suivie par la Caisse des dépôts et consignations qui, en novembre 1997, a signé une promesse d'achat de charges foncières pour construire 21 000 m² de bureaux, juste derrière la gare d'Austerlitz, puis a confirmé fin juin 1998 son intérêt pour une deuxième tranche de 22 000 m². Meunier, le promoteur de la BNP, a également signé une promesse en vue de construire 25 000 m² de bureaux, dans lesquels doit investir l'assureur américain AIG. La Sorif (Vivendi) a mis une option sur une charge foncière pour près de 22 000 m² et Stim Bâtir (groupe Bouygues) sur 7 000 autres.

FLOU SUR LES PRIX

Au cours de l'été, Thérèse Cornil, directeur général de la Semapa, a vu d'autres marques d'intérêt se concrétiser. En juin, une promesse de vente a été signée avec le promoteur britannique Capital et Continental. Fin juillet, France Construction, promoteur du groupe Bouygues, s'est engagé pour plus de 21 000 m² de bureaux. Le même jour, George V Industries (Vivendi) prenait 14 196 m². Finalement, les 200 000 m² de charges foncières pour bureaux à la vente – sur les 900 000 que la ZAC doit faire émerger en quinze ans – ont été vendus ou pré-vendus. Le vendeur et les acheteurs restent très flous sur les prix. La prochaine livraison – 50 000 à 60 000 m² – n'aura pas lieu avant dix-huit mois.

Les premiers locataires s'installent. Sanofi a commencé à transférer son siège de la rue Marbeuf dans l'immeuble de la Cancava, avec un loyer facial de 2 000 francs par mètre carré par an. Compte tenu des franchises possibles, le prix réel peut être inférieur. Il est en tout cas bien moins élevé que celui de bureaux neufs du quartier Opéra ou Etoile.

Ce qui satisfait sans doute le plus Mme Cornil aujourd'hui, c'est que le nouveau quartier commence à vivre. L'école maternelle du square James-Joyce (entre le boulevard Vincent-Auriol et la Bibliothèque) a fait sa première rentrée. Le magasin Truffaut du quai de la Gare ne désemplit pas le week-end. 750 logements sont occupés. Le 16 octobre, la nouvelle ligne de métro Météor sera inaugurée. Et Marin Karmitz, qui exploite les cinémas Mk2 (ex-14 Juillet) se prépare à aménager plusieurs salles au pied de la Bibliothèque.

Sophie Fay

Le PDG des Mutuelles du Mans poussé vers la sortie

LA JOURNÉE du vendredi 4 septembre restera dans l'histoire des Mutuelles du Mans Assurances (MMA). Le président de la société d'assurances mancelle, Jean-Claude Jolain, a décidé de *« remettre sa fonction à la disposition des conseils d'administration »* du groupe, à l'issue d'une réunion houleuse de près de cinq heures.

Le PDG, venu au départ pour rencontrer les cent vingt cadres de direction du groupe, s'est retrouvé seul au pupitre devant un millier de salariés, sur un total de trois mille six cents salariés que compte le siège manceau. Ils ont pris à partie M. Jolain, lui demandant une nouvelle fois de démissionner.

NÉGOCIATIONS

Les deux conseils d'administration du groupe, celui de La Mutuelle du Mans Assurances IARD et celui de la Mutuelle du Mans Assurance-Vie, se réuniront en urgence. En attendant, M. Jolain a délégué, à titre provisoire, la fonction de directeur général à Charles Skrzynski. Ce dernier, qui a fait toute sa carrière aux MMA, assurait depuis peu la direction « produits, entreprises, réassurance ».

Quelle sera l'attitude du conseil d'administration ? Plusieurs de ses membres (treize au total) sont acquis à M. Jolain. Des négociations devaient se tenir ce week-end.

D'un côté, M. Jolain *« ne veut pas céder et s'accroche à son poste »*, note un observateur attentif. De l'autre, les salariés sont très déterminés. La CGT indiquait, vendredi, qu'elle voyait *« mal le conseil d'administration renouveler la confiance au président »*. *« Les salariés lui reprochent son côté hautain, des prises de décision sans aucune concertation... »*, affirme un syndicaliste. Plusieurs salariés rappellent son « parachutage ». Proche de Jacques Chirac, il a été nommé président des Mutuelles du Mans au moment de la cohabitation en 1986, alors qu'il était directeur des finances des affaires économiques de la Ville de Paris, un an avant la privatisation des Mutuelles du Mans, qui s'appelaient alors Mutuelle générale française. Cela étant, *« ce n'est pas une affaire de personne, mais nous voulons que l'entreprise fonctionne, nous exigeons un véritable projet commercial »*, confie Bertrand Corre, délégué Ugict (cadres CGT). En tout cas, et c'est du « jamais vu » aux Mutuelles du Mans, il se produit une sorte de collusion entre le corps social des Mutuelles du Mans et les cadres de direction.

La grogne n'est pas nouvelle. Une interview de M. Jolain au quotidien *Ouest France* en juillet avait été vécue comme un *« dénigrement public »* de l'entreprise par les salariés, et servi de détonateur. Suite à cet entretien, une lettre signée par le directeur général, Raymond Fekik, et vingt-huit cadres de direction dénonçait la politique menée par M. Jolain et lui demandait de quitter ses fonctions. Cette fronde a été déjouée par le PDG qui a fait évincer son directeur général par son conseil du 2 septembre (*Le Monde* du 4 septembre).

« ATTITUDE IRRESPONSABLE »

Le lendemain, un millier de salariés manifestaient au siège du Mans, scandant « démission », fustigeant son *« attitude irresponsable »*, ses *« décisions stratégiques »* et la *« lenteur de ses actions »*. D'autres critiquent *« ses investissements hasardeux »* dans des établissements financiers comme la BIMP ou le Crédit martiniquais ou encore à l'international.

Il est vrai que les salariés sont inquiets. Le chiffre d'affaires qui fléchit, après avoir stagné en 1997, à 25,8 milliards de francs, souffre aussi de frais de gestion et de distribution très élevés. Et surtout, ce climat social s'explique par le poids économique important de l'assureur dans la ville du Mans. C'est l'un des plus gros employeurs de la préfecture de la Sarthe.

Pascale Santi

هكذا من الأصل

La confusion financière mondiale ne profite plus au dollar

La monnaie américaine, privée de son statut de devise refuge par la nouvelle chute de Wall Street, a perdu plus de 5 % face au yen, et elle est tombée à ses plus bas niveaux depuis neuf mois face au deutschemark et au franc.

La semaine a été marquée, sur les marchés financiers internationaux, par le mouvement de recul du dollar. Pour la première fois *depuis novembre 1997, il est tombé sous les* 5,80 francs. Le billet vert a vu son statut de monnaie refuge remis en question par l'accès de faiblesse de Wall Street. Les opérateurs s'interrogent sur la poursuite du miracle *économique et boursier aux Etats-Unis, dans* le cas notamment où l'Amérique latine viendrait à son tour à être touchée par la crise. *Ils* se demandent aussi quelle sera la réponse de la Réserve fédérale américaine : certains s'at*tendent désormais à une baisse prochaine de* ses taux directeurs, ce qui serait un facteur pénalisant supplémentaire pour le dollar, dont la rémunération serait ainsi amputée. Les banquiers centraux européens ont en re*vanche exclu un assouplissement monétaire* sur le Vieux Continent.

NON SEULEMENT la crise financière internationale ne baisse *pas d'intensité, mais elle gagne en* complexité. Elle devient, pour les opérateurs de marché, de plus en plus en plus difficile à appréhender, tant les foyers de troubles se multiplient. Longtemps limitée à la région asiatique, la tempête a fini par entraîner la chute de la Russie. Elle menace aujourd'hui l'Amérique latine et l'Europe centrale et n'épargne plus les marchés occidentaux. Le travail des investisseurs s'en trouve sérieusement *compliqué : quelle zone géogra*phique, quel pays faut-il suivre en priorité pour mettre en place une stratégie de placement susceptible de durer plus d'une semaine ? Faut-il privilégier les mouvements de Wall Street ou la restructuration du système bancaire japonais ? Faut-il surtout s'intéresser à la crise politique à Moscou, aux déclarations du président chinois sur le yuan ou plutôt étudier de près la situation économique et budgétaire du Brésil ? Y a-t-il encore un marché directeur et lequel ? La confusion et l'enchevêtrement des faits sont tels qu'il est souvent délicat de distinguer les causes des conséquences. Est-ce par exemple l'accès de faiblesse de la Bourse new-yorkaise qui est à l'origine du recul du dollar ou l'inverse ?

Les certitudes se font rares et se limitent aux seules données objectives, celles des évolutions de cours. Parmi celles-ci, la plus significative a été cette semaine le repli de la monnaie américaine. Le billet vert est tombé à ses plus bas niveaux depuis neuf mois face au *deutschemark et face au franc* (1,72 mark et 5,77 francs jeudi 3 septembre) avant de légèrement se ressaisir vendredi (1,7320 mark et 5,80 francs). Face à la monnaie japonaise, son repli a été plus net encore (de 142 à 134 yens, soit plus de 5 %). Plusieurs éléments sont aujourd'hui avancés par les experts pour expliquer l'accès de faiblesse de la monnaie américaine. Le premier se trouverait dans le fait que le Japon aurait commencé à vendre, de façon massive, les dollars qu'il détient en grandes quantités (les réserves de l'institut d'émission dépassent 200 milliards de dollars) pour les réinjecter dans l'économie nationale, financer les plans de relance et remettre à flot le système bancaire. Le second tiendrait aux craintes de détérioration de la balance commerciale des Etats-Unis en raison de la dévaluation des monnaies de nombre de pays émergents. Ni le Japon ni l'Europe, qui connaissent des situations d'excédent, ne sont confrontés au même problème, ce qui, de façon mécanique et structurelle, est un facteur de hausse du yen et du mark vis-à-vis du dollar. Alors *que les opérateurs ignoraient de*puis plusieurs années le déficit des comptes extérieurs américains, ils semblent depuis quelques jours y prêter à nouveau attention.

Net recul du billet vert

DOLLAR CONTRE FRANC

5,80 le 4 sept.

1998

Le billet vert ne parvient plus à tirer profit des tensions financières internationales

Le dollar pâtit aussi du fait que les marchés financiers américains ont perdu la réputation d'invulné*rabilité dont ils bénéficiaient jus*qu'à présent. Le billet vert n'apparaît plus comme « la » monnaie refuge idéale. Le doute grandit à propos de la poursuite du miracle économique et boursier aux Etats-Unis, notamment dans le cas où l'Amérique latine, partenaire commercial important, viendrait à sombrer à son tour. Malgré la crise russe, l'Europe, où la croissance économique reste vigoureuse (le PIB français a progressé de 0,7 % au deuxième trimestre), fait figure de zone de placements plus attractive. Ce décalage économique entre les deux continents a lui-même des implications monétaires défavorables au billet vert. Les analystes sont de plus en plus nombreux à penser que la Réserve fédérale américaine (Fed) pourrait choisir prochainement d'abaisser ses taux directeurs. *« Compte tenu des risques de crise financière en Amérique latine, il est probable que la détente monétaire aux Etats-Unis commencera plus précocement que si elle n'était dictée que par le seul cycle économique américain »*, estiment les experts de la Caisse des dépôts et consignations. Ceux d'UBS Asset Management jugent pour leur part que *« devant la perte de crédibilité du FMI et du G 7, la Réserve fédérale américaine doit véritablement prendre la mesure de son rôle global de fournisseur de liquidités au niveau mondial, ce qui signifie aujourd'hui une baisse de ses taux directeurs »*, et ils exhortent le président de la Fed, Alan Greenspan, qu'ils qualifient de *« chevalier blanc »*, à agir rapidement. Vendredi soir, celui-ci ne l'a pas exclu, soulignant que les Etats-Unis ne pouvaient pas demeurer *« une oasis de prospérité »* à l'abri de la crise extérieure.

Une baisse des taux en Europe apparaît en revanche comme peu probable dans un proche avenir. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a estimé jeudi soir qu'il n'y avait *« aucun besoin »* d'assouplir la politique monétaire allemande à l'heure actuelle, et le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a tenu vendredi des propos similaires.

Si sévère soit-elle, la purge sur les marchés boursiers était après tout souhaitée par les autorités monétaires internationales, qui s'étaient inquiétées à maintes reprises de leur hausse trop rapide et des risques de formation d'une bulle spéculative. Les banques centrales vont-elles changer de stratégie sous prétexte que Wall Street ou Francfort, dont la valorisation a plus que doublé en trois ans, ont cédé 20 % depuis leurs sommets historiques de la mi-juillet ? Sont-elles prêtes à voler au secours d'opérateurs dont elles ne cessaient de dénoncer *« l'exubérance irrationnelle »*, selon l'expression employée par M. Greenspan dès le mois de décembre 1996 ?

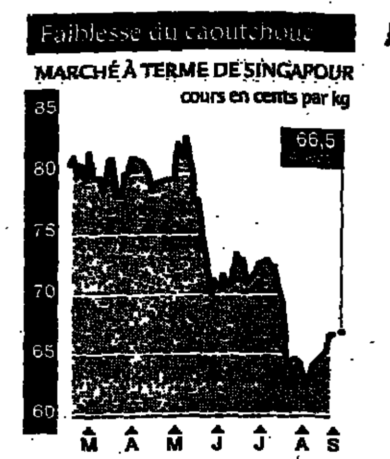
Pierre-Antoine Delhommais

Le retour du risque de crédit

Les statistiques de l'emploi aux Etats-Unis (365 000 créations d'emplois au mois d'août, taux de chômage de 4,5 %), publiées vendredi 4 septembre n'ont pas eu l'impact habituel sur les marchés obligataires, plus préoccupés par la crise financière dans les pays émergents et l'instabilité des Bourses occidentales. Le rendement de l'emprunt d'Etat américain à trente ans s'est inscrit à 5,28 % en clôture, proche de son plus bas niveau de 5,25 % atteint en début de semaine.

En Europe, le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'est établi vendredi soir à 4,37 %, soit 0,14 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance. Cet écart reflète la prime de qualité dont bénéficie la dette de l'Allemagne, jugée plus sûre que celle de la France en cette période de troubles. L'Italie est encore davantage pénalisée par ce retour de la hiérarchie du risque de crédit : elle doit désormais offrir à long terme des rendements supérieurs de 0,45 % à ceux de l'Allemagne.

MATIÈRES PREMIÈRES



LES MENACES qui pèsent sur le dernier grand accord international sur les produits de base se précisent. Fin août, le ministre malaisien des industries de base prévenait que son pays, troisième producteur mondial, se préparait à sortir de l'INRO, l'organisation internationale du caoutchouc naturel. Si ce retrait devient effectif, les deux premiers producteurs, Thaïlande et Indonésie, n'auront plus de raisons de rester.

Il faut dire que les mécanismes de soutien des prix institués par l'accord et calculés à partir d'un panier de monnaies (ringgit malaisien et dollar singapourien), prévoyant des seuils d'intervention pour maintenir les cours dans une fourchette acceptable et rémunératrice, n'ont pas fonctionné depuis le début de la crise asiatique. Sauf une fois le mois dernier quand, forcé d'enrayer l'effondrement continu des prix, le stock régulateur a procédé à des achats.

DÉVALUATIONS

Mais il était déjà trop tard. Les 30 000 tonnes acquises n'ont pas réussi à faire remonter les cours mais elles ont gonflé un peu plus des réserves déjà trop élevées. En un an les prix ont perdu 30 % de leur valeur ; les dévaluations successives des devises asiatiques par rapport au dollar (alors même que le commerce international se pratique dans cette monnaie) ont obligé vainement les producteurs, Malaisiens en tête, à demander des mois durant que le système d'intervention soit revu. En ce début septembre, la moyenne mobile à cinq jours calculée par l'INRO s'établissait à seulement 175,85 cents mal/sing le kilo pour la feuille fumée numéro un (RSS1). L'INRO vient de lancer un appel en direction de ses vingt-deux membres pour rassembler 150 millions de ringgits afin de soutenir le marché, mais ces derniers, en ne se pressant pas pour y répondre, montrent leur scepticisme quant à la pérennité de l'accord.

Les huit membres de l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel doivent se rencontrer du 7 au 9 septembre à Kuala Lumpur pour réfléchir à une solution alternative à l'INRO. Des discussions serrées s'annoncent, qui feront l'objet d'une réunion au niveau ministériel en novembre prochain au Vietnam.

Carole Petit

Marché international des capitaux : l'Autriche en vedette

LE MARCHÉ demeure confronté à sa principale difficulté, celle d'évaluer les différents emprunteurs, les uns par rapport aux autres, en fonction de leur crédit. Il s'agit d'une question fondamentale, qui ne saurait être résolue en pleine crise financière. Or, celle-ci n'a vraisemblablement pas fini d'éclater. Elle se propage à l'Amérique latine, comme le montre la chute des cours des obligations du Brésil. Dans une telle conjoncture, le cercle des émetteurs susceptibles de s'adresser directement aux investisseurs promet de demeurer assez fermé ces prochains temps. Seules les signatures irréprochables sont bien acceptées. Celles des pays d'Europe occidentale sont parmi les plus recherchées. Ces pays se procurent l'essentiel de leurs ressources, à domicile, sur leur marché intérieur. Les plus petits d'entre eux y sont à l'étroit. A l'écart des grands courants financiers, il leur faut, pour attirer l'attention, servir un intérêt plus élevé que d'autres.

L'Autriche est dans ce cas. Le rendement supplémentaire que ce pays offre, sur ses fonds d'Etat en schillings, par rapport à ce que propose l'Allemagne en deutschemarks, n'est pas justifié par une quelconque différence de qualité. Les deux pays jouissent du plus haut crédit qui soit. La seule raison pouvant expliquer pourquoi l'un devrait payer plus cher que l'autre tient à la liquidité de leurs emprunts, laquelle dépend notamment de la taille des opérations (plus elles sont grandes et plus les titres sont faciles à négocier).

Durant la majeure partie de la première semaine de septembre, les rendements des fonds d'Etat autrichiens, à moyen terme en schillings, dépassaient de plus de 0,20 point de pourcentage celui des obligations gouvernementales en deutschemarks de même durée. L'écart était exagéré, aux yeux des responsables de la trésorerie autrichienne, qui a fait connaître son point de vue en se mesurant directement à l'Allemagne. L'Autriche a émis, vendredi 4 septembre, pour 500 millions de deutschemarks d'obligations, d'une durée de cinq ans, par l'intermédiaire d'une banque japonaise, Nomura. Les conditions de la transaction ont été arrêtées de façon à procurer au départ un rendement à peine supérieur (de 4 centièmes de point de pourcentage seulement) à celui des bons du Trésor allemand. Le nouvel emprunt était destiné en grande partie à des banques centrales asiatiques.

L'affaire a été d'autant plus remarquée que la même Autriche venait de se mesurer à l'Etat français sur le marché de la monnaie commune européenne. Vienne a contracté, pour cinq ans également, un emprunt de 750 millions d'écus qui deviendront autant d'euros l'année prochaine. Les obligations étaient offertes en souscription, par l'intermédiaire d'une banque néerlandaise, ABN Amro, et rapportaient au départ 5 centièmes de point de pourcentage de plus que les bons du Trésor français en écus. Les promoteurs de cet emprunt comptaient placer les titres en Europe et au Japon.

Il faut préciser que les deux émissions autrichiennes font partie d'un vaste ensemble dont les autres éléments sont constitués par des emprunts déjà en circulation, en schillings et en florins néerlandais, qui, eux aussi, sont munis de coupons d'intérêt de 4,3 % l'an et qui viendront à échéance le 15 juillet 2003. Le tout sera réuni, l'an prochain, lorsque la monnaie commune existera pour former une grande émission dont l'encours devrait avoisiner les 5 milliards d'euros. Les besoins du pays sont trop faibles pour contracter, en une seule fois, un montant aussi élevé. Incapable de jouer la carte de la liquidité, lors de chacun de ses appels au marché, l'Autriche peut cependant faire valoir cet avantage en projetant ces différents emprunts dans un avenir proche. Vendredi après-midi, le rendement de ces titres en marks était de 3,97 % contre 4,05 % pour ceux en euros et 4,07 % pour ceux en schillings. Les bons du Trésor allemand en deutschemarks rapportaient alors 3,91 %.

D'une façon générale, on se soucie beaucoup de la demande japonaise, qui se manifeste, depuis quelques semaines, pour les nouveaux emprunts en écus et en euros. D'aucuns craignent qu'il ne s'agisse que d'une évolution passagère et que les investisseurs nippons, profitant de la hausse des cours, s'empressent de prendre leur bénéfice, dans la perspective de l'importante échéance du 30 septembre, fin du premier semestre de l'exercice fiscal à Tokyo. La plupart des spécialistes, en fait, prévoient que l'appétit japonais pour les titres en euros ira en augmentant dans ces prochaines semaines.

Christophe Vetter

Extrême nervosité sur les places boursières

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
+ 0,91%	– 5,11%	– 0,49%	– 1,57%	– 1,23%
14 042,91 points	7 640,25 points	3 690,75 points	5 167 points	4 864,96 points

PERTURBÉS par le plongeon de Wall Street en début de semaine, inquiets des développements de la crise financière et politique en Russie et soucieux de la dégradation de la situation économique au Japon, les marchés boursiers ont fait preuve d'une très grande nervosité tout au long de la semaine, alors que le débat s'intensifie sur les conséquences pour la croissance en Occident du désordre financier mondial.

Sur le Vieux Continent, les déclarations confiantes sur la situation économique des autorités monétaires et politiques, jusqu'à présent peu loquaces, se sont multipliées. Vendredi 4 septembre, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a reconnu que la crise en Russie et en Asie *« aura un impact mécanique sur la demande mondiale adressée à l'Europe, qui sera, ou pourra être, moins brillante ou même négative »*, tout en ajoutant que *« la chance de l'Europe »* est que sa croissance *« repose sur ses propres forces »*. Hans Tietmeyer, le président de la Bundesbank, a, pour sa part, indiqué jeudi que la crise russe aura sans doute *« un impact direct mineur »* sur l'économie réelle allemande, mais qu'il ne croyait pas qu'elle puisse constituer une menace pour le système bancaire allemand. Encore plus optimiste, le président de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, a jugé que la crise financière en Russie n'aurait pas d'impact sérieux sur l'économie européenne. Sur le même registre confiant, les ministres des finances français et allemand ont réaffirmé leurs perspectives de croissance soutenue pour 1998 et 1999.

Toutes ces interventions ont mis du baume au cœur des investisseurs. Toutes les places boursières européennes, à l'exception de celles de Milan et de Madrid, ont terminé la semaine sur une note positive. La Bourse de Francfort, très malmenée depuis plusieurs semaines a ainsi gagné 1,41 %, vendredi. La Bourse de Londres a progressé pour sa part de 0,94 %. Toutefois, le recul enregistré au cours des dernières semaines outre-Manche a effacé tous les gains enregistrés depuis la mi-janvier.

SUSPICION SUR LES BANQUES

A Paris, la semaine aura été très agitée mais les pertes d'un vendredi à l'autre ont été réduites à 0,49 %. Lundi, l'indice CAC 40 a perdu 1,54 %, quelques heures avant que Wall Street ne plonge de 6,36 %. Mardi, après avoir ouvert en forte baisse, la Bourse a réussi à limiter ses pertes à 0,15 %. Mercredi le CAC 40 s'est repris de 2,29 %, dans le sillage du rebond de Wall Street. Mais, dès le lendemain, ces gains ont été effacés. Vendredi, la Bourse de Paris est enfin parvenue à se maintenir dans le vert tout au long de la séance, et a terminé sur une hausse de 1,21 %.

Les valeurs bancaires ont été attaquées. Les propos rassurants de Charles de Croisset, président du Crédit commercial de France, sur l'impact de la crise financière sur les comptes de sa banque n'ont pas suffi à dissiper le malaise provoqué par l'annonce par la CPR du passage d'une provision de 150 millions de francs à la suite de la crise sur les marchés. L'action de la banque, la première à publier ses résultats pour le premier semestre, a été sérieusement malmenée et a entraîné la suspicion sur l'ensemble des titres du secteur. A l'inverse, les actions des sociétés pétrolières et parapétrolières ont terminé la semaine en fanfare. Plus que les résultats semestriels d'Elf Aquitaine et de Total, rendus publics cette semaine, c'est le sentiment que la dégringolade des cours du pétrole touche à sa fin qui explique ce rebond. Les résultats de Sanofi ont été également bien accueillis. Wall Street s'est « offert » lundi le deuxième plus fort plongeon en points de son histoire (512 points). Toutefois, dès le lendemain, la Bourse américaine rebondissait de façon spectaculaire. Ce mouvement de Yo-Yo s'est poursuivi tout au long de la semaine, avec des séances marquées par une nervosité extrême. Vendredi, après avoir ouvert en hausse, l'indice Dow Jones a finalement terminé en baisse de 0,55 %, ce qui porte le recul à 5,11 % sur la semaine. La grande volatilité des cours traduit la perplexité dans laquelle se trouvent les investisseurs pour analyser la situation de l'économie américaine et les conséquences de la crise financière en Asie et en Russie sur les pays d'Amérique latine, partenaires commerciaux privilégiés des Etats-Unis. Abby Joseph Cohen, le gourou de Goldman Sachs conseille à ses clients d'augmenter la part des actions dans leurs portefeuilles tandis que les stratégistes de Merrill Lynch ont recommandé le contraire ! De tels débats ne sont pas de mise au Japon. Les observateurs sont quasiment unanimes pour penser que la Bourse ne devrait pas se reprendre rapidement. Les difficultés économiques qui avaient été quelque peu éclipsées par la crise en Russie sont brutalement revenues à la surface.

La faillite du sidérurgiste Toa Steel, la plus grosse au Japon depuis la seconde guerre mondiale, a provoqué un choc. En début de semaine, les actions s'étaient redressées après avoir touché, le 28 août, leur plus bas niveau depuis douze ans. Mais la tendance s'est renversée après l'annonce par Hitachi d'une perte colossale pour l'exercice alors que le constructeur tablait sur un profit il y a encore quelques mois. Ce retournement est de mauvais augure pour les résultats de l'exercice 1998-1999.

Joël Morio

SCIENCES Lancé le 7 janvier, Lunar Prospector n'a encore réalisé que moins de la moitié de sa mission. Les premiers résultats, qui viennent d'être publiés par l'hebdomadaire *Science*, sont pourtant très fructueux. ● CONTESTÉE récemment par certains astronomes, la présence d'eau sur la Lune est confirmée par la sonde américaine. Chacun des deux pôles lunaires en recèlerait quelque 3 milliards de tonnes sous forme de glace enfouie dans le sol. ● DE NOMBREUX métaux et minéraux, ainsi que la présence d'un noyau massif ont aussi été détectés par les cinq instruments de cet engin qui survole la totalité du sol lunaire. ● L'ÉTUDE de ces données permettra aux scientifiques de mieux comprendre le passé de la Terre qui, contrairement à son satellite, n'a pas gardé les traces des bouleversements géologiques subis il y a plusieurs milliards d'années.

Les secrets de la Lune révélés par Lunar Prospector

Lancée en janvier par la NASA, la petite sonde américaine confirme la présence de beaucoup d'eau aux pôles de notre satellite. Ses instruments établissent également la répartition précise de nombreux métaux et l'existence d'un noyau riche en fer ayant un rayon de 300 kilomètres

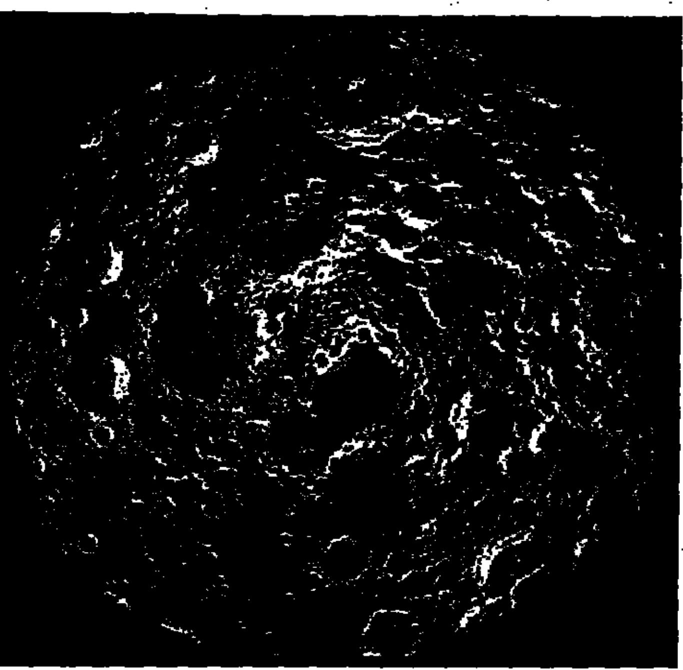
CETTE FOIS, c'est entendu : il y a bien de l'eau sur la Lune. *« Environ 3 milliards de tonnes à chacun des deux pôles »*, si l'on en croit les articles rendant compte des premiers résultats de la sonde américaine Lunar Prospector, publiés vendredi 4 septembre par l'hebdomadaire scientifique américain *Science*.

Les planétologues s'en doutaient depuis longtemps. Au point qu'Hergé, qui se documentait soigneusement avant de réaliser ses albums, fait découvrir de la glace par Tintin, parti à la recherche de Milou tombé au fond d'une crevasse, dans *On a marché sur la Lune*. Mais il avait fallu attendre fin 1996 pour que la sonde Clementine apporte une première confirmation. *« Un petit lac ou une mare de trois à trente mètres de profondeur »* avait, selon le Pentagone, été détecté au fond d'un cratère, près du pôle sud lunaire, par le radar de ce petit engin de 140 kilos conçu au départ dans le cadre du programme de la « guerre des étoiles », mais reconverti en cartographe civil du satellite naturel de notre Terre (*Le Monde* du 4 décembre 1996).

Six mois plus tard, les opérateurs du radiotélescope d'Arecibo (Porto-Rico) douchaient l'enthousiasme général. Certaines régions de la Lune, très ensoleillées – où, par conséquent, il est impossible de trouver de l'eau – renvoyaient un écho radar similaire à celui détecté par Clementine. Il ne pouvait donc s'agir, selon eux, que d'un *artefact*, une illusion. Au début de cette année, pourtant, le petit Lunar Prospector ravivait le suspense. Lancé le 7 janvier par la NASA, il confirmait, dès ses premiers « tours de Lune », les indications de sa sœur Clementine (*Le Monde* du 7 mars).

Aujourd'hui, les chercheurs américains du laboratoire de Los Alamos (Nouveau Mexique) et Sylvestre Maurice, un Français de l'observatoire de Midi-Pyrénées (Toulouse) qui travaille avec eux, ont analysé et raffiné leurs premières mesures. L'eau, affirment-ils, est rassemblée près des deux pôles, un peu plus au nord qu'au sud. Il y en a dix fois plus que ce qu'ils avaient cru discerner il y a six mois. Une eau souvent intimement mêlée au sol et enfouie sous 40 à 50 centimètres de roches sèches.

Le doute ne semble plus permis. Lunar Prospector a, en effet, détecté cette eau selon un principe radicalement différent de celui employé sur Clementine. Les chercheurs ont, cette fois, utilisé non plus un radar, mais un détecteur de neutrons mis au point, lui aussi, par les militaires américains (qui s'en servent pour repérer les explosions nucléaires depuis l'espace). *« Les neutrons que nous captons, pour notre part, sont issus de l'interaction des rayons cosmiques avec le sol lunaire*, explique Sylvestre Maurice, responsable de l'analyse des données de cet appareil. *L'hydrogène de l'eau absorbe ceux qui correspondent à une fréquence d'onde bien précise. »*



Les pôles Nord (à gauche) et Sud de la Lune, autour desquels l'eau est rassemblée sous forme de glace enfouie. Ces photographies ont été effectuées par la sonde américaine Clementine, fin 1996.

NASA

6 MILLIARDS DE TONNES

Par ailleurs, certains types de neutrons, dits rapides, ne sont absorbés que par l'hydrogène se trouvant en surface. En analysant soigneusement les « dépressions » dans les flux de radiation neutronique captés par leur récepteur, les chercheurs peuvent ainsi localiser les gisements d'eau et leur profondeur.

« Evidemment, nous avons du mal à quantifier précisément », reconnaît Sylvestre Maurice. Les 6 milliards de tonnes (environ 3 milliards à chaque pôle) ne représentent donc qu'une estimation plausible des membres de l'équipe. Mais ils ont quand même pu établir que l'eau était beaucoup plus groupée autour des pôles – *« moins de cinq degrés de latitude »* – qu'ils ne le pensaient au départ. A ces endroits que les rayons n'atteignent pas, la température ne dépasse guère 230 degrés centigrades au-dessous de zéro et l'eau est piégée à jamais sous forme de glace.

D'où vient-elle ? De l'espace, amenée par les comètes, ces grosses « boules de neige sale » issues des confins du système solaire. Il n'en faut pas beaucoup pour atteindre les quantités observées, assure Sylvestre Maurice. L'analyse des roches lunaires ramenées par les astronautes américains et russes au début des années 70 (350 kilogrammes au total) et l'étude attentive des multiples impacts de comètes et de météorites du sol lunaire ont convaincu les chercheurs que le sol contenant l'eau date de moins de 2 milliards d'années. Depuis cette date, estiment-ils, une quinzaine de comètes ont frappé la Lune. Un tiers d'entre elles seulement l'ont fait selon un angle tel que le choc fut suffisamment amorti pour éviter la vaporisation immédiate de l'eau. Evaporée ensuite lentement sous l'action du Soleil mais retenue par la gravité de la Lune, cette neige fondue *« a voyagé jusqu'à ce qu'elle soit piégée en glace aux pôles »*, explique Sylvestre Maurice.

LE PASSÉ DE LA TERRE

A quoi peut-elle servir aujourd'hui ? Ne rêvons pas. Les hypothétiques futurs colons lunaires auront beaucoup de mal à aller la récupérer là où elle se trouve. Il leur faudrait, en effet, pour faire fondre cette glace à –230 degrés, beaucoup d'énergie à un endroit où, faute de Soleil, elle n'est précisément pas disponible.

Avant de désaltérer les astronautes, l'eau lunaire sera donc, dans un premier temps, une source d'enseignements précieuse pour les scientifiques. Tout comme le fer, le titane, l'oxygène, l'aluminium, le silicium, le thorium, le potassium et les terres rares détectés dans le sol par les détecteurs de neutrons ou de photons gamma (un autre rayonnement provoqué par l'interaction du sol et des rayons cosmiques). Tout comme les sept concentrations de masse inconnues jusqu'alors ou comme le noyau riche en fer d'*« environ 300 kilomètres de rayon »* détectés grâce aux mesures gravimétriques.

Beaucoup de travail en perspective pour les planétologues, qui, explique Sylvestre Maurice, *« étudient la Lune avant tout pour comprendre le passé de la Terre »*. Car ces éléments sont de précieux indices pour analyser les effets des multiples impacts de comètes ou de météorites qui ont modelé la Lune depuis sa naissance, il y a quelque 4,5 milliards d'années. Or, à l'époque, la Terre subissait le même sort, avec les mêmes effets. Mais seule la Lune a gardé les traces de ce passé tumultueux qui, sur notre globe, ont été vite gommées par l'érosion et la végétation.

Jean-Paul Dufour

Une origine encore incertaine

Comment la Lune s'est-elle formée ? Au siècle dernier, l'astronome et mathématicien Georges Darwin (fils de Charles, l'auteur de la théorie de l'évolution des espèces) estimait qu'elle s'était détachée de la Terre alors que cette dernière était encore fluide et en rotation rapide. Une autre hypothèse ancienne voudrait qu'il s'agisse d'un corps céleste vagabond « capturé » par la gravité de notre globe.

Une troisième théorie prévaut aujourd'hui (sans, toutefois, être formellement confirmée) : celle de l'impact. La Terre aurait été frappée, il y a environ 4,5 milliards d'années, par un gigantesque « bolide » d'une taille au moins égale à celle de la planète Mars. Des simulations réalisées récemment sur ordinateur par des chercheurs américains et japonais montrent que, dans ce cas, la Lune aurait pu se former en moins d'un an à partir des débris provoqués par ce cataclysme (*Le Monde* daté 2-3 novembre 1997).

Sur une orbite polaire, à 100 kilomètres d'altitude

● **Lancement.** Lunar Prospector a été lancé le 7 janvier par une fusée Athena II de la firme Lockheed-Martin. Il est entré en orbite lunaire le 11 janvier.
● **Position.** Il tourne actuellement à 100 kilomètres d'altitude, sur une orbite polaire qui lui permet de survoler l'ensemble de la surface lunaire. En janvier 1999, les techniciens du centre Ames de la NASA, à Moffett Field (Californie), chargés de son contrôle, abaisseront son orbite afin qu'il puisse cartographier plus en détail les points jugés les plus intéressants.
● **Equipements.** Cinq instruments ont été installés à bord de Lunar Prospector : trois spectromètres détectant respectivement les neutrons, les photons gamma et les particules alpha, un magnétomètre et un instrument permettant d'analyser le champ gravitationnel de la Lune à partir des perturbations qu'il induit dans la course de la sonde.
● **Coût.** D'un poids de 295 kilos pour un diamètre de 1,4 mètre et une hauteur de 1,3 mètre, il n'a coûté « que » 63 millions de dollars (environ 370 millions de francs). Relativement modique pour ce genre de mission, ce coût a été rendu possible par la « récupération » de technologies et d'instruments (dont le spectromètre à neutrons) conçus, à l'origine, pour des besoins militaires.
● **Mission.** Destiné à préparer un éventuel retour de l'homme sur la Lune, Lunar Prospector est une mission strictement américaine. Le Français Sylvestre Maurice y participe (comme responsable de l'analyse des données du spectromètre à neutrons) à la suite d'un concours de circonstances. Séjournant à Los Alamos (Nouveau Mexique) pour préparer la mission américano-européenne Cassini alors qu'il effectuait son stage postdoctoral, il avait proposé ses services pour, dit-il *« occuper un moment creux »* et s'est trouvé entraîné dans l'aventure.

L'herbe du Laos, une « peste végétale » qui protège la forêt tropicale

LES PLANTES tropicales réservent des surprises, et parfois des meilleures. Il en est ainsi de la *Chromolaena odorata*, plus connue sous le nom d'« herbe du Laos ». La réputation de cette plante ne semblait plus à faire, et cette variété feuillue est affublée, sur ses terres africaines, des sobriquets les plus divers : « Bokassa grass » en Centrafrique, « Sékou Touré » en Afrique de l'Ouest, « chasseur de paille », « arracheur de champs » ou « putschiste » au Centre-Cameroun.

Des noms divers suivant les pays, car l'espèce est envahissante. Croissant à vive allure, elle diminue la valeur fourragère des pâturages, fait obstacle à l'élevage en savanes, et favorise l'installation d'arbustes là où la main de l'homme tente de préserver des champs cultivables.

ARCHIVES NATURELLES

Mais si l'on modifie la perspective le fléau peut devenir don de la nature. *Chromolaena odorata*, introduite en Afrique au milieu du siècle, y joue aussi les bons génies. En région tropicale humide, elle protège les arbres contre les feux de brousse, et participe activement à la progression de la forêt sur la savane.

Telle est la surprenante conclusion d'une étude menée par une équipe de recherche camerounaise dans le cadre du programme de recherche international Ecofit (Ecosystèmes forestiers intertropicaux) que coordonne l'Orstom (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération).

Lancé par l'Europe en 1991, le projet Ecofit vise à reconstituer l'histoire des changements climatiques intervenus au cours des derniers millénaires. L'un des objectifs, entre autres, des chercheurs est d'affiner les prévisions concernant les changements à venir. Fondée sur l'étude des archives naturelles préservées dans le sol (pollens, charbons de bois), cette recherche a rapidement dissipé certaines idées reçues sur l'évolution des forêts.

Les premiers résultats des études, publiés il y a deux ans, ont en effet montré que les forêts denses des tropiques n'ont pas connu un appauvrissement constant au cours des vingt derniers millénaires, comme une analyse hâtive pouvait le laisser penser. Après une première phase de régression due au froid, le climat s'adoucit à nouveau, et l'expansion des forêts tropicales put recommencer il y a 15 000 ans pour atteindre son maximum 5 000 ans plus tard (*Le Monde* du 17 avril 1996).

Au centre du Cameroun, la forêt gagne ainsi, depuis plusieurs siècles, du terrain sur la savane. C'est en étudiant cette évolution sur les dernières quarante années, par comparaison de photographies aériennes et d'images satellites et par des relevés de terrain, que Joseph Youta-Happi, étudiant au centre Orstom de Yaoundé, a pris conscience du rôle bénéfique de l'herbe du Laos. Au point d'en faire son sujet de thèse de doctorat en biogéographie, qu'il a soutenue récemment à l'université Paris IV.

UN PARE-FEU DE 2 À 3 MÈTRES

« S'adaptant à des températures comprises entre 20 et 37 degrés mais très exigente en lumière, C. odorata *trouve dans la zone de contact forêt-savane les conditions écologiques les plus favorables à sa croissance »*, explique-t-il. Surtout disséminée par le vent, cette plante de la famille des *Asteraceae* peut s'élever jusqu'à 2 mètres de hauteur, voire 3 mètres si elle est mélangée à des arbustes.

Enfin, son système racinaire, gorgé d'eau en permanence, lui permet de survivre sans dommage aux quelques mois annuels de déficit pluviométrique. Il en résulte que les flammes qui dévorent les graminées avoisinantes ne la détruisent pas, ce qui lui permet de tenir le rôle d'un pare-feu végétal entre la savane et la lisière forestière.

« La compétition entre cette plante tropicale et les graminées aboutit à une imposante multiplication végétative de la première, tandis que son fort pouvoir de reproduction sexuée contribue à une conquête des milieux herbacés voisins. La bande de C. odorata *se déplace donc progressivement en direction de la savane, laissant derrière elle la place aux espèces forestières qui, dans un premier temps, se sont installées à son ombrage et sous sa protection vis-à-vis des feux »*, précise Joseph Youta-Happi.

« En 1994, déjà, la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) *avait ôté à l'espèce son statut de "peste végétale" pour lui attribuer celui, moins péjoratif, de "plante envahissante". Et si elle reste une plaie pour les éleveurs, les cultivateurs vivriers ont désormais admis que son feuillage abondant favorise une restauration rapide des sols et raccourcit les temps de jachère »*, ajoute Jacques Bonvallot, biogéographe à l'Orstom.

Rôle actif de plante pionnière éradiquant les graminées, rôle passif de protection des lisières contre les feux de brousse : en témoignant de son utilité dans la reconquête forestière, l'herbe du Laos poursuit insensiblement son entreprise de réhabilitation.

Catherine Vincent

هكذا من الأصل

La Smart, controversée, urbaine et élitiste

Voiture novatrice imaginée par Nicolas Hayek, le créateur suisse des montres Swatch, elle est disponible en France à partir d'octobre

LA SMART est une petite voiture hors normes créée par un nouveau constructeur sur un segment de marché qui n'existe pas encore. Autant dire que la partie n'est pas gagnée d'avance. Dans les milieux automobiles, ce modèle commercialisé début octobre et fabriqué à Hambach (Moselle) par Micro Concept Car (MCC) – société de droit suisse dont Mercedes détient 81 % du capital et Nicolas Hayek, fondateur des montres Swatch, 19 % – rencontre un pessimisme quasi unanime. La Smart serait trop chère (57 400 francs) et trop singulière (2,50 m de long, deux places et une allure déroutante).

L'aventure qu'entame la Smart est certes périlleuse mais l'histoire de l'automobile a plus d'une fois démenti les Cassandre. La Smart ne s'adresse pas à tout le monde mais à une minorité en rupture de ban, disposée à se laisser séduire par une voiture foncièrement urbaine, ouvertement marginale et s'assumant comme telle.

La Smart n'est pas dans la norme ? « *C'est très bien ainsi*, insiste Hans Jürg, directeur du marketing et des ventes de MCC. *Pour s'imposer sur un marché aussi saturé et éclaté que l'automobile, un nouveau venu doit viser une cible bien précise avec des produits très particuliers.* » Dans les grandes agglomérations européennes, une voiture transporte en moyenne 1,2 personne sur une distance journalière d'une trentaine de kilomètres. Il existe donc, selon MCC, un débouché pour un modèle ultracompact et « branché ».

Premier problème : pour se faufiler en ville au volant d'une Smart, il faut accepter de se passer de places arrière et d'un vrai coffre. Deuxième problème : à peine plus encombrantes avec leurs quatre véritables places, une Fiat Seicento et une Twingo sont facturées respectivement 12 000 francs et 2 000 francs de moins.

DEUXIÈME OU TROISIÈME VOITURE

La Smart se distingue moins par sa taille (moins longue de 1 mètre qu'une Twingo) et son concept minimaliste que par un anticonformisme délibérément élitiste. Dans 90 % des cas, estime MCC, ce modèle sera la deuxième, voire la troisième automobile du ménage. La très longue (et très chère) liste des options trahit la vocation très « Neuilly-Auteuil-Passy » de cette voiture.

Sa forme ovoïde assez élégante et ses teintes vives attirent forcément le regard et l'intérieur, où deux personnes prennent place aisément, est un modèle d'originalité. Les tissus peuvent être un bleu électrique, le volant-jouet est surdimensionné, le dossier des sièges est un confortable filet et le cadran du tableau de bord en demi-lune d'une parfaite lisibilité.

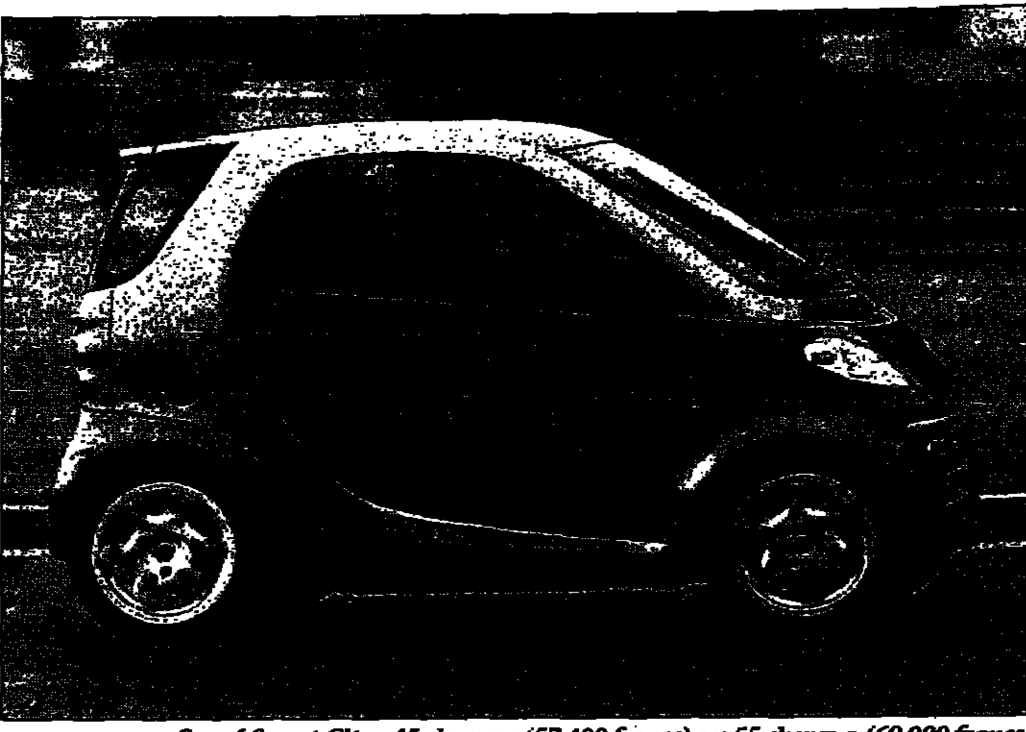
Ce petit cocon germano-helvétique se veut aussi très sérieux. La voiture est équipée de l'ABS, d'un double airbag, d'un système de contrôle de la motricité pour « rattraper » la voiture en cas de dérapage et, lors d'une collision, l'habitacle se déforme de façon très étudiée.

Malheureusement, cette quête de crédibilité se paie en ce qui concerne l'agrément de conduite. Pour assurer une stabilité parfaite, la suspension a été durcie et l'on ressent la moindre irrégularité de la chaussée. Plus étroites qu'à l'arrière, les petites roues avant rendent la voiture sous-vireuse (lorsqu'on la brusque en virage, elle a tendance à partir tout droit) et le moteur de 600 cc disponible en version 45 ou 55 chevaux dissimulé sous le petit coffre s'exprime difficilement à cause d'une transmission somnolente.

L'Italie, fort sensible aux effets de mode et où la petite auto est une tradition forte, devrait être la destination principale de la Smart, devant l'Allemagne et la France. Les 110 points de distribution créés dans l'Hexagone sont indépendants de la marque et leur présence sera signalée par une tour vitrée d'une dizaine de mètres, garnie de voitures. Pour s'imposer, la Smart tente aussi d'innover dans le domaine des services associés. Ses propriétaires pourront, à des conditions qui restent à préciser, bénéficier de rabais importants auprès du loueur de voitures Avis et bénéficier de « couplages » avec des compagnies aériennes et ferroviaires. Par ailleurs, des accords ont été conclus avec douze sociétés qui vont offrir, en Allemagne et en Suisse, des tarifs réduits dans les parkings urbains. Des propositions intéressantes mais qui sont encore loin des ambitions initiales.

Confiant mais prudent, MCC envisage d'enrichir, à terme, sa gamme avec un modèle quatre places. Pour leur part, plusieurs grands constructeurs – dont Opel et Renault – ont mis au point des micro-voitures dont l'avenir sera, à n'en pas douter, directement dépendant de la carrière de la Smart...

Jean-Michel Normand



Coupé Smart City : 45 chevaux (57 400 francs) ou 55 chevaux (60 900 francs).

Deux versions, fabriquées en Moselle

La Smart City-Coupé sera commercialisée début octobre et sera suivie par une version cabriolet. Animée par un moteur turbocompressé de 600 cc (trois cylindres en ligne), elle sera disponible en deux versions : 45 chevaux (57 400 francs) et 55 chevaux (60 900 francs). La carrosserie se compose d'une cellule de couleur argent ou anthracite et de panneaux thermoplastiques interchangeables souples, blancs, jaunes, rouges ou noirs permettant de multiples combinaisons. Micro Concept Car prévoit de vendre en France 21 000 Smart dès 1999 et 27 000 en l'an 2000. A cette date, l'usine de Hambach, près de Sarreguemines (Moselle), devra atteindre une production de 200 000 unités par an. Edifié dans le cadre d'un investissement total de plus de 8 milliards de francs, cet établissement où sont également regroupés les sous-traitants, compte 1 300 salariés et en totalisera 2 000 à la fin 1999.

Tour de chauffe pour Voxan, la nouvelle moto française

ISSOIRE
de notre envoyé spécial

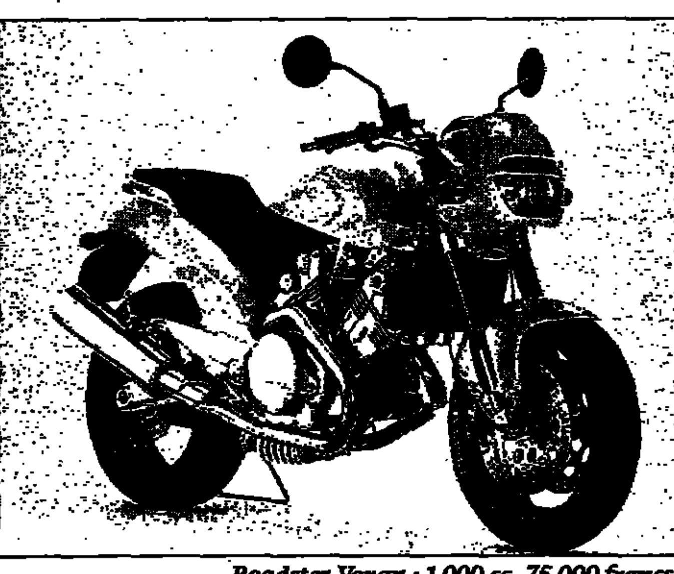
Le parcours était bien choisi, avec des virages serrés, des lignes droites à travers les bois et, pour conclure, une série de courbes en S sur l'autoroute A 75 qui dessert Issoire (Puy-de-Dôme).

On aurait aimé que l'agréable balade auvergnate se prolonge mais cette trentaine de kilomètres a permis de se faire une idée du comportement du Roadster Voxan, dont la commercialisation doit débuter en janvier. Un contact initial tout à fait concluant.

RECHERCHE D'ORIGINALITÉ

La Voxan est l'une des plus légères (186 kg) de sa catégorie et l'on apprécie immédiatement la facilité et la précision avec lesquelles on la fait plonger dans les virages, sans la moindre appréhension. Le moteur (1 000 cc) fait lui aussi preuve de souplesse et de faculté d'adaptation. Il est vigoureux à bas régime et ne souffre d'aucun « creux », au point que l'on se demande pourquoi la boîte de vitesses compte six rapports.

Capable d'accélérations que peuvent lui envier maints concurrents, le Roadster freine comme il le faut et le petit amortisseur arrière, placé horizontalement sous le moteur, tient bien son rôle. La position de conduite est agréable et le minuscule déflecteur situé au-dessus des compteurs (dont le dessin n'est pas très réussi) s'avère aussi efficace qu'une bulle de plexiglas. Cette machine fabriquée à Issoire ne fera sans doute pas beaucoup d'ombre aux marques japonaises. Elle a, toutefois, déjà marqué un point : aucune moto ne lui ressemble.



Roadster Voxan : 1 000 cc, 75 000 francs.

Au guidon du Roadster, les sensations de conduite ne sont pas celles que procure une Honda, une BMW ni même une Ducati. Le premier modèle de la marque créée par Jacques Gardette, un industriel de la pharmacie, avec le soutien d'investisseurs locaux (dont Michelin) est en tout point une œuvre originale. La partie cycle et le bicylindre de 1 000 cc en V incliné à 72 degrés sont inédits, tout comme le design.

TESTÉE EN COMPÉTITION

La Voxan, destinée aux motards d'âge mûr et qui sera disponible au prix d'environ 75 000 francs, sera suivie dans les prochains mois par deux autres versions baptisées Café Racer et Scrambler.

« *Le cahier des charges*, insiste Alain Chevallier, responsable de la recherche et du développement, *est de proposer des motos moins brutales que les italiennes, plus puissantes à bas régime que les japonaises et aussi fiables mais moins neutres à piloter que les BMW.* »

Pour ne laisser aucun doute quant à ses ambitions, Voxan se soumettra bientôt à l'épreuve du feu de la compétition, notamment en participant à des courses d'endurance, mais seul le succès commercial permettra de dire si le pari est tenu. Et il ne fait aucun doute que son issue dépendra d'abord de la fiabilité d'une marque qui, pour se faire une place au soleil, ne peut pas compter sur la seule bienveillance que peut inspirer le discret drapeau tricolore qui orne son blason.

La société, qui ne réalise que la conception et l'assemblage, vérifie donc systématiquement les pièces et les composants qui lui parviennent de ses... 250 sous-traitants. De même, chacune des motos (une trentaine par jour à compter de la mi-octobre) qui sortira de l'usine d'Issoire aura été au préalable testée au banc, ce que les grandes marques ne peuvent offrir compte tenu de leur rythme de production. La Voxan, dont le lancement a été retardé de près d'un an, est trop attendue pour se permettre de décevoir. Plus encore que les 600 pré-commandes déja enregistrées, les 2 400 visiteurs qu'a reçus en août l'usine d'Issoire témoignent de l'intérêt que suscite la nouvelle moto française.

J.-M. N.

DÉPÊCHES

■ *RENAULT.* Monospace le plus vendu de sa catégorie, l'Espace propose désormais une nouvelle motorisation avec l'arrivée du V6 de 3 litres (194 ch) développé en coopération avec Peugeot, couplé avec la nouvelle boîte de vitesses automatique. En outre, le prix des versions 2 litres et 2,2 litres diesel baisse de 6 000 francs (soit un prix de 151 500 francs pour le modèle de base).

■ **OPEL.** Le moteur Diesel DTI 2,2 litres est disponible sur le millésime 1999 du monospace Sintra, qui affiche une puissance de 115 ch pour un prix 179 000 francs. Le Sintra est aussi proposé en version GPL sur les versions 2,2 litres et 3 litres V6 pour un supplément de 17 500 francs.

■ **CONCOURS.** Le 11e concours Automobiles Classiques-Louis Vuitton se tient samedi 5 et dimanche 6 septembre dans le parc de Bagatelle, à Paris. Cette manifestation consacrée aux voitures anciennes de prestige propose également une rétrospective des modèles automobiles inspirés du monde de l'aéronautique. Prix d'entrée : 70 francs.

■ **SALON.** Le 7e Rendez-vous international des voitures électriques de Monaco se tiendra du 15 au 18 octobre. Parmi les nouveautés présentées, figurent notamment la Toyota Prius (voiture hybride dotée d'un moteur thermique et d'un moteur électrique) et un scooter Vetrix pouvant atteindre 90 km/h pour une autonomie de 100 km.

■ **AVIATION.** Organisé à l'occasion du centenaire de l'aviation, un rallye aérien Rouen-Brighton-Londres réunira le 12 septembre 200 appareils de plaisance entre la France et l'Angleterre. Son départ sera donné à l'aéroport Rouen-Vallée de Seine et il prendra fin au London Biggin Hill Airport, base de la RAF pendant la seconde guerre mondiale.

■ **SÉCURITÉ.** Aux Etats-Unis, Ford vient de rappeler 557 000 véhicules (modèles Taurus et Sable de 1993) en raison de problèmes potentiels de sécurité. De possibles fractures dans les amortisseurs dues à la corrosion peuvent entraîner une usure anormale des pneumatiques, selon Ford.

■ **4 x 4.** Pour fêter son demi-siècle d'existence, Land Rover commercialise une série limitée commémorative « 50e anniversaire » du Defender. Bleu métallisé, ce modèle est un sept-places doté d'une transmission automatique et d'un moteur V8 de 4 litres développant 185 ch. Prix : 195 000 francs.

■ **HYOSUNG.** Constructeur coréen de deux-roues, la marque Hyosung est importée en France depuis septembre par le groupe DIP. Cette marque, qui bénéfice d'accords avec des marques japonaises, lance dans l'immédiat deux motos et un scooter dans la catégorie des 125 cm³.

■ **NISSAN.** A l'occasion du Mondial de l'automobile, Nissan présentera une étude de style baptisée KYXX, petite voiture monovolume à l'allure sportive. Ce prototype est le premier entièrement dessiné en Europe par le bureau de style installé par la marque près de Munich.

■ **LOISIRS.** Le Salon des véhicules de loisirs se tiendra au parc des expositions de Paris-Le Bourget du 26 septembre au 4 octobre : 250 exposants présenteront les nouveautés dans le domaine du camping-car, de la caravane et des résidences mobiles. Entrée : 40 francs.

هكذا من الأصل

Accalmie

DIMANCHE, avant l'arrivée d'une nouvelle perturbation qui abordera la Bretagne dans l'après-midi, c'est l'accalmie. Sur une très large moitié sud, le soleil domine largement. Plus au nord, le temps est agréable malgré quelques nuages et des petites ondées qui se développent près de la Manche.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Sous un voile nuageux qui s'épaissira par moments, des ondées pourront se développer çà et là. Les pluies, localement orageuses, se généraliseront par l'ouest en s'intensifiant dans l'après-midi. Le vent de sud-ouest se renforcera au passage des pluies. Il fera de 20 à 25 degrés.

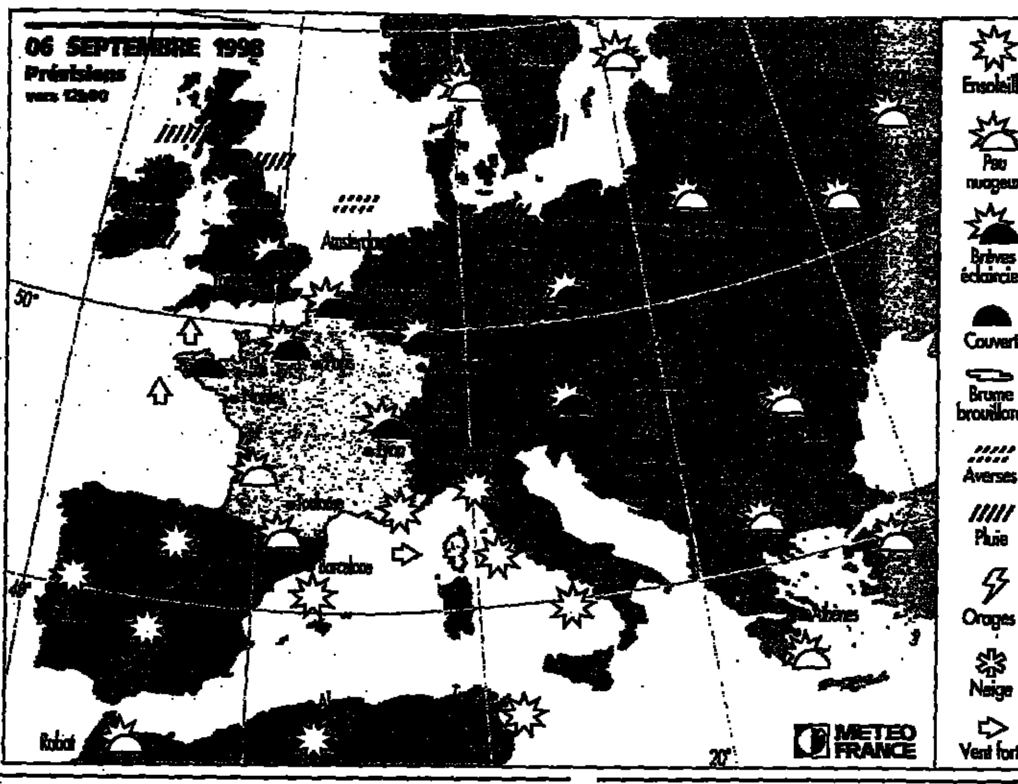
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Après une matinée nuageuse, avec un risque d'ondée vers l'ouest et près de la mer, la journée sera agréable malgré la présence de quelques nuages élevés. Des ondées éparses pourront se développer au nord dans l'après-midi. On atteindra 20 à 24 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Après une matinée souvent grise, les nuages se feront de plus en plus discrets et le temps sera agréable. Les températures seront douces, atteignant 20 à 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – De rares bancs de nuages élevés circuleront par moments, mais ils n'empêcheront pas le soleil et la chaleur d'être au rendez-vous. Il fera de 26 à 32 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Après la dissipation de la grisaille matinale, la journée sera belle, ensoleillée et relativement chaude, avec des températures qui avoisineront 26 à 28 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil brille largement. Noter seulement quelques nuages bas près du golfe du Lion qui se dissiperont rapidement. On atteindra partout 26 à 28 degrés. Le vent d'ouest soufflera à 50 km/h en rafales sur la pointe varoise.



PRÉVISIONS POUR LE 06 SEPTEMBRE 1996
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	22/27 N	KIEV	8/16 N	VENISE	14/27 S	LE CAIRE	24/34 S
				POINTE-A-PIT.	26/31 P	LISBONNE	17/23 S	VIENNE	12/16 N	MARRAKECH	22/39 N
				ST-DENIS-RÉ.	19/24 N	LIVERPOOL	15/20 P	AMÉRIQUES		NAIROBI	14/24 S
				EUROPE		LONDRES	14/23 N	BRASILIA	18/33 S	PRETORIA	14/29 C
				AMSTERDAM	15/20 P	LUXEMBOURG	13/18 N	BUENOS AIR.	8/19 S	RABAT	19/27 N
FRANCE métropole		NANCY	11/20 N	ATHENES	22/28 N	MADRID	17/32 S	CARACAS	25/32 N	TUNIS	23/31 S
AJACCIO	17/27 S	NANTES	14/24 C	BARCELONE	21/28 S	MILAN	19/29 S	CHICAGO	21/31 S	ASIE-OCÉANIE	
BIARRITZ	14/30 S	NICE	19/27 S	BELFAST	15/19 P	MOSCOU	7/14 N	LIMA	15/18 C	BANGKOK	26/28 P
BORDEAUX	13/28 S	PARIS	11/23 N	BELGRADE	14/21 P	MUNICH	12/18 N	LOS ANGELES	17/23 S	BOMBAY	27/30 P
BOURGES	10/25 S	PAU	12/29 S	BERLIN	14/21 P	NAPLES	21/29 S	MEXICO	15/19 C	DJAKARTA	27/31 P
BREST	14/20 C	PERPIGNAN	16/27 S	BERNE	12/20 N	OSLO	7/16 N	MONTREAL	17/24 N	DUBAI	30/38 S
CAEN	13/20 N	RENNES	13/24 C	BRUXELLES	14/20 N	PALMA DE M.	20/30 N	NEW YORK	20/30 S	HANOI	26/34 C
CHERBOURG	12/21 C	ST-ETIENNE	9/24 S	BUCAREST	12/22 N	PRAGUE	13/15 N	SAN FRANCIS.	12/18 S	HONGKONG	26/28 P
CLERMONT-F.	9/25 S	STRASBOURG	13/21 N	BUDAPEST	14/19 P	ROME	19/27 S	SANTIAGO/CHI	1/17 S	JERUSALEM	22/31 S
DIJON	11/23 N	TOULOUSE	13/29 S	COPENHAGUE	14/19 S	SEVILLE	21/32 S	TORONTO	19/29 N	NEW DEHLI	27/35 S
GRENOBLE	11/27 S	TOURS	11/23 N	DUBLIN	15/19 P	SOFIA	14/19 S	WASHINGTON	17/34 S	PEKIN	20/28 S
LILLE	13/19 N	FRANCE outre-mer		FRANCFORT	13/20 N	ST-PETERSB.	9/17 N	AFRIQUE		SEOUL	22/29 S
LIMOGES	11/26 S	CAYENNE	22/32 N	GENEVE	13/24 S	STOCKHOLM	9/17 N	ALGER	18/33 S	SINGAPOUR	26/29 P
LYON	10/25 S	FORT-DE-FR.	25/30 P	HELSINKI	9/16 N	TENERIFE	19/25 S	DAKAR	26/29 C	SYDNEY	12/16 N
MARSEILLE	18/28 S	NOUMEA	19/25 S	ISTANBUL	18/24 N	VARSOVIE	10/21 N	KINSHASA	19/30 C	TOKYO	21/25 P

Situation le 5 septembre à 0 h Tu

Prévisions pour le 7 septembre à 0 h Tu

METEO FRANCE

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Publiée par le Comité régional du tourisme, la quatrième édition des « Fêtes et manifestations en Ile-de-France » recense 500 animations programmées jusqu'en novembre, du festival de spéléologie aux sons et lumières et aux fêtes des vendanges en passant par les salons et expositions, les concerts, les brocantes, les foires et les manifestations sportives. Brochure disponible au CRT, 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

■ **CHINE.** Le voyagiste Hotelplan propose de découvrir Pékin et sa périphérie (la Grande Muraille) en une semaine pour 5 560 F par personne en chambre double et demi-pension (du 16 au 30 septembre), 5 960 F (du 7 et 14 octobre) et 5 160 F (le 28 octobre), prix comprenant le vol direct Zurich-Pékin A/R (Air China), six nuits avec petit déjeuner, les transferts, les excursions, les visites, un accompagnateur. Renseignements dans les agences et au 01-42-33-71-71.

PRATIQUE

Mamies de secours et grands-parents des bons moments

« UNE GRAND-MÈRE est une femme qui n'a pas d'enfant à elle, c'est pour ça qu'elle aime les enfants des autres », affirme Lise, huit ans. Mais tout le monde n'a pas la chance d'avoir, comme la fillette, une grand-mère disponible. Et les parents n'ont pas non plus toujours les moyens de faire appel, en cas de problème inopiné, à une baby-sitter rémunérée.

C'est le cas de Svetlana. Et évidemment, Pierre, deux ans et demi, est tombé malade alors que sa maman venait juste de retrouver du travail. Confier son enfant à une inconnue, la jeune femme ne se dit *« pas suffisamment moderne »* pour effectuer la démarche. En outre Pierre, explique-t-elle, n'a jamais eu de contact avec une personne âgée, car sa *« babouchka »* habite en Russie. *« Mais là, j'étais vraiment trop ennuyée, et j'avais peur de perdre mon emploi. »* Svetlana a donc contacté l'association des Grand'Mères Occasionnelles dont elle avait quand même, *« au cas où... »*, découpé un jour les coordonnées dans un journal de quartier.

Et, il y a un mois, Pierre a passé la journée avec une grand-mère bénévole, diligentée à son domicile par l'association. *« Une journée formidable ! »*, au dire de la maman, enthousiaste. Il paraît même que, depuis, le garçonnet sait jouer aux échecs... Il connaît en tout cas le nom de toutes les pièces de l'échiquier et a aussi appris celui de *« mamie »* qu'il se plaît fréquemment à répéter.

BONNE VOLONTÉ

Créée en 1976 par des femmes de bonne volonté qui ont décidé de mettre leur cœur et leur temps au service des jeunes enfants et de leurs parents, l'association fonctionne avec une vingtaine de grands-mères. *« Interventions ponctuelles de 24 à 48 heures, destinées à dépanner, au plus vite, les mamans qui ont à faire face à un imprévu, en général de santé »*, explique la trésorière de l'association. Les gardes sont exclusivement réservées à des enfants de moins de cinq ans habitant Paris.

Certaines mamies, en revanche, ne résident pas dans Paris même. C'est pourquoi, dès potron-minet, on peut parfois croiser Suzanne, soixante-dix-huit ans, sur un quai de (proche) banlieue. *« Cela ne me pose aucun problème, car je suis du matin. D'ailleurs, vous vous sentez moins vieillir à prendre le métro et à sortir »*, déclare *« Mémé Suzanne »*.

Apparemment la thérapeutique n'est pas mauvaise : depuis l'année de sa retraite, en 1980, la généreuse dame assure, en moyenne, deux gardes par semaine. C'est qu'elle aime ce contact avec les enfants : *« Les nourrissons surtout, mais je vais partout où m'envoie l'association. »* Et la mamie d'un jour a de la mémoire : elle se souvient des difficultés qu'elle a, elle-même, connues lorsqu'elle était jeune maman.

Marthe et Roger se régalent aussi quand ils ont avec eux Jennifer, sept ans. Aussi, car, du côté de la fillette comme de ses parents, à qui *« Mamoune et Papoune »* ont, entre autres, fait découvrir la tradition du lapin de Pâques, les relations nouées avec ces grands-parents à la mode de Valence sont vécues comme un *« cadeau fabuleux »*.

A la différence des grands-mères parisiennes, il n'est pas question ici de garderie : le but des Grands-Parents Bis, également bénévoles, est de partager quelques moments de loisir avec la jeune génération, *« comme le feraient de vrais grands-parents »*, explique Françoise Mège, initiatrice du projet.

PLUS, SI AFFINITÉS

Consciente de sa chance – elle a cinq petits-enfants qui n'habitent pas loin de chez elle –, Françoise Mège sait que tous les aînés n'ont pas, ou pas près d'eux, des enfants et petits-enfants pour les aider à bien vivre leur âge. La chaleureuse institutrice à la retraite connaît aussi l'isolement de nombreux jeunes parents. D'où l'idée d'aider au rapprochement des uns et des autres. Parents (souvent des mamans seules) et grands-parents, des grands-mères essentiellement, sont reçus, séparément, par les animatrices de l'association, qui organisent une rencontre entre demandeurs qui leur semblent présenter des affinités. A eux de décider, ensuite, s'ils ont envie d'essayer de faire un bout de chemin ensemble.

Depuis 1995, huit familles de chaque génération ont ainsi été « appariées », et six parents sont en attente, faute de grands-parents en nombre suffisant. Monique, qui vit seule avec ses deux fillettes de onze ans et six ans, est dans cette situation. En délicatesse avec sa famille et sans contacts avec la grand-mère paternelle des enfants, la jeune femme a adhéré à l'association il y a six mois, quand sa fille aînée lui a dit *« qu'elle s'inventait une grand-mère dans sa tête »*...

Adrien et Maxime, neuf ans et six ans, sont plus chanceux : eux ont déjà, depuis trois ans, trouvé en *« Tatoune et Tonton »* leurs grands-parents d'adoption. Claude, assistante maternelle retraitée à qui son fils n'a pas encore donné de petits-enfants, ne concevait tout bonnement pas de vivre sans *« petitous »*. Quant à Paul, il participe de bonne grâce à la conspiration. Au grand dam des poissons, qui doivent, aujourd'hui, faire doublement attention : Adrien apprend vite les leçons de Tonton, et ils sont maintenant deux à jeter leur ligne à l'Epervière...

Caroline Helfter

Adresses

● **Grands-Mères occasionnelles.** Pour obtenir la présence d'une grand-mère à la maison, téléphoner la veille au soir à l'association (de 18 h 30 à 20 h 30) ou le matin même (de 7 h 45 à 9 heures) au 01-46-33-28-45.
Les gardes ont lieu du lundi au vendredi inclus, uniquement pendant la journée et au domicile (ni promenades, ni conduites). Elles sont bénévoles, mais les parents peuvent faire parvenir un petit don à l'assocation en échange du service rendu (48, rue des Bergers, 75015 Paris).
Ce service s'interrompt pendant les vacances de juillet et août.

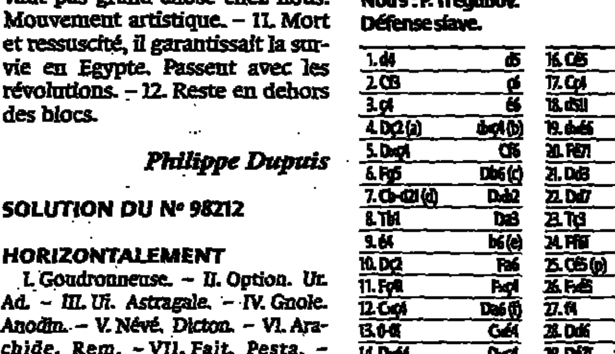
● **Grands-Parents Bis.** Concevant leur activité comme un service de proximité, Les Grands-Parents Bis entendent conserver le caractère local de leur association. Il est donc inutile de les contacter (L'Orangerie, 123, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence) si on n'habite pas la Drôme ou l'Ardèche.

● **Grands-Parrains/Petits-Filleuls.** Encore balbutiante, une autre association de retraités vient de se constituer, avec des ambitions nationales :
Grands-Parrains/Petits-Filleuls.
Adresse : 15, rue des Epinettes, 92240, L'Haÿ-les-Roses,
tél. : 01-45-46-60-66.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98213

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Changement de genre, difficile à accepter sous la Coupole. – II. Fait le ménage dans la comptabilité. Genre musical. – III. Fureur d'un autre temps. Vieil amoureux assez ridicule. – IV. Quatre petits grains de pollen. Fit le juste poids. – V. Forme de devoir. Redonne son sens à la voyelle. Personnel. – VI. Jaune dans les jachères. Participe. De cette façon. – VII. Réservoirs qu'il faut vider dès qu'ils sont pleins. Possessif. – VIII. Problèmes de l'adolescence. Proclamation. – IX. Le gros est imbuvable. Le plus large des châssis. – X. Misse trop haut.

VERTICALEMENT

1. A la « une » de la presse locale. – 2. Fait partie d'un jeu et aura une bonne correction. Conjonction. – 3. Condamnées au silence. Cité antique. – 4. Fin de verbe. Comparable à l'image. – 5. Toujours prêtes à critiquer. – 6. Pape à six reprises. – 7. Comme une histoire bien relevée. Fait tout à moitié. – 8. Beau parleur. Possessif. Dans cette famille, c'est l'oncle le plus connu. – 9. Bourdonnait dans les oreilles. Brille sur le Nil. – 10. Parti de Grèce, il ne vaut pas grand-chose chez nous. Mouvement artistique. – 11. Mort et ressuscité, il garantissait la survie en Egypte. Passent avec les révolutions. – 12. Reste en dehors des blocs.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98212

HORIZONTALEMENT

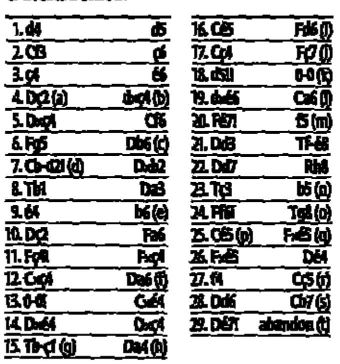
I. Goudronneuse. – II. Option. Ur. Ad. – III. Ui. Astragale. – IV. Gnole. Anodin. – V. Névé. Dicton. – VI. Arachide. Rem. – VII. Fait. Pesta. – VIII. Repos. Abbé. – IX. Eté. Il. Aplat. – X. Résidentiels.

VERTICALEMENT

1. Gougnafier. – 2. Opinera. Té. – 3. Ut. Ovaires. – 4. Dialecte. – 5. Rosé. Pid. – 6. Ont. Dipôle. – 7. Raides. – 8. Nuances. At. – 9. Ergot. Tapi. – 10. Adorable. – 11. Saline. Bal. – 12. Eden. Muets.

ÉCHECS N° 1808

CHAMPIONNAT DE RUSSIE
(Saint-Pétersbourg, 1998)
Blancs : K. Sakajev.
Noirs : P. Tregubov.
Défense slave.



1. d4	d5	16. Cé5	Fd6 (i)
2. Cf3	ç6	17. Cç4	Fç7 (j)
3. ç4	é6	18. d5!!	0-0 (k)
4. Dç2 (a)	dxç4 (b)	19. dxé6	Ca6 (l)
5. Dxç4	Cf6	20. Fé7!	f5 (m)
6. Fg5	Db6 (c)	21. Dd3	Tf-é8
7. Cb-d2 (d)	Dxb2	22. Dd7	Rh8
8. Tb1	Da3	23. Tç3	b5 (n)
9. é4	b6 (e)	24. Ff6!	Tg8 (o)
10. Dç2	Fa6	25. Cé5 (p)	Fxé5 (q)
11. Fç4	Fxç4	26. Fxé5	Dé4
12. Cxç4	Da6 (f)	27. f4	Cç5 (r)
13. 0-0	Cé4	28. Dd6	Cb7 (s)
14. Dxé4	Dxç4	29. Dé7	abandon (t)
15. Tb-ç1 (g)	Da4 (h)		

NOTES

a) Ou 4. Fg5 ; 4. Cb-d2 ; 4. é3.

b) Après 4..., Cf6 ; 5. g3, Cé4 ; 6. Fg2, Fd6 ; 7. 0-0, 0-0 ; 8. b3, Cd7 ; 9. Fa3, Fxa3 : 10. Cxa3, Dé7, la partie est égale.

c) Un décIouage de la D ambitieux. 6..., Fé7 est naturel.

d) Sacrifiant volontiers le pion b2 au profit du développement.

e) Cet affaiblissement du pion ç6 n'est pas nécessaire. 9..., Cb-d7 est plus sain.

f) Un quatrième coup de D qui menace de gagner un deuxième pion (13..., Cxé4).

g) Il doit être clair que les Noirs, n'ayant en jeu que la D au quatorzième coup, sont perdus.

h) Par exemple, après le coup normal 15..., Dd5, les Blancs gagnent facilement par 16. Dxd5, éxd5 (si 16..., çxd5 ; 17. Tç8+, Rd7 ; 18. Tf-ç1) ; 17. Tf-é1+, Rd7 ; 18. Cé5+, Rç8 ; 19. Cxf7, Tg8 ; 20. Té8+, Rd7 ; 21. Tç-é1. De même, si 15..., Dxa2 ; 16. Txç6, Dd5 ; 17. Dxd5, éxd5 ; 18. Tç8+, Rd7 ; 19. Td8+, Rç7 (ou 19..., Ré6 ; 20. Té1+, Rf5 ; 22. Té5+) ; 20. Tç1+, Rb7 ; 21. Ff4).

i) Si 16..., f6 ; 17. Cxç6! Sur 16..., Fa3 les Blancs peuvent poursuivre par 17. Tç3, 0-0 ; 18. Th3 ou 18. Ff6 avec une forte attaque sur le R ennemi.

j) Et non 17..., Fa3 ; 18. Tç3.

k) Et non 18... ; çxd5? ; 19. Cd6+ et 20. Dxa4.

l) 19..., fxé6 est meilleur, mais les Blancs conservent un net avantage après 20. Tç3 et 21. Th3.

m) Et non 20..., Tf-é8? ; 21. éxf7+, Rxf7 ; 22. Cé5+, avec gain de la Da4.

n) A noter que depuis leur quatorzième coup (14..., Dxç4) les Noirs ne disposent d'aucun contre-jeu.

o) Si 24... ; gxf6? ; 25. Th3 suivi du mat.

p) Menace mat en f7.

q) Si 25..., gxf6 ; 26. Cf7+, Rg7 ; 27. Cg5+, Rg6 ; 28. Dxh7+!, Rxg5 ; 29. f4+, Fxf4 ; 30. Tg3+!, Fxg3 ; 31. Txf5+ suivi du mat.

r) Sans craindre 28. Txç5?, Dé3+.

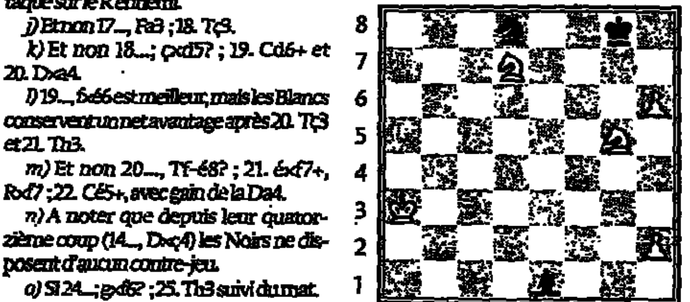
s) Si 28..., Ca4 ; 29. Tg3!

t) Si 29..., Cd8 ; 30. Tg3 ou Th3.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1807
M. GROMOV (1987)
(Blancs : Rç1, Fa2, Cb8 et h2. Noirs : Rf5, Td3.)

1. Fb1, Ré4 ; 2. Cç4, Rd4 ; 3. Cç6+, Rç3 forcé (si 3... ; Rç4-Ré4 ; 4. Cé5+-Cf2+) ; 4. Cf2!, Td5 seule case (si 4..., Té3 ; 5. Cd1+ ; si 4..., Td2-Td6-Tg3 ; 5. Cé4+ ; si 4..., Td7-Tf3 ; 5. Cé4+, Rb3 ou ç4 ; 6. Cç5+ ou 6. Cd2+ ou 6. Cé5+) ; 5. Fg6!! immobilisant la T (si 5... ; Tç5 ou Tg5 ; 6. Cé4+ ; si 5..., Tb5 ; 6. Cé4+ ; Rb3 ou Rç4 ; 7. Cd4+ ou Cd6+), Rç4 ; 6. Cé4!, Rb5 (si 6..., Tb5 ou Td3 ; 7. Cd6+ ou Cé5+ et si 6... ; Rd3 ; 7. Cb4+) 7. Cç3+, Rxç6 : 8. Fé4! et les Blancs gagnent.

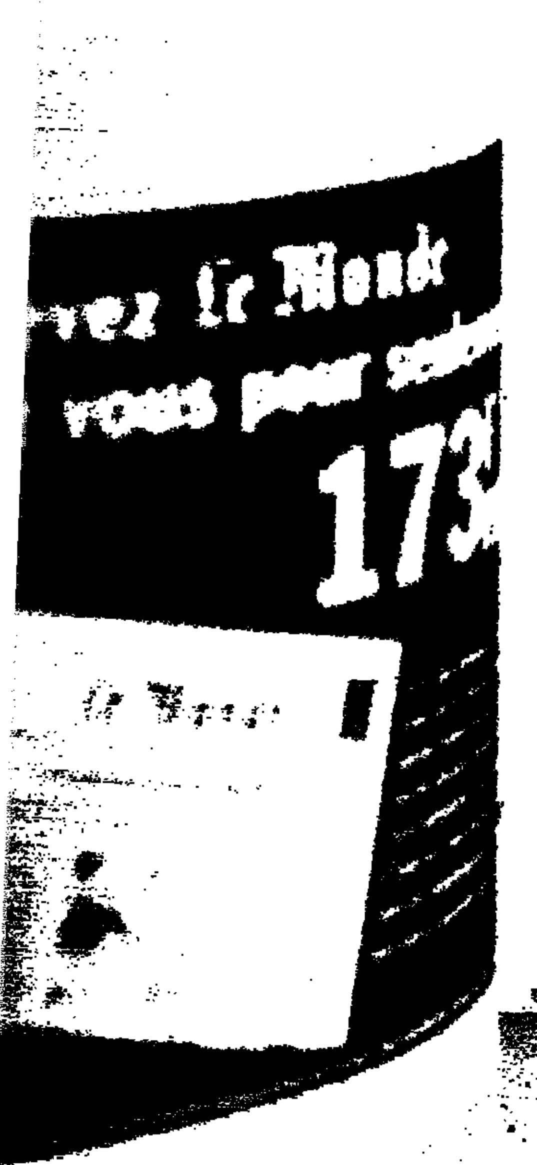
ÉTUDE N° 1808
H. RINCK (1916)



Blancs (5) : Ra3, Cd7 et g5, Ph6 et h2.
Noirs (3) : Rg8, Fé1, Cd8.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26



هكذا من الأصل

MUSIQUE Le premier des trois concerts que devait donner Johnny Hallyday au Stade de France, à Saint-Denis, a dû être annulé, vendredi 4 septembre, en raison du risque que faisait courir la pluie aux *installations électriques.* ● SI L'ÉVACUATION du stade n'a provoqué aucun incident, l'annonce, par le producteur du chanteur, Jean-Claude Camus, du report du concert au vendredi 11 a provoqué une grande déception chez les 70 000 spectateurs présents, qui ne pourront tous assister au show supplémentaire. ● C'EST LE GIGANTISME du spectacle qui en a rendu la tenue impossible dans les conditions météorologiques rencontrées : le concert devait être l'occasion d'un show pyrotechnique et de la réalisation d'une vidéo par TF 1. ● LA CGT dénonce les conditions de rémunération de certains musiciens du spectacle et le staut de « bénévoles » des choristes.

La pluie éteint le feu que promettait Johnny Hallyday

Le premier des trois concerts du chanteur français au Stade de France a dû être annulé à cause des conditions météorologiques. Une date supplémentaire est proposée aux 70 000 spectateurs déçus mais certains ne pourront pas se rendre deux fois en une semaine à Saint-Denis

« JOHNNY disait qu'il allait allumer le feu. Mais en fait, il l'a éteint... » Ainsi le couple d'âge mûr venu d'Epinal avec ses deux adolescents rit-il plutôt jaune, à l'annonce faite au micro de l'annulation du concert de Johnny Hallyday, vendredi 4 septembre, vers 21 h 15. La blague ricanante sur le mot d'ordre affiché de ce concert qui promettait tant de flamme fait rire d'autres spectateurs, voisins de pelouse tout aussi détrempés et déçus. *« Pour du feu, on en a. Et même du vent ! Johnny a vu trop grand. Il n'avait pas prévu la pluie ! Comment les organisateurs ont-ils pu oublier de protéger la scène ? »*

La stupeur semble frapper jusqu'aux rangs de la tribune des VIP, où chanteurs, acteurs et hommes politiques attendaient eux aussi l'arrivée du rocker idole. *« On n'a jamais vu ça »*, répète-t-on, ici ou là, sans colère, comme sous le choc, déjà un pas vers la sortie avant que le gros de l'immense foule ne se précipite. Une bande de jeunes banlieusards lance un refrain connu, pour se donner du chaud au cœur : *« On est les champions, on est les champions ! »* Mais la rengaine sonne triste, sous le ciel sombre et la pluie qui redouble. Peu à peu, et sans bousculades, on évacue ce si beau stade qu'on avait eu loisir d'admirer depuis deux heures qu'on attendait le début du spectacle. Certains étaient même arrivés vers 17 heures...

« Mais nous reviendrons, vendredi prochain », se dit-on, avant de se séparer. Les organisateurs ont en effet proposé, en désespoir de cause, aux 70 000 spectateurs présents ce vendredi de première de revenir dans huit jours, ou, à défaut, de se faire rembourser leur billet.

DÉJÀ PARDONNÉ

« Revenir ? Mais vous n'y pensez pas. Nous sommes venus de Bienne, en Suisse, avec six autocars. Partis ce matin à 7 heures, nous ne rentrons que dimanche. Nous avons payé un forfait de 1 300 francs, hôtel compris. » La déception est à la mesure du soin mis à préparer le grand soir. Pour ne pas se perdre dans la foule, ces Suisses avaient même tous acheté une casquette orange, portée fièrement comme un panache de ralliement. *« Johnny, c'est magique. Il chante pour les petits et les grands. Il y a trois générations présentes dans notre groupe. La doyenne a soixante-trois ans et pour rien au monde elle n'aurait raté le voyage »*, explique Maud, vingt-neuf ans, ouvrière dans une fabrique de montres. *« C'est la première fois que je pouvais voir Johnny sur scène. Mon enfance a été bercée par ses chansons, que mes parents écoutaient tout le temps. »* Son fiancé, chef de chantier, trente-quatre ans, avait assisté au concert du rocker au Parc des princes, puis à Genève, *« où, je dois dire, il fut mauvais, parce que complètement cuit*, précise-t-il. *Mais je ne suis pas allé à Las Vegas. C'était trop cher. Il paraît que ce fut un bide »*. Cette fois-ci, c'est à la météo qu'il préfère s'en prendre.



MOUSSE/MAXPPP

Certains fans déçus n'ont pu retenir leurs larmes à l'annonce de l'annulation du concert.

Car l'idole, en dépit de l'intempérie, garde ses fans. Ainsi cet homme à la bedaine serrée dans un perfecto râpé, le regard brillant d'affection, venu de l'Oise avec ses copains et en célibataire... *« Je suis Johnny depuis 1982, partout, et dans tous ses styles, même si je le préfère dans ses rocks et ses blues passés. A Las Vegas, à mon goût, il s'américanisait trop. C'est un génie, une bête de scène qui se donne à fond. Il doit être très malheureux ce soir dans sa loge, même s'il a mis la sécurité du public au-dessus des intérêts financiers. »* Autour de cet homme, les visages acquiescent. Trois femmes de Gagny, recouvertes d'un imper plastique ramené des chutes du Niagara, confirment elles aussi : *« Rendez-vous vendredi prochain. Johnny nous a préparé le plus géant de ses concerts. On ne va pas le rater pour une pluie. Johnny, on l'aime, pour tout. On ne va pas le laisser tomber. »*

Non loin de là, « Les Mimis du Havre » replient leurs banderoles à l'effigie de leur idole. *« Les Mimis ? Michel et Michel, c'est nous »*, se présentent joyeusement ces deux fans à la quarantaine solide, ouvriers au Havre, qui ont été de tous les concerts de Johnny. *« Nous sommes veinards. Nous étions invités la semaine passée à la répétition au Zénith. C'était génial, grandiose, et pourtant il n'y avait ni décor ni duos. »* Les deux compères se sont offert des places à 550 francs pour les concerts de vendredi et du lendemain samedi. Dimanche, ils sont invités par les organisateurs, en tant que membres du fan club.

FAUX BILLETS ET VRAIE COLÈRE

Il y a bien quelques brebis égarées qui se réjouissent de l'annulation... Un jeune couple venu de Metz, manifestement furieux, va se faire rembourser. *« C'est une chance. Nous étions si mal placés, contrairement aux promesses de l'agence qui nous a vendu les tickets à 600 francs pièce. »* D'autres malchanceux venus de grande banlieue – un groupe de trois cents personnes – se sont retrouvés debout sur la pelouse après avoir payé des places assises. *« Pas moyen de trouver un responsable ce soir ! »*, maugrée leur organisateur. Certains enfin se sont fait refouler *« pour cause de faux billets »*, qui de fait ont circulé comme pour un soir de match. Leur colère s'atténue à la vue des premiers retours vers le métro, entre des haies de policiers goguenards. La force publique veille au grain. Du début jusqu'à la fin de ligne, à chaque station importante, un groupe d'agents en uniforme guette les trouble-fête ou les déçus de Johnny...

Danielle Rouard

Un show sous la menace permanente de sa propre ampleur

« Johnny ne fait pas de spectacle à moitié », a justifié le PDG de sa maison de disques

LA PLUIE : la pensée magique peut laisser croire qu'il s'agit là d'un nouveau coup infligé par les dieux au héros déchu qu'est Johnny Hallyday. Plus pragmatiquement, le producteur du spectacle, Jean-Claude Camus, et l'équipe qui entoure le chanteur avaient apparemment décidé d'ignorer la météo, ce qui, en septembre à Paris, peut se révéler lourd de conséquences. Les câbles électriques, a déclaré Jean-Claude Camus, étaient noyés sous les trombes d'eau. Comment n'avait-on pas songé à les protéger ? Comment, en dressant cette scène qui aura coûté 5,5 millions de francs, a-t-on pu oublier les intempéries en ne la couvrant pas davantage ? Ce manque de professionalisme aurait ainsi pris de court le plus gros des producteurs de spectacles français.

Dans la tribune officielle, tandis que le public impatient tentait une ultime ola, le signal du départ était donné vers 20 h 15. Philippe Séguin avait quitté les gradins, Michel Sardou (de l'écurie Camus) avait disparu, prévenus par les bruits insistants d'annulation venant des coulisses. Dès 19 heures, la production aurait, dit-on de source autorisée, commencé les tractations avec les assureurs. Pendant ce temps, la route-décorum où Johnny devait faire une démonstration de moto sauvage prenait des allures de patinoire : elle s'enfonce en effet profondément sur la pelouse du Stade de France, totalement à découvert. Avec ce ciel bouché, adieu pyrotechnie, filin, hélico, doublure, toutes ces fariboles qui avaient nourri la rumeur des jours derniers – Johnny descendrait-il du ciel dans un hélicoptère piloté par Michel Drucker, qui était dans les tribunes ? Et sans effets spéciaux, *quid* du film que réalise TF 1 ?

Des cordes de pluie et des histoires, déjà, qui circulent, des hypothèses qui s'affrontent : Johnny n'était pas en état de chanter ; le Stade de France est un lieu inadapté aux concerts, ce qui laisse présager le pire pour son avenir économique ; la production du spectacle n'est pas abonnée au service de météorologie permettant de connaître l'état du temps à la demi-heure près – de fait, la pluie cessa vers 21 h 30, trente minutes après l'évacuation des derniers spectateurs.

Ce 4 septembre était un soir de première, un de ces soirs que, dans la grande tradition de la variété, on ne peut rater sous aucun prétexte : le parterre est prestigieux – Nathalie Baye, toute la télévision française, Nana Mouskouri, Régine et Jean-Louis Debré, Bernard Pivot, etc. En haut comme en bas, on laissera à Johnny le privilège de l'impunité. On le plaint, on le devine au trente-sixième dessous, mais, tout de même, on aurait voulu le voir débouler en scène à la place de son tourneur, une guitare à la main, une chanson en cadeau, en petite formation...

Pascal Nègre, PDG de PolyGram Musique, et à ce titre patron discographique de Johnny Hallyday, dément, dans la panique ambiante, la version donnée en scène par Jean-Claude Camus, au côté de qui la maison de disques s'est largement engagée. Problème de noyade électronique ? Certes. *« Mais la réalité est la suivante : Johnny ne fait pas de spectacle à moitié. Il a refusé. C'est un courage énorme pour un artiste qui travaille depuis un an sur un spectacle, cela prouve que c'est une grande star. Quel artiste au monde peut rassembler trois fois 80 000 spectateurs dans son pays ? On peut lui reprocher d'avoir été pharaonique, mais il a eu raison. »* Jean-Claude Camus est introuvable, le préjudice financier n'est pas encore évalué.

La dimension pharaonique qui, selon certains de ses conseillers, irait comme un gant à Johnny, aussi bien que la *« destroyance »* affichée comme un concept *philosophique contemporain*, a pourtant laissé Johnny Hallyday sous le coup d'un concert désastreux, mal préparé, *« incompris »*, dit Jean-Claude Camus, à Las Vegas fin 1996. Plutôt que de tirer les leçons de l'expérience, la production a préféré faire de la surenchère sur le concert des Rolling Stones qui avaient inauguré en juillet le Stade de France en tant qu'espace rock, « grillant » Johnny et reléguant aux oubliettes le contrat d'exclusivité signé par le Consortium du stade à Camus et Camus Production. Ainsi, les trois concerts de Johnny Hallyday seraient plus grands, plus forts, plus hauts (*Le Monde* du 26 août). U 2 a joué sous la pluie, les Rolling Stones aussi, sur l'Hippodrome de Longchamp, comme Elton John, à Disneyland Paris. Ce n'est pas la pluie qui a perdu la soirée de gala de Johnny Hallyday, c'est la volonté de mégalomanie et d'emphase qui a débordé sur la pelouse.

Véronique Mortaigne

Choristes « bénévoles » et musiciens sous-payés

La CGT dénonce les conditions d'emploi du personnel des concerts de Johnny Hallyday. La Fédération des syndicats CGT du spectacle estime, dans un communiqué publié vendredi 4 septembre, que *« certaines conditions de production* [des concerts au Stade de France] *sont condamnables au regard de la législation sociale en vigueur ». « Ces concerts, qui vont brasser plusieurs dizaines millions de francs,* ajoute le syndicat, *font peu de cas des conditions d'emploi et de rémunération des artistes musiciens, puisque, au mépris de la convention collective applicable, il leur serait royalement proposé une rémunération brute de 520 francs par service. »* En outre, *« plusieurs centaines de choristes ont été engagés comme bénévoles alors qu'ils participent incontestablement à un spectacle professionnel ».*

Mégalomanie en crescendo

● **Parc des Princes (1993).** Les 18, 19 et 20 juin, le chanteur fête ses cinquante ans dans le fief du Paris Saint-Germain ; 1 700 techniciens, 300 agents de sécurité ; 58 000 spectateurs environ chaque soir ; 40 millions de budget. Une réplique du pont de Brooklyn de 30 mètres de haut.

● ***Las Vegas* (1996).** Le 24 novembre 1996, Johnny Hallyday donne un concert au Aladdin-Hôtel-Casino (7 000 places) devant 4 300 fans venus de France et ayant acquitté un forfait de 7 300 francs pour deux jours à Las Vegas et l'entrée au concert, voire plus s'ils ont choisi l'option « Harley-Davidson ». Une agence de voyages, TCI Motivation, est créée pour l'occasion dans les locaux de Camus et Camus Production à Paris. Fléchage « Johnny à Vegas » aux aéroports, six vols spéciaux, dont deux Boeing 747 de Corsair, rebaptisés pour l'occasion *Gabrielle* et *Retiens la nuit*.

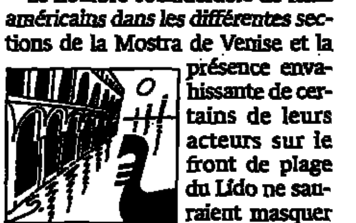
● **Stade de France (1998).** Trois concerts, 210 000 places prévendues selon le producteur du spectacle, Jean-Claude Camus, pour un total de 240 000 disponibles (trois fois 80 000). Un investissement de 60 millions de francs, dont 10 millions pour la location du stade et 5,5 millions pour la construction de la scène. Un décor conçu par Luc Delemazure : 3 600 m², 120 m de largeur, 30 m de hauteur, une route descendant des gradins longue de 160 m, un pont-levis de 18 m, un écran géant de 350 m². Une équipe d'un millier de personnes.

Le basket offre au cinéma de Spike Lee un rebond favorable

VENISE

de notre envoyé spécial

Le nombre considérable de films *américains dans les différentes sections* de la Mostra de Venise et la présence envahissante de certains de leurs acteurs sur le front de plage du Lido ne sauraient masquer le dédain des *studios* et des plus grosses compagnies indépendantes pour la première édition du Marché du film et du scénario de Venise, qui se déroule du 5 au 10 septembre. Un projet sur lequel avaient travaillé Gillo Pontecorvo et Felice Laudadio, son successeur à la tête du festival, qui vise à faire de Venise le plus important marché du film après Cannes et l'American Film Market à Los Angeles.



MOSTRA DE VENISE

Si un tel pari était réussi, il marquerait un peu plus la montée en puissance du Festival de Venise. Felice Laudadio parlait d'un acte de foi. Il lui reste à trouver des fidèles. Les acheteurs de Sony Pictures Classics (MGM, Fox, Disney et Gramercy, la branche cinéma de Polygram) ont soigneusement évité le marché, situé à l'intérieur d'une grande tente juste en face du casino. Paramount et Miramax se sont, eux, donné la peine d'envoyer un responsable de leur bureau de Londres afin de tester les potentialités de ce marché, concurrencé à la même date par Toronto. Commentant leur arrivée, l'hebdomadaire américain *Variety* glissait cette remarque acerbe : *« Au moins, la nourriture est bonne à Venise. »*

La Mostra présentait dans la section Night and Stars, bien plus intéressante pour l'instant que la compétition officielle, le nouveau film de Spike Lee, *He Got Game*. Le réalisateur américain décrit avec une rigueur exemplaire le parcours du combattant qui attend le jeune Jesus Shuttlesworth, le meilleur joueur de basket-ball de sa classe d'âge, se retrouvant courtisé par toutes les universités du pays. Même son père, Jake Shuttlesworth (interprété par un Denzel Washington très sobre tirant un *parti formidable d'un rôle ingrat*), incarcéré pour le meurtre accidentel de sa femme, est remis en liberté conditionnelle sur ordre du gouverneur, grand fan de basket-ball – à la condition qu'il convainque son fils de signer à Big State University, dont le gouverneur est l'un des plus généreux donateurs.

Pour la première fois, Spike Lee semble être sorti du manichéisme qui guettait la plupart de ses films. Sa vision d'un monde où les Blancs se trouvaient porteurs de toutes les tares de la Terre avait longtemps oblitéré son talent. Or Lee regarde l'univers de la NBA, la ligue américaine de basket professionnel, et le sport professionnel *américain en général*, comme une gigantesque entreprise mercantile où des Noirs s'instituent maquereaux d'autres Noirs. La cellule familiale très fragile dans laquelle évolue Jesus se délite dès que les offres des autres collèges commencent à affluer. Son père adoptif roule dans une voiture flambant neuve, cadeau d'un agent qui lui demandait de convaincre son fils de signer avec lui, sa petite amie au lycée accepte des sommes d'argent d'un entraîneur en échange de son influence auprès de Jesus, et tous ses amis cherchent à toucher une part des *bénéfices de ce prodige.*

L'absence de romantisme avec lequel Lee traite le basket-ball – sa publicité pour une marque de chaussures avec Michael Jordan avait grandement contribué, au début des années 90, à offrir à la NBA sa part de *« glamour »* –, la manière dont il filme ce sport, sans artifices, et la sévérité avec laquelle il juge la communauté noire sont tout simplement surprenantes. *He Got Game* repose aussi sur la belle idée que, dans une communauté en crise, les enfants doivent se transformer en gardiens de leurs parents.

Samuel Blumenfeld

هكذا من الإصل

Des « cannibales » au bois de Vincennes

Le dernier livre de Didier Daeninckx retrace la triste histoire des Canaques de l'Exposition coloniale de 1931

SONS ET LUMIÈRES, fastes, grandes eaux : le 6 mai 1931 s'ouvre au bois de Vincennes un zoo, et l'Exposition coloniale la plus grande du genre. Son commissaire général, le maréchal Lyautey, l'inaugure en affirmant qu'elle est *« une leçon d'union entre les races qu'il ne convient pas de hiérarchiser en races supérieures ou inférieures, mais de regarder comme différentes »*. A la suite de la visite officielle, le ministre des colonies, Paul Reynaud, se tourne vers son hôte d'honneur, le président Doumergue : *« Vous venez, monsieur le président, de faire, en un quart d'heure, le tour du monde. »* Les représentants du gouvernement avaient vu en effet la reproduction des temples d'Angkor Vat, des tours annamites et des souks marocains, des cases polynésiennes, avec leurs habitants, charmeurs de serpents, marabouts, danseuses.

La « une » du *Matin* publie ce jour-là quatre photos ainsi légendées : *« En haut, à gauche, un indigène de l'AOF ; à droite, les lions font la sieste. En bas : les petites Cambodgiennes attendent leurs habits de gala ; la girafe et l'autruche en conversation. »* Il s'agit de « faire vrai », d'accentuer le pittoresque de cette démonstration du *« génie colonisateur et civilisateur »* de la race blanche, afin de solliciter *« l'adhésion unanime de l'opinion publique »*.

MASCARADE

Les organisateurs ne lésinent pas sur le spectacle. Lors de l'Exposition coloniale de 1887, Jules Lemaître avait décrit l'affligeante mise en scène de ces hommes jouant à la guerre *« avec des cris gutturaux, des cris de sauvages (naturellement) »*, et en 1906 à Marseille, un prospectus exhortait les visiteurs à utiliser les pousse-pousse tirés par des coolies en uniforme.

Cette année-là, en 1931, le scandale éclate au Jardin d'acclimatation, où l'Exposition coloniale a installé une représentation théâtrale annexe : au pavillon de la Nouvelle-Calédonie, des Canaques sont présentés avec une pancarte, « Hommes anthropophages ». Certains ont mission de creuser d'énormes troncs d'arbres pour construire des pirogues, d'autres nagent dans une mare en poussant des cris de bêtes, les femmes doivent danser le pilou-pilou à heures fixes, poitrine nue.

Cette mascarade suscite peu de protestations, hormis le *Manifeste* des surréalistes (*« Ne visitez pas l'Exposition coloniale... Il s'agit d'annexer au fin paysage de France, déjà très relevé avant-guerre par une chanson sur la cabane-bambou, une perspective de minarets et de pagodes »*), des réactions du Parti communiste et de la Ligue des droits de l'homme. Seul, un journaliste s'émeut, dans *Candide* : le futur collaborateur de *Je suis partout*, Alain Laubreaux. D'origine calédonienne, ce dernier reconnaît parmi les « cannibales » un ami, connu naguère à Nouméa. *« Ces fauves bestiaux s'appellent Elisée, Jean, Maurice, Auguste, Germain et même Marius, rugit-il. L'un était à Nouméa cocher aux magasins Ballende, l'autre employé à la douane, celui-ci maître d'hôtel, celui-là timonier à bord d'un cargo côtier... Le plus beau de l'affaire est que le Barnum de cette extravagante tournée s'appelle l'Administration française. »*

Invité il y a un an en Nouvelle-Calédonie par Jean-François Carrez-Corral, directeur de la Bibliothèque centrale, soucieux d'ouvrir la culture livresque à toutes les tribus, le romancier Didier Daeninckx a rencontré durant quatre semaines des conteurs, chefs de village. Certains lui ont évoqué ce lamentable épisode de l'histoire des relations franco-calédoniennes. Il en a fait une pièce radiophonique, *Des Canaques à Paris*, diffusée sur France-Culture en mars, puis un récit, à paraître ces jours-ci. L'histoire est édifiante.

En 1931, la Fédération française des anciens coloniaux (FFAC) obtient du gouverneur local de l'époque, Joseph Guyon, de recruter une centaine de Canaques pour l'Expo. C'est ainsi que 91 hommes, 14 femmes et enfants originaires de Canala, Ouvéa, Lifou et Maré auxquels on a promis une visite agréable de la capitale en échange de quelques démonstrations de la culture calédonienne (danses et chants) s'embarquent le 15 janvier sur le *Ville de Verdun*, débarquent deux mois plus tard à Marseille, menés illico à Paris, et parqués comme attraction, au milieu de crocodiles.



Photographie présentée au pavillon de la Nouvelle-Calédonie, lors de l'Exposition coloniale de 1931. L'ILLUSTRATION / SYGMA

EXPÉDIÉS EN ALLEMAGNE

Tandis que les Canaques paralysés par le froid ruminent leur humiliation, les crocodiles empoisonnés ou victimes d'une nourriture inadaptée meurent d'un coup. Affolés, les organisateurs obtiennent que le zoo de Hambourg leurs prêtent des crocodiles, et promettent en échange que 60 Canaques soient expédiés en Allemagne, pour être montrés à Berlin, Francfort, Hambourg, Leipzig et Munich comme des singes nus polygames et cannibales. Si certains y bénéficient alors de rapports cordiaux, d'autres sont traités en esclaves. Treize ans après la Grande Guerre, des Allemands s'enflamment à expliquer leur défaite par la présence de ces *« cannibales envoyés par les Français dans les tranchées »*.

Dans le récit de Didier Daeninckx, qui imagine la fugue de deux rebelles dans la jungle citadine, un épisode dans le métro parisien (écho aux interdits calédoniens de pénétrer dans le sol, lieu des défunts, et allusion aux morts du métro Charonne – lors d'une manifestation pendant le guerre d'Algérie), et qui, à partir de ce fait authentique, met en perspective les révoltes ayant mené à la grotte d'Ouvéa, tous les faits (ou presque) sont vérifiables. Les Canaques sont exposés à Vincennes plutôt qu'au Jardin d'acclimatation, le zoo de Hambourg est remplacé par un cirque...

Mais pour le reste, des témoins se souviennent, quelques survivants de l'épopée, ou leurs petits-fils, parmi lesquels celui de Djubelly Wéa, l'assassin de Jean-Marie Tjibaou, et le footballeur Christian Karembeu : *« Mon grand-père était très agressif lorsqu'il nous parlait de cette histoire. Il avait la haine. Dès le départ, on leur a menti sur les motivations du voyage. C'est comme lors de la deuxième guerre mondiale où on avait promis aux Canaques un lopin de terre à leur retour. En fait, ils ont été confinés dans des "réserves". Ce fut un asservissement, mais qu'il faut replacer dans le contexte de l'époque. Cela fait désormais partie de l'Histoire, comme l'apartheid en Afrique du Sud. »*

Jean-Luc Douin

★ *Cannibale*, de Didier Daeninckx, Verdier, 94 p., 50 F (en librairie le 10 septembre). Par ailleurs, Joël Dauphiné, *agrégé d'histoire*, docteur ès lettres, et qui a enseigné en Nouvelle-Calédonie de 1969 à 1988, a publié en avril un livre consacré au même sujet, *Canaques de la Nouvelle-Calédonie à Paris en 1931. De la case au zoo*, éd. L'Harmattan.

DÉPÊCHES

■ **PRIX : le prix Care International du reportage humanitaire a été remis**, jeudi 3 septembre, à Lizzie Sadin de l'agence Rapho, dans le cadre du festival de photojournalisme Visa pour l'image, à Perpignan. Ce prix récompense le travail de cette photographe sur la violence conjugale. Les deux autres finalistes de ce prix, doté de 50 000 F par la Fondation Flouin-Mac Bain, sont Emmanuel Dunan (AFP) pour un reportage sur le tremblement de terre de juin 1998 en Afghanistan, et Paul Lowe (Magnum) pour un reportage sur la famine au Soudan.

■ **MUSÉE : la chanteuse Lara Fabian a inauguré, le jeudi 3 septembre, au Musée Grévin**, à Paris, son personnage de cire, quelques mois après les 2 Be 3. *« On pense que les honneurs n'arrivent qu'après le grand départ. Je suis très honorée d'avoir été choisie de mon vivant par le Musée Grévin »*, a déclaré la chanteuse belge immortalisée assise, dans une robe à décolleté du jeune styliste français Ralph Kemp, qui signe déjà ses tenues de scène. Le personnage de cire de Lara Fabian a été sculpté par Michèle Leiser, une artiste française qui vit et travaille au Canada. Une centaine de fans ont accueilli Lara Fabian boulevard Montmartre.

■ **CHANSON : le chanteur espagnol Paco Ibanez, soixante-trois ans, a décidé d'enregistrer un disque en langue basque intitulé** *Oritzen* (« En se souvenant ») qui sortira en octobre. Le chanteur rappelle que sa mère est d'origine basque et qu'il a passé une partie de son enfance dans la maison familiale dans la province basque de Guipuzcoa. Ce disque comportera des chants traditionnels mais aussi des œuvres de l'auteur-compositeur Xabier Lete.

Les Gitans de Perpignan se sentent « insultés » par une photographie de Magnum

PERPIGNAN
de notre envoyé spécial

Joseph Saadna, dit « Mambo », ne décolère pas : *« C'est une honte. C'est comme si j'étais à la maison en train de faire l'amour avec ma femme et qu'on nous prend en photo. Ça vous plairait de vous voir dans le journal ? »* Ce représentant de la communauté gitane de Perpignan, dans le quartier Saint-Jacques, est rejoint par « Pitou », considéré comme un « roi » des Gitans : *« Ce n'est pas une agression ; c'est une insulte. »*

L'insulte en question est une photographie en couleurs prise par l'Américaine Susan Meiselas, de l'agence Magnum, et publiée par *Télérama* dans son numéro du 27 août 1997 parmi d'autres images sur les Gitanes. Elle représente une scène coutumière et *« de forte tension »* d'un mariage : la jeune fille de dix-sept ans, allongée sur une table, se fait inspecter l'hymen par une femme qui vérifie si elle est vierge. Le constat du contraire serait un suprême déshonneur pour la mariée et ses proches. Estimant que cette photo est une atteinte à la vie privée, la famille a saisi la justice. Le 20 juillet, le tribunal de grande instance de Perpignan a condamné Susan Meiselas, Magnum et *Télérama* à verser 30 000 F à la jeune fille et à lui rendre le négatif. Les condamnés ont fait appel.

« AUCUN VOYEURISME »

Le tribunal reconnaît pourtant que Susan Meiselas a agi *« de manière loyale »* : elle a été *« conviée »* à ce rite, a photographié *« sans dissimulation ni artifice »*, l'image *« ne procède d'aucun voyeurisme »* puisqu'elle *« ne dévoile rien du corps »*. Et le reportage témoigne d'une sympathie pour les femmes gitanes.

Ce n'est pas la photo qui est en cause, mais sa publication *« sans le consentement du sujet »*. Il y a aussi l'impact de la page imprimée, que ne mesurent pas toujours ceux qui acceptent d'être photographiés. L'argument surprend la photographe : *« Je peux vous assurer que l'autorisation est un faux problème. La vraie question, c'est la condition très dure de la femme gitane, qui n'a pas droit à la parole. Et j'ai peur que cette histoire ne se retourne encore contre elles. »*

François Hebel, le directeur de Magnum, va plus loin : *« Tout le monde se scandalise de ce que les talibans font subir aux femmes en Afghanistan mais nous sommes condamnés alors que les femmes gitanes sont cantonnées dans un statut indéfendable. »* D'où la question de savoir s'il n'y a pas, dans cette histoire, atteinte à la vie privée... d'hommes qui se sont sentis humiliés. *« Jamais un homme n'a pu assister à cette scène ! »*, explique « Pitou ». Il nous a été impossible de rencontrer la jeune mariée. Les Gitans parlent pour elle et pour celles qui étaient sur la photo : *« On est macho*, reconnaît "Mambo", *mais ce ne sont pas des esclaves. »* « Pitou » ajoute : *« Il faut respecter nos coutumes. C'est comme ça que nos filles restent pures. »*

Ce procès survient à un moment où le travail des photographes de presse n'a jamais été autant entravé par des demandes d'autorisations, contrôles des photos et procès pour atteinte au droit à l'image. Susan Meiselas est une photographe qui fait autorité pour ses reportages sur les minorités – *« c'est la première fois en vingt-cinq ans que je ne peux pas partager mes images avec les personnes photographiées »*, dit-elle. L'agence Magnum est prestigieuse et *Télérama* n'est pas un journal à scandales. En faisant appel, ils entendent donner une valeur d'exemplarité à un problème qui agite la profession. François Hebel : *« Si l'on doit obtenir une autorisation écrite après la prise de vue, c'est toute la photo du réel qui est menacée. »*

Le procès survient aussi dans une ville qui accueille, jusqu'au 13 septembre, le festival de photojournalisme Visa pour l'image. Le directeur, Jean-François Leroy, a été « convoqué », après la publication de *Télérama*, par des dirigeants gitans. C'est peu de dire que le patron de Visa, qui défend les photographes mais affirme aussi *« entretenir de bonnes relations avec la communauté gitane »*, est embarrassé. Dans le quartier Saint-Jacques, certains n'ont pas oublié : *« Si l'Américaine revient, c'est le Samu qui l'attend... »*

Michel Guerrin

Harriet Logan redonne un visage aux femmes d'Afghanistan

La photographe expose à Perpignan une vingtaine de portraits et scènes de rue en pays taleb

La photographe britannique Harriet Logan expose jusqu'au 13 septembre dans une cellule du Couvent des minimes de Perpignan une vingtaine de clichés pris en janvier entre Jalalabad et Kaboul, en Afghanistan. Images volées de femmes voilées, dans la rue, images offertes dans l'intimité des appartements, au mépris des risques, par des femmes qui revendiquent ce dernier droit d'expression.

HARRIET LOGAN, festival Visa pour l'image, Couvent des minimes, rue François-Rabelais, 66000, Perpignan. Tél. : 04-68-66-18-00. Tous les jours, de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 13 septembre.

PERPIGNAN
De notre envoyé spécial

Il y a une vingtaine de photos à peine, accrochées dans une petite cellule du Couvent des minimes de Perpignan. La Britannique Harriet Logan les a réalisées, en janvier, au cours d'un reportage sur la condition des femmes dans l'Afghanistan des talibans, à Kaboul et Jalalabad, pour le compte du *Sunday Times Magazine*.

Harriet Logan a trente et un ans. On l'imagine baroudeuse. Elle corrige : *« Je crois aux faits et à la possibilité de montrer comment les gens vivent, pas comment ils meurent. »* Elle continue la riche tradition britannique du reportage, depuis Don Mc Cullin jusqu'à Tom Stoddart. Elle raconte : *« Je suis déjà allée au Soudan, en Tchétchénie, en Bosnie, au Pakistan. L'Afghanistan est le pays le plus dur que j'aie photographié. Mais si je peux y retourner demain, j'y vais. »* Seules les façades meurtries ou détruites par la guerre peuvent être photographiées. Les hommes et les femmes, jamais. Harriet Logan a pu fracturer, un peu, les verrous de la censure et de l'Etat policier. Elle a rencontré des Afghanes, dans leur maison, des enfants aussi. Elle a acheté trois *burke*, ce tchador intégral et opaque, bleu turquoise, qui ne laisse entrevoir que le regard et les chaussures. Harriet Logan explique l'ambiguïté du vêtement : *« La* burke *est pour nous le symbole de l'oppression de la femme. Mais elle peut se retourner contre le régime. Elle m'a permis de me cacher avec mes appareils, et, surtout, permet aux femmes afghanes de conserver un semblant d'identité. Il leur est interdit de se parler dans la rue, mais elles se reconnaissent, rien qu'avec le mouvement du corps et leur façon de marcher. »*

La plupart des femmes, sous la *burke*, sont maquillées, ce qui est un sacrilège pour le régime. *« On dit que des femmes ont eu les lèvres coupées après avoir été surprises avec du rouge à lèvres. »* D'où cette photo comme un affront, sensuelle, tranchant avec les autres images – austères –, qui montre justement une bouche charnue dessinée dans la pénombre. De nombreuses femmes des milieux aisés ont quitté le pays après la victoire des talibans. *« Celles qui restent disent que si elles s'en vont à leur tour, les autres n'auront plus d'espoir. »* Beaucoup ont perdu leur mari pendant la guerre et, comme elles n'ont plus le droit de travailler, leurs ressources sont dérisoires. Un père a dit à Harriet Logan : *« S'il vous plaît, ne revenez plus, je ne peux plus mettre ma famille en danger. »* Ces femmes étaient étudiante, enseignante, femme de ménage, journaliste à la télévision...

UNE VILLE NOIRE

Le droit à l'éducation est interdit aux filles. Harriet Logan a réussi à entrer dans une école clandestine, improvisées dans un appartement où une vingtaine de fillettes continuent de suivre un enseignement. Elle parle de cette ancienne professeur à l'Ecole polytechnique : *« Elle pleurait tout le temps, elle était comme au bord d'une crise de nerfs. Elle est obligée de vendre ses vêtements pour nourrir son garçon de sept ans. Elle venait de voler du sel et vivait cela comme une humiliation. Quand elle a voulu faire passer des examens à ses anciens étudiants, les talibans l'ont menacée de lui couper les jambes. Elle dit que si elle n'avait pas son fils elle se suiciderait. »* Le nombre de suicides ne cesse d'augmenter. Des femmes tuent parfois d'abord leurs enfants. *« Elles vivent ce qui leur arrive comme un châtiment à cause du passé, quand Kaboul était une ville occidentalisée. »* Les photos donnent l'impression d'une ville noire, dominée par la peur, où tout se dit et se fait dans la pénombre.

Chaque image est le fruit d'une énergie et d'une tension à la fois folle et retenue. Harriet Logan en a fait très peu. L'exposition témoigne d'un décalage étrange entre l'extrême distance des photos de rue, avec des silhouettes sombres qui surgissent ici et là – elle sortait son Leica discret et photographiait en le tenant au niveau du ventre – et l'intimité partagée dans les appartements. Elle parle d'ailleurs d'une double identité : *« Dans la rue, les femmes ne sont plus des femmes ; mais derrière les portes des maisons, un autre monde surgit, elles reprennent corps. »*

Dans l'exposition, six ou sept visages sont identifiables. N'est-ce pas irresponsable de mettre en danger ces femmes ? *« Je leur ai beaucoup parlé de ces images, ce qu'une publication signifiait. J'ai répété et répété le risque qu'elles prenaient. Elles m'ont supplié de les montrer, c'est le dernier droit à la parole qui leur reste. C'est leur seule façon de dire que si les talibans veulent un début de reconnaissance internationale, ces femmes doivent avoir des droits. »*

Michel Guerrin

Tadashi Kawamata, à propos de chaises

KAWAMATA, LES CHAISES DE TRAVERSE. FRAC Lorraine, hôtel Saint-Livier, 1, rue des Trinitaires, 57000 Metz. Tél. : 03-87-74-20-02. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures. Synagogue de Delme, 31, rue Poincaré, 57590 Delme. Tél. : 03-87-01-35-61. Du mercredi au dimanche, de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 31 octobre.

METZ
de notre envoyée spéciale

Le plasticien japonais Tadashi Kawamata n'en a pas fini avec les vieilles chaises de paille. Tellement pas fini qu'invité, cet été, par le Fonds régional d'art contemporain de Lorraine, il en a échafaudé plusieurs milliers, réutilisant en partie celles qui avaient déjà servi à construire son *Passage* dans l'église de la Salpêtrière à l'automne dernier, et en en rajoutant quelque mille sept cents collectées dans la région.

On reconnaît bien là sa pratique du recyclage par principe, qu'il inscrit dans l'économie d'une œuvre souvent provisoire. A moins qu'elle ne participe d'un projet collectif, comme les bateaux et les chemins de bois que l'artiste peut construire avec des malades pour désenclaver une clinique. Plusieurs milliers de chaises... Il fallait bien ça pour réaliser le projet lorrain – qui comporte deux installations monumentales réalisées avec l'aide d'une quarantaine d'étudiants des écoles d'art de la région. L'une est à Metz, l'autre à Delme, que l'artiste a reliées en disposant un chapelet de chaises sur la route qui mène d'une ville à l'autre. Il y en a une à chaque arrêt d'autobus, en rase campagne ou pas, qui tranche avec le mobilier urbain d'aujourd'hui. C'est amusant. On en voudrait plus.

A Metz, Kawamata a investi la cour de l'hôtel Saint-Livier, un bâtiment du XII[e] siècle où se sont succédé de puissantes familles, puis des institutions publiques, dont le conservatoire de musique de la ville, qui a quitté les lieux en 1994. Depuis, l'hôtel est vide, mais il devrait accueillir bientôt les collections du Fonds régional d'art contemporain.

LA MATIÈRE PREMIÈRE PREND LE DESSUS

Cette vacuité n'était pas pour déplaire à l'artiste. Il aime nicher ses installations dans des lieux désaffectés. Il aime aussi opérer à ciel ouvert et ne s'est pas privé de le faire en élisant domicile dans la cour. Sa moisson de chaises y prend la tournure d'un grand mur courbe qui, d'un côté, s'accroche aux pierres du bâtiment et occulte quelques ouvertures et, de l'autre, déborde du mur d'entrée. Les chaises sont usées, la paille sort de partout. Elles sont empilées de travers, dans tous les sens, comme des cheveux mal peignés. Les montants, les barreaux, les pieds amorcent des courbes, font l'effet de grands coups de brosse, chargés de matière-paille.

C'est beau, pictural comme une grande peinture abstraite presque expressionniste, presque matiériste, qui, avec leurs couleurs brunes et blondes de bois et de paille, semblent de connivence avec la nature. On ne peut oublier le meuble, mais si l'on regarde bien, la matière première prend le dessus. Cette reconversion des chaises qui se joue contre l'image de l'homme qu'elle véhicule, et au profit de l'art, colle bien avec la future vocation de l'hôtel. On peut croire que Kawamata y a pensé, car il n'opère jamais sans tenir compte des lieux et de leur histoire. Alors pourquoi n'aurait-il pas envisagé aussi l'avenir ?

Peut-être est-ce parce qu'on a encore en tête la prestation très inspirée de l'artiste à la Salpêtrière, que son installation dans l'ancienne synagogue de Delme devenue centre d'art déçoit. Elle s'y oppose en tous points. A Paris, il avait imaginé une immense tour aérée qui diffusait la lumière venant de la coupole de l'église. A Delme, où l'architecture un peu minable de la petite synagogue ne pouvait se prêter à de telles aspirations, il propose une construction à l'horizontale, qui coupe le volume intérieur en deux chaises serrées, solidement sanglées qui forment un plafond épais et menaçant au ras de nos têtes. Vu de la tribune, la couche de chaises devient un plancher dangereux. Quel sens donner à cela ?

Geneviève Breerette

Nostalgie noire

L'Heure magique. Un polar à l'ancienne servi par des acteurs qui assument leur vieillissement

Film américain de Robert Benton avec Paul Newman, Susan Sarandon, Gene Hackman. (1 h 34.)

Robert Benton fut, avant de commencer en 1972 une carrière de cinéaste à éclipses, un scénariste remarqué, coauteur entre autres du scénario de *Bonnie and Clyde*, d'Arthur Penn et du *Reptile* de Joseph Mankiewicz. Renouant avec le principe de sa deuxième réalisation (*Le chat connaît l'assassin*, 1977), qui racontait l'enquête d'un détective vieillissant, il s'amuse à nouveau aujourd'hui, avec *L'Heure magique*, à reproduire, de façon légèrement décalée, les conventions du film noir traditionnel, délaissant les facilités du spectaculaire au profit d'une discrète nostalgie du classicisme.

Un ex-enquêteur privé, sexagénaire et déclassé (Paul Newman), est chargé par un de ses amis d'une tâche *a priori* banale, qui déclenchera, comme il se doit, un engrenage de coups de feu et de horions divers. Le scénario suit ainsi les méandres d'une intrigue droit sortie d'une bonne série noire des années 50, avec ses cadavres dans les placards et son univers désenchanté.

REFUS DE LA PARODIE

Le décalage assumé du film repose sur la présence de protagonistes âgés, aux mouvements alourdis et à la morale élastique. Les péripéties traditionnelles sont délicatement subverties par une certaine lenteur, une maladresse étonnante des actions (dès les premières minutes, le héros est blessé par accident avec son propre pistolet) et les confrontations dramatiques tournent souvent au palabre oiseux et ricanant quand ce n'est pas à la confession désabusée. La critique sociale sous-jacente est d'autant plus convaincante qu'elle n'est pas artificiellement plaquée, mais inéluctablement amenée par les rouages du récit et la vérité psychologique des personnages.

La simplicité apparente du film n'empêche pourtant pas parfois une certaine sophistication de l'image, la mise en place de dispositifs infimes utilisant avec intelligence les reflets et les ombres, restituant une image floue du héros. Loin de la surchauffe pyrotechnique du cinéma d'action contemporain, *L'Heure magique* prend son temps, et Benton multiplie les plans sombres, où les personnages sont parfois filmés à contre-jour, au son d'une musique nostalgique d'Elmer Bernstein. C'est dans cette modestie un peu glacée, dans le refus du second degré et de la parodie que son film marque des points.

C'est aussi une certaine tristesse qu'expriment ces acteurs vieillissants (Paul Newman et James Garner) incarnant des personnages ratés ou aimablement cyniques. Comme si le film était également un documentaire sur ce qui reste d'une période à la fois passée et, il faut le dire, insignifiante du cinéma américain, contemporaine de l'apogée des deux comédiens, les années 60. L'ombre des occasions perdues plane ainsi sur ce film attachant.

Jean-François Rauger

SORTIR

PARIS

Prysm
Reste à écrire une histoire du piano trio. Cette formule suppose une alchimie dont on n'a pas fini de chercher le secret. Au nombre des pages rares de cette histoire, le trio Prysm du (jeune) pianiste Pierre de Bethman : ni esbroufe ni mièvrerie ; l'autre idée de la musique. Délicate et déliée, portée par une vraie science harmonique et la subtilité de la pulsation.
Pour une soirée parfaite de jazz moderne dans une petite cave des Halles.
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. Le 5 septembre, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. – 80 F.

BOISSY-LE-CUTTE (Essonne)

Festival Les Arts à Boissy-le-Cutte
A l'origine, un musicien : Philippe Laccarrière. A la base, une équipe où l'on retrouve pas mal d'électrons libres de la Compagnie Lubat (dont Lubat en personne au piano solo, à ne pas rater). En copilote, Bertrand Renaudin, pianiste. Fond de jeu : la classe de percussion du conservatoire du Val-de-Marne.
Guest star : un trio à suivre, Sébastien Texier (saxophone), Philippe Laccarrière (excellent bassiste, meneur de jeu) et l'immense Gérard Faroux (batterie).
91590 Boissy-le-Cutte. Le 5, à partir de 14 heures. Tél. : 01-64-57-77-84. 30 F et 50 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

L'Arrière-pays
de Jacques Nolot (France, 1 h 30).
D'une Brousse à l'autre
de Jacques Kébadian (France, 1 h 43).
L'Heure Magique
de Robert Benton (Etats-Unis, 1 h 34).
L'Homme qui murmurait à l'oreille des chevaux
de Robert Redford, (Etats-Unis, 2 h 40).
Restons groupés
de Jean-Paul Salomé (France, 1 h 41).
Si je t'aime... prends garde à toi (*)
de Jeanne Labrune (France, 1 h 50).
(*)Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

VERNISSAGES

Christophe Cuzin
Galerie Bernard Jordan, 5, rue Chapon, Paris 3e. Mº Arts-et-Métiers. Tél. : 01-42-77-19-61. Mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures ; dimanche de 14 heures à 18 heures. Du 5 septembre au 11 octobre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Les Créanciers
d'August Strinberg, mise en scène de Jean-Claude Amyl, avec Christian Cloarec, Sophie Michaud et Maurice Vaudaux.
Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6e. Mº Montparnasse-Bienvenüe. A partir du 4 septembre. Du mercredi au vendredi, le mardi, à 21 heures ; le samedi, Le 5, à 18 heures et 21 heures ; le 6, à 15 heures. Tél. : 01-45-48-92-97. 110 F et 190 F.

Récits-reconstitutions
d'Eric Didry, mise en scène de l'auteur, avec Carine Baillod, Patrick Blauwart, Estelle Charles, Philippe Cherdel, Delphine Crubézy, Sylvie Fédensieu (jusqu'au 13 septembre), Barnabé Perrotey, Tamara Schmidt, Marion Weidmann et Delphine Zucker.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Le 5, à 20 h 30 ; le 6, à 16 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.

Les Mains sales
de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Jean-Pierre Dravel, avec Jean- Pierre Kalfon, Charlotte Valandrey, Yannick Debain, Marie Lenoir, Richard Medkour, Olivier Mace, Serge Feuillard, Louis Doré et Patrick Pierron.
Antoine-Simone-Berriau, 14, boulevard de Strasbourg, Paris 10e. Mº Strasbourg-Saint-Denis. Le 5, à 20 h 45 ; le 6 à 15 h 30. Tél. : 01-42-08-77-71. De 80 F à 260 F.

Road
de Jim Cartwright, mise en scène d'Olivier Forgues, avec Arnaud Apprédéris, Jacques Jomain, Cécile O'Cairn, Jérémie Oler, Bernadette Paviot, Ariane Privat et Dominique Richard.
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17e. Mº Place-de-Clichy. Le 5, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 70 F et 90 F.

La Ronde
d'Arthur Schnitzler, mise en scène d'Aurélia Nolin, avec Nathalie Bersanetti, Valérie Delangre, Tristan de Groulard, Antoine Erhard, Alexis Manuel, Carine Montag, Aurélia Nolin, Laetitia Schedieska, Nicolas Ullmann et Philippe Vasseur.
Théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 4e. Mº Châtelet. Le 5, à 21 heures. Tél. : 01-48-87-82-48. 70 F et 90 F.

Séverine Rérolle (flûte), Daniel Isoir (piano).
Œuvres de Mozart. Schumann. Godard.
Chapelle Saint-Bernard, 34, avenue du Maine, Paris 15e. Mº Montparnasse-Bienvenüe. Le 6, à 16 heures. Entrée libre.

Trio Europa
Haydn : *Trio pour piano, violon et violoncelle no 45.* Schumann : *Trio pour piano, violon et violoncelle op. 80.* Chostakovitch : *Trio pour piano, violon et violoncelle op. 67.*
Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. Mº Bourg-la-Reine. Le 6, à 17 h 30. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.

Compagnie Yun Chane
Yun Chane : *Couleurs de femmes.*
Trianon, 80, boulevard Rochechouard, Paris 18e. Mº Anvers. Le 6, à 18 heures. Tél. : 01-44-92-77-66. De 40 F à 60 F.

Compagnie Pier N'Dojmbe
Pier N'Dojmbe : *Do Kamissa.*
Trianon, 80, boulevard Rochechouard, Paris 18e. Mº Anvers. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. De 40 F à 60 F.

The Blues House
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. Le 5, à 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 150 F.

Jon Gordon Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. Le 5, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Maxim Saury et son ensemble
Hippocampus, 81, boulevard Raspail, Paris 6e. Mº Saint-Placide, Sèvres-Babylone. Le 5, à 20 h 30. Tél. : 01-45-48-10-03.

Mojoson
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8e. Mº Saint-Augustin. Le 5, à 23 h 30. Tél. : 01-42-25-18-06.

Temps go
Théâtre des Cinq-Diamants, 10, rue des Cinq-Diamants, Paris 13e. Mº Corvisart. Le 5, à 21 heures. Tél. : 01-45-80-51-31. 90 F.

Carte blanche à Allain Leprest
Limonaire, 18, cité Bergère, Paris 9e. Mº Rue-Montmartre. Le 5, à 22 heures. Tél. : 01-45-23-33-33. Entrée libre.

Agnès Bihl et Florent Vintrignier
Ailleurs, 13, rue Jean-Beausire, Paris 4e. Mº Bastille. Le 5, à 20 h 30. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

Les Sœurs et Ben
Ailleurs, 13, rue Jean-Beausire, Paris 4e. Mº Bastille. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

RÉSERVATIONS

Le Visiteur
d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Daniel Roussel, avec Rufus, Tom Novembre, Markita Boies et Jérôme Frey.
Théâtre Marigny (Salle Popesco), carré Marigny, Paris 8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Du 10 septembre au 31 décembre. Tél. : 01-42-25-20-74. 180 F et 250 F.

Danyboon
mise en scène de Judith Godrèche.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Oberkampf, Saint-Ambroise. Du 10 septembre au 2 janvier. Tél. : 01-47-00-55-22. De 80 F à 180 F.

Fabrice Luchini
d'après des textes de Baudelaire, Céline, La Fontaine et Nietzsche.
Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, Paris 10e. Mº Strasbourg-Saint-Denis. Du 10 septembre au 17 octobre. Tél. : 01-42-08-18-50. De 100 F à 200 F.

هكذا زمن الإمل

SAMEDI 5 SEPTEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

17.50 Rue de l'Estrapade ■■
Jacques Becker (France, 1952, N., 100 min). Cinétoile

23.00 Bellissima ■■■
Luchino Visconti (Italie, 1952, N., v.o., 115 min). Ciné Classics

23.05 Les Barbouzes ■■
Georges Lautner (France, 1964, N., 105 min). Cinétoile

23.35 La Lumière des étoiles mortes ■■
Charles Matton (France, 1993, 110 min). Ciné Cinémas

0.50 La Taverne de l'Irlandais ■■
John Ford (Etats-Unis, 1963, 105 min). Cinétoile

4.20 La Pluie sur la montagne ■■
King Hu (Hongkong, 1978, v.o., 120 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

16.10 Le Monde des idées. Refonder la République. Avec Jacques Julliard, Anicet Le Pors, Max Gallo. LCI

0.30 ► *Pierre Mendès-France.* Invités : Stéphane Hessel, François Stasse, Guy Carcassone, Jean-Paul Fitoussi. Histoire

MAGAZINES

18.05 A bout portant. Johnny Hallyday. Paris Première

19.30 Histoire parallèle. Semaine du 5 septembre 1948. Ces souverains qui abdiquent. *Invité : Maurice Vaïsse.* Arte

20.00 Thalassa. Un été à la mer, Thalassa jette l'ancre à Etretat, *sur la Côte d'Albâtre.* TV 5

20.45 Le Magazine de l'Histoire. Spéciale rentrée des classes. Invités : Nicole Bacharan, Michèle Le Dœuff, Jean-Noël Luc, Xavier Raufer. Histoire

21.00 Le Club. Maurice Bernart. Ciné Classics

21.40 Metropolis. Les oiseaux du Zimbabwe. Le nouveau théâtre en Angleterre et en Allemagne. Arte

22.55 T'as pas une idée ? Chantal Thomass. Canal Jimmy

23.10 Paris modes. Mark Jacobs. Paris Première

DOCUMENTAIRES

17.35 Rendez-vous avec Johnny Hallyday. Paris Première

18.05 L'Egypte. [5/5]. La Cinquième

20.25 Civilisations englouties. [2/3]. *Les colonnes de l'histoire.* Odyssée

20.35 Amboseli : un parc en péril. TMC

20.35 Eux. Planète

20.45 L'Aventure humaine. Les Deux Fils du chaman. Arte

20.55 *Un été dans la cerisaie.* Odyssée

21.00 L'Homme et sa musique. Erik Satie. Muzzik

21.30 *La Quête du futur.* Qu'est-ce que le futur ? Planète

21.30 Anciennes civilisations : l'Empire ottoman. TMC

21.55 Nature en danger. Quelles espèces sauver ? Planète

21.55 Paquebots de légendes. [1/4]. Premières traversées. Odyssée

22.00 Gestes d'artisans. [1/2]. Le bois. Histoire

22.05 L'Amérique des années 50. [1/7]. Entre craintes et rêves. Canal Jimmy

22.15 Chaplin. Charlot est né. Ciné Classics

22.45 Israël 1948-1998. [1/6]. Cinquante ans de conflit. Planète

22.45 Il était une fois à Hollywood. Les gangsters. Ciné Cinémas

22.50 Quand j'étais petit, j'savais pas lire. France 3

22.50 Vietnam : revivre. [5/5]. Le dragon blessé. Odyssée

23.00 ► Pierre Mendès-France. Histoire

23.30 Music Planet. O Fado, une nostalgie atlantique. Arte

23.40 Dans l'atelier de Robert Combas. Planète

23.45 Alvar Aalto. Odyssée

0.20 Cu-Chi, les tunnels de la résistance vietcong. Planète

SPORTS EN DIRECT

20.30 Football. Euro 2000. Islande - France. A Reykjavik. TF 1

23.00 Golf. PGA Tour. Greater Milwaukee. AB Sport

1.50 Tennis. *US Open.* 3e tour. A Flushing Meadow. Canal +

MUSIQUE

19.55 Ashkenazy dirige Tchaïkovski. *La Symphonie n° 5.* Par le Philharmonia Orchestra. Muzzik

20.30 Henry Purcell. *Didon et Enée.* Mise en scène. Peter Maniura. Par le Collegium Musicum 90, dir. Richard Hickox. Mezzo

22.05 Peter Grimes. De Britten. Mise en scène. Elijah Moshinski. Par l'Orchestre et les Chœurs du Royal *Opera House de Covent Garden,* dir. Colin Davis. Muzzik

22.15 Skunk Anansie et Grant Lee Buffalo. Paris Première

0.05 Ute Lemper. Paris Première

0.45 La Grande Parade du jazz 79. Muzzik

THÉÂTRE

0.20 Un chapeau de paille d'Italie. D'Eugène Labiche. Mise en scène. Georges Lavaudant. France 3

TÉLÉFILMS

20.30 Sur les ailes des aigles. A. V. McLaglen [1/2]. Ciné Cinémas

20.45 Un amour de cousine. Pierre Joassin. RTBF 1

20.55 Le Désert de feu. Enzo G. Castellari [1 et 2/2]. Téva

21.50 Le Piège birman. Michael Carson. Canal +

22.25 Les Misérables. Robert Hossein [1/2]. TMC

0.25 Le Manuscrit. Alexandre Mouratov. Arte

SÉRIES

20.30 Rocambole. [5/6]. Festival

20.35 ► McCallum. Episode pilote : *Les Clés de mon cœur.* Canal +

20.50 FX, effets spéciaux. Le bouc émissaire. M 6

21.45 The Sentinel. Prométhée. M 6

22.35 Stargate. Les réfugiés. Portés disparus. TSR

22.40 Danger imminent. [4/4]. Arte

22.40 Players, les maîtres du jeu. Liberté conditionnelle. M 6

23.55 Star Trek, la nouvelle génération. Le prix d'une vie. Canal Jimmy

0.00 American Gothic. Résurrection. 13ème Rue

0.40 Millennium. Angel. France 2

NOTRE CHOIX

● 20.45 Arte
L'Aventure humaine

Sur l'île de Palawan aux Philippines, à l'écart de la « civilisation », de petits groupes d'Indiens vivent en autarcie dans des hameaux isolés. La cohésion de la communauté est garantie par le chaman, guérisseur et conseiller. C'est au moment de la mort de ce personnage essentiel que Pierre Brocanfuso a choisi de filmer la vie des habitants, désemparés par la disparition de leur guide spirituel. *Les Deux Fils du chaman,* Inaring et Medsinu, prétendent à la succession. Leurs différences et leurs atouts se dessinent peu à peu... Un peu longuet, mais bien réalisé et très humain, ce documentaire est une belle immersion dans la vie de cette petite société. – *J.-J. Ba.*

● 22.00 *Histoire*
Gestes d'artisans

Quand un jougtier ou un sabotier se promène en forêt, là où nous voyons simplement des arbres, eux trouvent les trésors de leur artisanat. Le dinandier reste quant à lui au pied de la Montagne Noire, sur le lit du Tarn, et modèle d'étincelants objets de cuivre. A l'occasion des Journées du patrimoine, la chaîne Histoire traverse les provinces françaises et visite les ateliers de quelques irréductibles travailleurs du bois et du métal. Quoi de plus beau qu'une barre d'acier rougie par la flamme ou un copeau de bouleau blanc qui vient délicatement s'évanouir sur le sol. La cravache du cavalier, la barre du navigateur, les tonneaux du vigneron, le rasoir du barbier... autant d'objets précieux dessinés par la main sûre de l'artisan. La beauté du geste, la précision de l'œil et la passion du cœur dévoilées par la caméra de Gilles Charensol. – *S. Bn*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.00 Sous le soleil.
19.05 *Melrose Place.*
20.00 Journal, Le Résultat des courses.
20.28 Météo.
20.30 Football. Islande - France.
22.40 Hollywood Night. Echec au complot. Téléfilm. Jerry Jameson.
0.20 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

18.50 1000 enfants vers l'an 2000.
18.55 52 min juste pour rire.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Météo.
21.00 Fort Boyard.
22.50 Football. Russie - Ukraine.
0.25 Journal, Météo.
0.40 Millennium. Angel.
1.25 Les Nouveaux Mondes.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.55 *Le 19-20 de l'information,* Météo.
20.05 Mister Fowler.
20.40 Tout le sport.
20.55 Le Mas Théotime. Téléfilm. Philomène Esposito.
22.30 ► Quand j'étais petit, j'savais pas lire.
23.30 Météo, Soir 3.
23.55 Journal des spectacles.
0.00 Un chapeau de paille d'Italie. Pièce de théâtre. Eugène Labiche.

CANAL +

► *En clair jusqu'à 20.35*
18.50 Flash infos.
19.00 T.V. +. Invités : Christophe Dechavanne et Stéphane Collaro.
20.00 Les Simpson.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 ► McCallum. Episode pilote.
21.50 Le Piège birman. *Téléfilm. Michael Carson.*
23.25 Supplément détachable.
0.00 Le Journal du hard.
0.10 Norme française. Court métrage. Jacques Audiard.
0.15 Sex Dreamers. Film classé X. John B. Root.
1.50 Tennis. US Open.

ARTE

19.00 French & Saunders Go to the Movies. [2/9] (v.o.).
19.30 Histoire parallèle.
20.15 Le Dessous des cartes.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. *Les Deux Fils du chaman.*
21.40 Metropolis.
22.40 Danger imminent. [4/4].
23.30 *Music Planet.* O Fado, une nostalgie atlantique.
0.25 Histoires russes : Le Manuscrit. *Téléfilm. Alexandre Mouratov.*

M 6

18.10 Mission impossible, 20 ans après.
19.05 Turbo, Warning.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Ciné 6. Le Festival de Deauville.
20.49 *La Trilogie du samedi.* 20.50 FX, effets spéciaux. 21.45 The Sentinel. 22.40 Players, les maîtres du jeu.
23.35 Folle d'amour. Téléfilm. Andy Tennant.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Nouveau répertoire dramatique. *Le Fils des cendres,* de Daniel Besnehard ; 22.00, *Max et Gilberte,* de Serge Kribus.
22.35 Opus. Bruno Monsaingeon ou comment filmer la musique.
0.05 Le Gai Savoir. Christian Jambet, philosophe.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Donné en direct par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Jukka-Pekka Saraste : *Métaboles,* de Dutilleux ; *Symphonie n° 6 Pathétique,* de Tchaïkovski.
23.00 Soleil de nuit.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Brahms et la musique populaire. *Œuvres de Brahms, Strauss fils,* Bruch, Dvorak.
22.00 Da Capo. Le Quartetto Italiano *et Guido Cantelli. Œuvres de Rossini,* Cambini, Mozart, Stravinsky, Schubert, Franck.

DIMANCHE 6 SEPTEMBRE

FILMS DU JOUR

17.20 Bellissima ■■■
Luchino Visconti (Italie, 1952, N., v.o., 110 min). Ciné Classics

17.55 Non coupable ■■
Henri Decoin (France, 1947, N., 95 min). Cinétoile

20.40 Les Feux de l'enfer ■■
Andrew V. McLaglen (Etats-Unis, 1968, 125 min). RTL 9

20.45 Le Trésor de la Sierra Madre ■■■
John Huston (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 120 min). Arte

20.45 Tom et Viv ■■
Brian Gilbert (EU - GB, 1994, 125 min). Ciné Cinémas

21.00 La Vie de Brian ■■
Terry Jones (Grande-Bretagne, 1979, v.o., 95 min). Paris Première

21.10 Illusions perdues ■■
Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 80 min). Cinétoile

21.45 Chaînes conjugales ■■
Joseph L. Mankiewicz (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 105 min). Ciné Classics

22.45 Tueur à gages ■■
Frank Tuttle (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 80 min). 13ème Rue

22.50 Enemy ■■
Wolfgang Petersen (EU, 1985, version longue, 105 min). Ciné Cinémas

23.30 Bed of Roses ■■
Gregory LaCava (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 70 min). Ciné Classics

23.55 La Cité des femmes ■■■
Federico Fellini (Italie, 1979, 125 min). Cinétoile

0.10 La Viaccia ■■
Mauro Bolognini (Italie, 1961, N., v.o., 110 min). France 3

2.25 La Bande des quatre ■■■
Jacques Rivette (France - Suisse, 1988, 160 min). Ciné Cinémas

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 23.10 Le Monde des idées. LCI

12.10 et 3.35 Polémiques. Invité : Alain Madelin. France 2

19.00 Public. *Invité : Edouard Balladur* et un entretien avec Johnny Hallyday. TF 1

20.00 ► Pierre Mendès-France. Invités : Stéphane Hessel, François Stasse, Guy Carcassone, Jean-Paul Fitoussi. Histoire

MAGAZINES

13.30 Les Quatre Dromadaires. Peuples de la forêt : la forêt des sons. France 3

14.30 Les Dossiers de l'Histoire. Familles macabres. Histoire

14.55 Planète Terre. Le mystère de Lee Harvey Oswald [1/2]. TMC

16.45 Sud. *Invités : Boris Cyrulnik,* Michel Aubery. TMC

17.10 Le Bazar de Ciné Cinémas. Laetitia Masson. Ciné Cinémas

18.10 Paris modes. Mark Jacobs. Paris Première

19.05 Le Gai Savoir. Frédéric Dard. Paris Première

20.00 Mise au point. Invité : Jean-Jacques Langendorf, historien militaire suisse. TSR

20.05 A bout portant. Johnny Hallyday. Paris Première

20.45 De l'actualité à l'Histoire. *Les nouveaux Russes.* Invités : Vladimir Fedorovski, Svetiana Vivolovskaia, Georges Nivat. Histoire

20.50 Capital. La rentrée des factures. M 6

21.45 Envoyé spécial, les années 90. Les profs. *Familles victimes* de la drogue. Invité : Olivier Galland. Koweït, cessez-le-feu. Transplantation. Botero. Histoire

22.40 Viva. Sous l'autoroute, la légende des siècles. TSR

23.55 Le Gai Savoir. Frédéric Dard. Paris Première

DOCUMENTAIRES

17.05 Les Années Warner, 75 ans de stars. Canal +

17.40 Secrets des rois. [11/13]. *Rois guerriers.* La Cinquième

17.45 Si Dieu veut. Odyssée

18.00 Ray Charles Omnibus. Muzzik

18.10 *Nature en danger.* Quelles espèces sauver ? Planète

18.30 ► Pierre Mendès-France. Histoire

18.35 Les Dangers de la mer. [1/13]. L'odyssée du danger. Odyssée

19.00 Israël 1948-1998. [1/6]. Cinquante ans de conflit. Planète

19.00 Voyage aux pays des dieux. Birmanie, la recherche du Nirvana. Odyssée

19.30 Maestro. Le Klezmer de Giora Feidman. *Je rentre tard chez moi.* Arte

19.30 Trois peintres suédois. [3/3]. Carl B. Wadström. Odyssée

19.55 Dans l'atelier de Robert Combas. Planète

19.55 Portugal, *un portrait naturel.* [1/3]. Les forêts. Odyssée

20.30 Le Premier Sourire. Entretiens sous *le signe de Françoise Dolto.* Téva

20.35 Cu-Chi, les tunnels de la résistance vietcong. Planète

21.00 CIA. [2/5]. L'espionnage de pointe. Odyssée

21.55 Sur les traces d'une collection perdue. Odyssée

22.00 Pierre Boulez, Eclat. Planète

22.20 Grand document. Al-Qantara ou vacances d'exil. RTBF 1

22.35 Abbey Lincoln. Un rêve de tortue. Paris Première

22.40 Lignes de vie. *Dans le secret de la police.* France 2

22.45 Soirée thématique. Pour tout l'or du Monde. Arte

22.55 Septembre chilien. Planète

23.30 Portrait de cinéaste. La Nouvelle Vague par elle-même. TV 5

23.50 Le Paradoxe des empereurs. Planète

23.55 Le Flambe. Odyssée

0.00 De la petite Russie à l'Ukraine. Histoire

0.15 Le Beau Danube bleu. Planète

SPORTS EN DIRECT

15.05 Cyclisme. Tour de l'Avenir et Tour d'Espagne. France 3

16.15 Cyclisme. *Tour d'Espagne.* 2e étape : Cordoue - Cadix (235 km). Eurosport

23.00 Golf. PGA Tour. AB Sport

0.45 Tennis. US Open. 3e tour messieurs et huitièmes de finale dames. Canal +

MUSIQUE

19.25 Michel-Richard Delalande. *Enregistré à la chapelle royale* du château de Versailles, en 1995. Interprété par la Capella reial de Catalogne et le Concert des Nations, dir. Jordi Savall. Muzzik

21.00 Astor Piazzolla à Montréal 84. Muzzik

22.00 Kirov Opera. Welcome Back St Petersburg/ Enregistré à l'Opéra royal de Londres. Muzzik

23.20 Stéphane Grappelli Trio. Au théâtre du Châtelet 1984. Muzzik

1.00 Farm Aid *10e anniversaire.* Au Cardinal Stadium de Louisville 1995. Canal Jimmy

TÉLÉFILMS

17.40 Apollo 13 ne répond plus. Lawrence Doheny. France 3

17.50 La Lutte acharnée de Ryan White. John Herzfeld. RTL 9

20.00 Aime-toi toujours. Michaël Perrotta. TV 5

20.55 Lucas. Nadine Trintignant. Téva

SÉRIES

17.20 Clair de lune. Maman chérie. Téva

17.25 Equalizer. L'enlèvement. 13ème Rue

17.50 Rocambole. [5 et 6/6]. Festival

18.05 Le Fugitif. Le piège. La Cinquième

18.20 Galactica. La patrouille lointaine. 13ème Rue

18.25 Chérie, j'ai rétréci les gosses. Chérie, y'a d'la magie dans l'air. Disney Channel

18.55 Demain à la une. Juré malgré lui. M 6

19.05 New York Undercover. L'homme de l'année. 13ème Rue

19.15 Highlander. Le passage. Série Club

19.50 *L'Exilé.* 13ème Rue

20.00 Seinfeld. Rasage au beurre (v.o.). Canal Jimmy

20.30 Dream On. (v.o.). Canal Jimmy

20.45 Les Incorruptibles. Trois milliers de suspects. Série Club

20.45 Les Cordier, juge et flic. L'Adieu au drapeau. RTBF 1

20.45 Nestor Burma. *Un croque-mort* nommé Nestor. 13ème Rue

20.55 Urgences. Direct aux urgences. *Un sentiment nouveau.* France 2

20.55 Derrick. Assurance retraite. Renata. France 3

20.55 Julie Lescaut. Piège pour flic. TSR

21.05 Friends. Celui qui déménage. Celui qui est perdu (v.o.). Canal Jimmy

21.55 Spin City. On achève bien les chevaux (v.o.). Canal Jimmy

22.20 Profit. Cupid [4/7] (v.o.). Canal Jimmy

23.00 New York District. Thérapie personnelle. France 3

0.13 L'Homme invisible. Le Nuit de la pleine lune : Huit épisodes. 13ème Rue

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ *Chef-d'œuvre* ou classiques
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 22.40 France 2
Lignes de vie

Dialogues de proximité

A QUOI ressemble aujourd'hui la police de proximité ? C'est à cette question que s'efforcent de répondre Jacques Cotta et Pascal Martin en soixante-six minutes et sans négliger aucun aspect de cette police plus proche des gens que n'ont cessé de vanter, de Charles Pasqua à Jean-Pierre Chevènement, les plus récents ministres de l'intérieur. La réalité est-elle pour autant aussi séduisante que le promettent les discours ? *Dans le secret de... la police* commence par un long coup de projecteur sur les derniers venus de la police nationale, les adjoints de sécurité (ADS). Ni tout à fait flics, ni travailleurs sociaux ou éducateurs, ils sont censés jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de la sécurité de proximité. Souvent recrutés dans les quartiers difficiles, où ils reviennent exercer après deux mois de formation, ils ont pour tâche prioritaire d'améliorer les rapports entre les policiers et les jeunes, de mieux faire comprendre à ces derniers qu'il faut respecter la loi.

Le reportage saisit bien le décalage entre les espoirs de ces ADS suivis au moment de leur formation, et le choc brutal avec la réalité de la vie de policier. *« Ce qu'on apprend à l'école, et ce qu'on apprend sur le terrain, c'est différent »,* confesse un peu naïvement l'un d'entre eux. Voilà le spectateur saisi d'un doute. Ces jeunes auxiliaires de police peuvent-ils être à la hauteur de leur mission ? Le contraste avec « Loulou », un vieux flic du commissariat de Beauvais (Oise), est frappant. En trente ans de maison, dont un long séjour dans la Seine-Saint-Denis, il est revenu de tout. Il n'y a qu'une chose qu'il ne supporte toujours pas : que l'on insulte sa mère !

Le racisme, la présence du Front national dans la police, le rôle des brigades anticriminalité (BAC), *leurs rapports tendus avec les* jeunes, le suicide dans les commissariats, la vétusté de certains locaux, les ripoux, le rôle des syndicats..., les réalisateurs font aussi le tour de cet obsédant quotidien de la police nationale. C'est pourtant bien dans ces visages de l'ancienne et de la nouvelle police, de Loulou et des adjoints de sécurité, qu'ils rendent au mieux l'état des lieux d'une institution en pleine mutation.

Pascal Ceaux

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.20 Walker, Texas Ranger.
14.10 Un tandem de choc.
15.00 Rick Hunter, inspecteur choc.
15.50 Pensacola.
16.50 *Disney Parade.*
17.55 Vidéo gag.
18.30 30 millions d'amis.
18.55 Euro en poche.
19.00 Public. Edouard Balladur.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Danger immédiat ■ Film. Philip Noyce.
23.20 *Ciné dimanche.*
23.30 Dupont Lajoie ■ Film. Yves Boisset.
1.15 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.25 L'Esprit d'un jardin.
13.30 Les Maîtres du pain. Téléfilm. Hervé Baslé [2/3].
15.25 Un dimanche sur deux. Téléfilm. Robert Markowitz.
16.55 L'Esprit d'un jardin.
17.00 Nash Bridges.
17.50 *JAG.*
18.40 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.45 Parcours olympique.
18.50 Stade 2.
19.55 Météo.
20.00 *Journal,* Météo.
20.55 Urgences. Direct aux urgences. *Un sentiment nouveau.*
22.40 Lignes de vie. Dans le secret de la police.
23.55 *Journal,* Météo.
0.05 Musiques au cœur.
1.20 L'Art dans les capitales. *Budapest la jeune.*

FRANCE 3

13.00 Enguerrand le guerroyeur.
13.28 Keno.
13.30 Les Quatre Dromadaires.
14.25 Sports dimanche. 14.35 Tiercé. 15.05 Cyclisme : Tour de l'Avenir. 16.00 Cyclisme : Tour d'Espagne.
17.40 Apollo 13 ne répond plus. Téléfilm. Lawrence Doheny.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo.
20.05 Bol d'air.
20.15 Bouvard du rire.
20.55 *Derrick.* Assurance retraite. Renata.
23.00 New York District.
23.50 Météo, Soir 3.
0.10 Cinéma de minuit : Cycle Mauro Bolognini. La Viaccia ■■ Film. Mauro Bolognini (v.o.).

CANAL +

► En clair jusqu'à 14.05
13.30 La semaine des Guignols.
14.05 Partir avec National Geographic.
14.55 Tennis.
15.30 Babylon 5. Téléfilm. Jesus Trevino.
17.00 Les Années Warner. 17.05 Les Années Warner, 75 ans de stars. 18.00 Les Aventures de Don Juan ■ *Film. Vincent Sherman.*
► En clair jusqu'à 20.35
19.45 Flash infos.
19.55 Les Années Warner. Ça cartoon.
20.35 Un air si pur ■ *Film. Yves Angelo.*
22.15 L'Equipe du dimanche. Spécial Rugby.
0.45 *Tennis.* US Open.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Les Lumières du music-hall.
14.00 *L'Afrique du Sud.*
15.00 Le Cinéma des effets spéciaux.
16.00 Les Yeux de la découverte.
16.30 L'Asie mythique.
17.40 Secrets des rois. [11/13].
18.05 Le Fugitif. Le piège.
19.00 Ayez donc des gosses !
19.30 Maestro. Le Klezmer de Giora Feidman. *Je rentre tard chez moi.*
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique. *Pour tout l'or du monde.* 20.45 Le Trésor de la Sierra Madre ■■■ *Film. John Huston (v.o.).* 22.45 Sur les traces de l'or des Aztèques. 23.30 Fièvre de l'or au Ghana. 0.00 Le Nevada, eldorado moderne. 0.40 4 000 mètres sous terre. Les mines d'or du Cap. 1.05 La Couleur de l'or.
1.40 Un doux rebelle : Julien Green. [3/4]. Journal d'un siècle : 1930-1940.

M 6

13.25 Nord et Sud. Feuilleton. Richard T. Heffron [1 et 2/6].
18.55 Demain à la une. Juré malgré lui.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 E = M 6.
20.30 La Météo des plages.
20.35 et 0.55 Sport 6.
20.50 Capital. *La rentrée des factures.*
22.45 Météo.
22.50 Culture pub.
23.20 Jeux brûlants. Téléfilm. Bob J. Roos.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.00 Dimanche musique. *Musique et danse.* 20.30 Le Concert. XXVe Rencontres de la Chartreuse. Concert enregistré le 19 juillet, à Villeneuve-lez-Avignon, par l'Ensemble de violoncelles de Moscou : Œuvres de Kasparov, Goubaïdoulina, Chti, Popov, *Tonkha, Sousline, Pekarsky.* 21.45 Jazz et chanson. Hommage à François-Régis Barbry.
22.35 Atelier de création radiophonique. Visages bosniaques ; Lacrimosa.
0.05 Radio archives.

FRANCE-MUSIQUE

18.00 Oedipe. Opéra de Enesco. Festival international George Enesco. Donné en direct de Sala Mare, à Bucarest, par l'Orchestre national de France, dir. Lawrence Foster, Monte Pederson (Oedipe), Karan Armstrong (Jocaste), Desmond Byrne (Créon), George-Emil Crasnaru (Tirésias), Donal Litaker (Le berger).
21.15 Musique de chambre. Concert. Donné le 17 mai, à Timisoara, par le Quatuor transsylvanien *de Cluj-Napoca : œuvres de Turk,* Prokofiev, Dvorák, Grigoriu.
23.00 Musique contemporaine roumaine.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *La Cenerentola,* opéra en deux actes, *de Rossini, par le Chœur et l'Orchestre* du Théâtre communal de Bologne, Bartoli (Cenerentola), Matteuzzi (Don *Ramiro), Corbelli (Dandini).*
22.40 Les Soirées... (suite). *Le Petit Barbier de Lavapiès,* zarzuela en trois actes, de Barbieri, par le Symphonique de Tenerife, dir. Perez, Bayo (Marquesita), Palatchi *(Don Pedro), Pons (Don Juan).*

هكذا من الإمل

Le Monde

DIMANCHE 6 - LUNDI 7 SEPTEMBRE 1998

Ah, que d'eau !

par Pierre Georges

ROBERT HUE et Edouard Balladur étaient au Stade de France. Philippe Séguin et Jean-Louis Debré aussi. Et des dizaines de milliers de rockers moins connus. Ah que ! Que d'eau, que d'eau, mes aïeux !

Il a plu sur Saint-Denis. Un vendredi soir de septembre. C'est tout de même insensé, y a plus de saisons. Comment aurait-on pu prévoir ? On n'avait pas prévu. Et 80 000 fans ont été de la revue, dispersez-vous, y a rien à voir. Pas même Johnny, qui ne vint point expliquer lui-même le comment et le pourquoi de ce renoncement, de ce titanesque naufrage dans la baignoire sacrée du football français.

Le méga-concert, le premier des trois prévus, à l'admiration générale des foules – car qui d'autre que notre Johnny est capable de remplir trois Stade de France en trois jours ? – le méga-concert, donc, a été annulé. Eau de pluie, eau de boudin, de toutes les manières, cela risquait de tourner mal. Les humeurs et caprices du temps, pourtant assez routiniers, menaçaient de faire couler les effets spéciaux comme rimmel d'une antique cocotte sous les larmes du ciel.

Les Rolling Stones, si perclus de vieillerie soient-ils, arrivent encore à chanter sous la pluie. Et même à y danser. Johnny non. Sauf à largement amputer son show de la foultitude d'effets spéciaux, d'exploits aériens, motocyclistes ou chorégraphiques divers. Johnny ne l'a pas voulu. Spectacle total ou pas de spectacle du tout ! Satisfaits ou remboursés !

D'évidence, cela part d'un bon sentiment. Pas de tromperie sur la qualité de la marchandise. Mais, outre que cette annulation de dernière seconde atteste d'une singulière légèreté au niveau de l'intendance – pour 60 millions de francs, coût annoncé, proclamé même, du spectacle, on devrait pouvoir offrir à la scène sa mise éventuelle hors d'eau – elle ne fait que confirmer la malchance qui s'acharne sur Johnny Park.

L'expédition de Las Vegas en 1996, avec charters de fans, conquête des Amériques et visite guidée de l'idole avait déjà viré à l'aigre. Le premier méga-concert de rattrapage est emporté par la crue. Enfin, ne jetons pas Johnny avec l'eau du ciel. Ce samedi, ce dimanche (s'il ne pleut pas) et vendredi prochain, sessions de rabibochage pour tout le monde.

Les autres idoles des foules et du Stade de France, nos légionnés de frais, portent, elles, la gloire du pays en d'autres contrées. L'équipe de France de football, qui se doit désormais à son statut, joue ce soir en Islande. C'est loin, l'Islande, assez vague en football, très loin du Brésil. Peut-être même pluvieux. Et, pourtant, il leur faudra jouer un match sans grand intérêt, ni excessifs risques, un peu comme l'on remet les pieds sur terre.

A-t-on envie d'Islande quand on a tout connu, tout vécu ? Rude question. Imaginons alors qu'ils feront comme si, puisque désormais ils sont célèbres partout. Même à Reykjavik. Il leur faut désormais boire leur Coupe jusqu'à la lie. A commencer par ce bon Barthez, devenu l'idole des foules. Tout le monde veut tout de lui, A commencer par lui biser le crâne, ce crâne dénudé qui inspire la pub, fait la mode et suscite la concupiscence. C'est cela la vraie gloire, le martyre du chauve !

Au Cambodge, le climat politique s'est brusquement dégradé

Cinq Vietnamiens ont été battus à mort à Phnom Penh

BANGKOK
de notre correspondant régional

La situation à Phnom Penh a pris, vendredi 4 septembre, une tournure violente. Cinq Vietnamiens ont été battus à mort dans la capitale cambodgienne par des foules dont la colère a été attisée par l'opposition. L'ONU a déjà confirmé la mort de trois civils. Elle enquête sur le sort d'autres Vietnamiens qui seraient grièvement blessés.

L'agitation continuait samedi 5 septembre. Trois cents à quatre cents partisans de Sam Rainsy, l'opposant le plus déterminé au gouvernement de Hun Sen, ont manifesté samedi devant l'ambassade de France. Un rassemblement plus important a eu lieu devant le siège de la délégation européenne, protégé par la police anti-émeutes. Les manifestants reprochent à l'Union européenne, principal financier des élections, d' avoir avalisé le résultat de celles-ci.

Dans un climat de tension raciale créé par les discours antivietnamiens de l'opposition, une partie de l'opinion a été encouragée à mettre sur le compte des Vietnamiens une vague d'empoisonnements . Quarante-quatre personnes sont mortes en l'espace de deux semaines après avoir bu de l'alcool de riz teinté de méthanol. Vendredi, deux vendeurs ambulants vietnamiens ont été lapidés et tués devant le siège du Funcinpec, le parti du prince Norodom Ranariddh. Deux autres ont subi le même sort à proximité de l'ambassade de France.

Depuis un mois, le Funcinpec et, surtout, le parti Sam Rainsy mènent une vigoureuse campagne pour discréditer les élections générales du 26 juillet, remportées par le Parti du peuple cambodgien (PPC), au pouvoir. Un sit-in est organisé par Sam Rainsy, depuis deux semaines, dans un parc devant l'Assemblée nationale. Ce dernier, dont les discours antivietnamiens sont les plus virulents, refuse de reconnaître les résultats des élections proclamés le 29 août et qui accordent 64 sièges au PPC, 43 au Funcinpec et 15 au parti Sam Rainsy. Le prince Ranariddh lui a emboîté le pas.

RÉUNION À SIEM REAP

L'Union européenne et l'ONU ont estimé que ces élections reflétaient la volonté des Cambodgiens. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) et le Japon en ont fait autant. Quant à la Chine, elle est sortie de son habituelle réserve pour demander aux Cambodgiens de résoudre pacifiquement leurs différends sous l'égide du roi. Norodom Sihanouk devait réunir samedi à Siem Reap (Angkor) des délégués des trois partis représentés au sein de la nouvelle Assemblée. Hun Sen se trouve aussi à Siem Reap depuis jeudi alors que le prince Ranariddh aurait quitté vendredi Phnom Penh pour Bangkok.

Sans renoncer à ses attaques verbales contre les « yuôn » – terme péjoratif pour désigner les Vietnamiens – , Sam Rainsy a régulièrement condamné les exactions contre leur forte minorité qui est formée, à Phnom Penh, d'artisans, d'ouvriers et de petits commerçants. Vendredi, il a demandé aux Cambodgiens de mettre un terme aux rumeurs sur la vague d'empoisonnements. Mais la violence de ses discours lui a été reprochée par l'ONU, qui a estimé le même jour « particulièrement regrettable que le problème des empoisonnements ait commencé à prendre une tournure raciale et politique ».

Afin d'éviter toute confrontation avec les manifestants, la police semblait avoir reçu l'ordre d'afficher un profil bas ces derniers jours, laissant ainsi la place à de petits groupes d'agitateurs bien organisés qui, selon un témoin, « circulent à motocyclette et communiquent par téléphone portable ». Mais un communiqué du gouvernement a laissé penser, samedi, qu'une réaction plus ferme se dessinait. Le chef de la police nationale, qui se trouvait à Siem Reap aux côtés de Hun Sen, aurait regagné Phnom Penh.

Le roi, qui devrait arriver à Phnom Penh à la fin du mois de septembre pour y présider la séance inaugurale de la nouvelle Assemblée, tente d'apaiser la situation en organisant trois jours de réunions à Siem Reap. Mais il a exprimé des doutes sur la possibilité d'une réconciliation.

De son côté, Hun Sen a proposé au Funcinpec de former un gouvernement de coalition, une nécessité puisque l'investiture d'un cabinet se fait à la majorité des deux tiers (82 députés sur 122). Cette solution paraît avoir l'aval du monarque. Si le prince Ranariddh a jusqu'ici répondu par la négative, le fils du roi et les élus de son parti, le Funcinpec, semblent commencer à se démarquer de la campagne menée par Sam Rainsy. Ce dernier envisageait un nouveau défilé, dimanche 6 septembre, à travers la capitale, en dépit d'une interdiction du ministère de l'intérieur.

Jean-Claude Pomonti

Une Française refuse que sa fille de 18 mois retourne en Allemagne

LUNDI 7 septembre au matin, une jeune mère de famille de trente-deux ans, Karine Koch, a l'intention d'entamer une grève de la faim devant le ministère de la justice. Elle conteste une décision de la cour d'appel de Rennes imposant que sa fille de dix-huit mois, Ann-Valérie, retourne en Allemagne, pays où elle est née et où vit son père, au plus tard le 11 septembre. Mme Koch a saisi la Cour de cassation, mais le pourvoi n'est pas suspensif. Dans le contexte délicat des divorces franco-allemands, Karine Koch craint que, si elle retourne en Allemagne, sa fille lui soit enlevée et que la garde en soit confiée exclusivement au père. Pourtant, si elle n'effectue pas ce retour en Allemagne, elle sera, en France, dans l'illégalité.

En décembre 1997, la jeune femme – alors enceinte – quitte le domicile conjugal en Allemagne avec sa fille et se réfugie chez sa mère en Bretagne. Karl Koch l'attaque pour enlèvement d'enfant. Le 11 mai 1998, le tribunal de grande instance de Saint-Nazaire déboute le père. Il fait appel et, le 4 août 1998, alors qu'Ann-Valérie est née, la cour d'appel de Rennes infirme la décision rendue en première instance et ordonne le retour d'Ann-Valérie en Allemagne, avec une astreinte de 1 000 francs par jour de retard.

Or Karine Koch est persuadée que, si elle rentre en Allemagne, elle sera, ainsi que sa fille, « piégée ». Elle redoute à la fois une décision de justice d'un tribunal allemand, dont la jurisprudence révèle une forte tendance à privilégier ses propres ressortissants dans ce genre d'affaires, et l'enlèvement d'Ann-Valérie par son père. Cette peur d'un enlèvement l'anime d'autant plus aujourd'hui qu'en avril et mai 1998, le père d'Ann-Valérie a eu recours a des détectives privés.

Depuis, la jeune femme, qui a accouché au mois de juin d'une petite Clarisse, se cache. Début septembre, Karine Koch, sa mère et les deux enfants ont passé deux semaines dans un appartement prêté d'où elles ne sont pas sorties, se faisant ravitailler par des proches.

L'association des parents français d'enfants retenus en Allemagne « SOS enlèvements d'enfants par l'Allemagne » soutient totalement Mme Koch dans sa décision. « Nous sommes 70 Français à nous être fait piéger dans des cas similaires, précise Denis Supersac, qui n'a pas revu sa fille depuis cinq ans malgré des jugements français et allemands en sa faveur.

Michèle Aulagnon

■ *LE CANNET* : une explosion de gaz a soufflé, samedi 5 septembre vers 9 h 10, cinq étages d'un immeuble habité du Cannet, à quelques kilomètres au nord de Cannes. Les services de secours ont déclenché l'alerte rouge niveau 3. Selon un policier municipal joint au téléphone, l'explosion aurait eu lieu dans un appartement situé au dernier étage d'un bâtiment de l'ensemble immobilier « Les Mirandoles », dans un quartier excentré de la ville, provoquant d'autres explosions dans les appartements voisins. Les enfants d'un groupe scolaire – primaire et maternelle – attenant auraient été évacués. Le bilan des victimes s'établissait samedi en fin de matinée à au moins deux morts et neuf blessés dont quatre dans état grave, selon les pompiers.

L'Etat prend en charge la Société du tunnel du Fréjus

A L'OCCASION de l'assemblée générale de la Société française du tunnel routier du Fréjus (SFTRF), vendredi 4 septembre à Lyon, le directeur des routes, Christian Leyrit, a confirmé que l'Etat assurera la recapitalisation, en deux temps, de la société (*Le Monde* du 23 mai et du 20 juin). Un premier versement de 157 millions de francs, d'ici à la fin de l'année, permettra d'éponger partiellement les pertes occasionnées par la construction de l'autoroute de la Maurienne, dont la dernière section doit être terminée en l'an 2000. Quelque 450 millions suivront en 1999. La participation de l'Etat au capital passera ainsi de 49 % à 85 %.

Le ministre de l'équipement et des transports, Jean-Claude Gayssot, a demandé à ses services d'« étudier un dispositif permettant aux élus de conserver une représentation et un rôle significatifs » : les collectivités locales détiennent actuellement 36,7 % des actions, les chambres de commerce de Rhône-Alpes et des groupements privés 14,3 %. L'emploi et le statut des personnels de la SFTRF seront sauvegardés. – *(Corresp. rég.)*

M. Emmanuelli annonce le lancement du « Quotidien de la République »

L'ANCIEN MINISTRE socialiste Henri Emmanuelli a dévoilé, vendredi 4 septembre sur Canal Plus, le titre du journal de gauche qu'il prépare depuis plusieurs mois (*Le Monde* du 5 août) et qui devrait paraître à partir du 27 octobre. Il estime avoir réuni les 10 millions de francs nécessaires à la création du *Quotidien de la République* et s'apprête à lancer une souscription auprès des lecteurs.

Henri Emmanuelli a indiqué avoir bénéficié d'un « prêt d'honneur » du Parti socialiste. François Hollande, premier secrétaire du PS explique qu'« Henri Emmanuelli a sollicité un prêt personnel. Le PS a estimé que, par solidarité envers son ancien trésorier, condamné en son nom, il devait accéder à sa demande ». Le montant du prêt devrait se situer entre 1,5 et 3 millions de francs.

Amélie Mauresmo et Sandrine Testud éliminées à l'US Open de tennis

CINQ SEMAINES après avoir accroché Martina Hingis en Fed Cup, Amélie Mauresmo a tenu la dragée haute à la numéro un mondiale et tenante du titre, vendredi 4 septembre, au troisième tour des Internationaux des Etats-Unis, avant d'être battue en trois sets (4-6, 6-2, 6-2). En huitièmes de finale, Martina Hingis rencontrera Nathalie Dechy. La Française a éliminé l'Espagnole Gala Leon Garcia. La troisième Française en lice vendredi, Sandrine Testud, s'est inclinée face à la tête de série N° 3, la Tchèque Jana Novotna (6-2, 6-3).

Dans le tableau masculin, le Français Jean-Baptiste Perlant a mené deux sets à un contre l'Espagnol Alex Corretja (N° 7) avant de s'effondrer dans les deux dernières manches (6-4, 5-7, 6-7, 6-1, 6-0). Arnaud Di Pasquale, champion junior de l'US open 1997, s'est incliné face à l'Allemand Michael Kohlmann (7-5, 6-4, 6-4).

Tirage du *Monde* daté samedi 5 septembre 1998 : 504 222 exemplaires 1 -